KLAUS WEBER

LA MIGRATION HUGUENOTE DANS LE CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE ATLANTIQUE

L'exemple de Hambourg (1680–1800)

L'émigration des huguenots vers les pays de l'Europe protestante a presque toujours été étudiée selon les perspectives de l'histoire religieuse, politique ou culturelle. En revanche, le contexte économique dans lequel la migration a eu lieu a rarement éveillé autant d'intérêt de la part des chercheurs. En conséquence, la révocation de l'édit de Nantes a très souvent été considérée comme la seule cause de la migration des huguenots. Les rares études sur l'aspect économique ont été menées sur le plan macro¹. Cependant une observation des conditions macro- et microéconomiques dans le contexte desquelles les huguenots ont quitté leur région d'origine pour s'installer dans les pays et territoires de l'Est et du Nord-Est de l'Europe nous semble être utile pour mieux comprendre le processus qui les a amenés à choisir le lieu de leur immigration.

La ville hanséatique de Hambourg, port neutre durant la majeure partie de l'époque moderne, a accueilli un groupe de huguenots en nombre relativement limité mais très actif dans le commerce maritime. Leur établissement sur cette plaque tournante du commerce entre les espaces atlantiques et l'Europe centrale peut servir d'exemple pour montrer de quelle manière les événements religieux et politiques ne peuvent jamais tout à fait expliquer les formes contradictoires qu'ont prises quelques-unes des migrations des huguenots.

Avant toute chose, il nous faut souligner que le but de notre communication n'est pas d'atténuer l'impact et la portée de la révocation de l'édit de Nantes. Notre but est plutôt de montrer comment les réfugiés ont formé un groupe très hétérogène en termes de statut social, et qu'ils étaient soumis à un choix, entre rester et subir la discrimination que causerait la révocation, ou bien émigrer vers un pays offrant plus de tolérance que la France de Louis XIV. Ce choix s'est fait en considérant non seulement les conditions politiques et religieuses offertes par un certain nombre de pays protestants, mais aussi les conditions

¹ Warren C. SCOVILLE, *The Persecution of Huguenots and French Economic Development 1680–1720*, Berkeley, Los Angeles 1960; Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *Les Financiers de Languedoc au XVII^e siècle*, Paris 1970. Voir aussi: Alice Clare CARTER, *Financial Activities of the Huguenots in London and Amsterdam in the Mid-Eighteenth Century*, dans: *Proceedings of the Huguenot Society of London* 19/6 (1959), p. 313–333.

économiques qui y étaient présentes. Il faut enfin souligner que la migration des huguenots n'était pas forcée, à la différence de celles des juifs sépharades expulsés d'Espagne et du Portugal. En principe, les huguenots pouvaient rester dans leur pays d'origine, même en refusant la conversion à la foi catholique. Cependant, une fois leur décision prise de chercher un meilleur destin ailleurs, se posait alors la question du choix de la destination.

Les pays les plus attractifs ont été les Pays-Bas et l'Angleterre, qui ont accueilli un total d'environ 150 000 personnes sur 200 000 réfugiés. 43 000 se sont également dirigés vers le Saint Empire romain germanique, dont la moitié en Brandebourg-Prusse. Des territoires comme la Saxe et la Hesse ont absorbé des quantités mineures, entre trois et quatre mille huguenots. 1500 seulement, peut-être moins encore, ont choisi des villes hanséatiques, parmi lesquelles Hambourg pour la majorité d'entre eux². Les premiers huguenots s'y sont installés vers 1690, et en 1770 la communauté comptait près de 200 personnes. En outre, il y eut aussi une cinquantaine de familles réformées françaises installées à Altona, un port danois voisin³.

Il y avait donc une vraie minorité de huguenots à Hambourg. Il nous faut maintenant examiner les conditions de leur établissement à l'embouchure de l'Elbe. Depuis la réforme, Hambourg avait toujours été une ville-état souveraine de stricte observance luthérienne. Cela impliquait que seuls les habitants de confession luthérienne pouvaient obtenir le statut de citoyen (*Bürger*), participer à la vie politique, et profiter des privilèges douaniers issus du commerce maritime. En outre, aucun temple ou cimetière non-luthérien n'était autorisé dans l'enceinte de la ville et dans la zone environnant les fortifications. Les calvinistes hollandais, allemands et français qui habitaient la ville exerçaient leur culte dans des chapelles réformées concédées aux ambassades prussienne et hollandaise. Pendant les années 1720, des foules excitées par les sermons exaltés de quelques pasteurs luthériens allèrent même jusqu'à menacer ces petites communautés réformées qui avaient été tolérées. L'impact de cette crise fut grand sur le plan européen et suscita l'intervention du gouvernement des Pays-Bas, protecteur de la minorité réformée⁴. Le conflit religieux

² Eckart BIRNSTIEL, *Die Aufnahme der hugenottischen Glaubensflüchtlinge in Preußen: ein Akt der Toleranz?* dans: Andreas FLICK, Albert DE LANGE (dir.), *Von Berlin bis Konstantinopel. Eine Aufsatzsammlung zur Geschichte der Hugenotten und Waldenser*, Bad Karlshafen 2001 (*Geschichtsblätter der Deutschen Hugenotten-Gesellschaft*, 35), p. 9–33, ici p. 22. Selon d'autres estimations, le chiffre des protestantes quittant la France était nettement au dessus de 300 000.

³ Franklin KOPITZSCH, *Franzosen in den Hansestädten und in Altona zwischen 1685 und 1789*, dans: Jean MONDOT, Jean-Marie VALENTIN, Jürgen VOSS (dir.), *Deutsche in Frankreich, Franzosen in Deutschland 1715–1789*, Sigmaringen 1992 (*Beihefte der Francia*, 25), p. 283–295, ici p. 288.

⁴ Il fallait prendre ces menaces au sérieux, car en 1719, une telle foule avait déjà complètement détruit la chapelle catholique, installée dans l'ambassade impériale. Joachim WHALEY,

s'apaisa cependant au cours des décennies suivantes, mais quand en 1785 la liberté de culte fut établie à Hambourg, on l'accorda d'abord aux catholiques et seulement dans un deuxième temps aux calvinistes⁵. Une étude comparative de la communauté des marchands hambourgeois installés à Bordeaux montre que sur le plan de la vie sociale, Hambourg n'était pas plus accueillante qu'au plan politique, même si elle comprenait l'élite des commerçants hanséatiques, en général beaucoup moins susceptible d'être influencée par les diatribes du clergé luthérien⁶.

En outre, la politique mercantiliste de Louis XIV interdisait même l'émigration des huguenots, surtout quand il s'agissait des membres d'une élite économique dont la Couronne espérait tirer profit. Selon la légende, Pierre Boué, le premier de cette dynastie à s'établir à Hambourg, a quitté Bordeaux caché dans une barrique de sucre⁷.

Dès lors, on peut se demander pour quelle raison les huguenots ont choisi Hambourg alors que les conditions politiques et sociales y étaient aussi mauvaises qu'en France, voire pires. Sans aucun doute, malgré les restrictions auxquels ils étaient soumis à Hambourg, les huguenots y faisaient d'excellentes affaires. Au milieu du XVIII^e siècle, le commerce des sucres, une des branches les plus florissantes de la ville, était largement dominé par eux. En 1755, cinq entreprises huguenotes importaient à elles seules 39% de tout le sucre qui transitait par la douane de l'amirauté portuaire⁸. Il faut rappeler qu'à cette époque, le sucre comptait pour plus de la moitié des importations en provenance de la France, et que la France était le principal importateur dans le commerce maritime de la ville. La place des Français était également forte dans le commerce des cafés, de l'indigo, et des vins et eaux-fortes. C'étaient là les branches principales qui constituaient le *commerce du Nord* – c'est-à-dire le commerce exercé entre la France et les ports de la mer du Nord et de la mer Baltique⁹.

Dans le secteur du raffinage et du commerce des sucres, Hambourg faisait forte concurrence à Amsterdam depuis la fin du XVII^e siècle, et dépassa même

Religious Toleration and Social Change in Hamburg 1529–1819, Cambridge 1985 (Cambridge Studies in Early Modern History), p. 58–63, 137–138.

⁵ KOPITZSCH, Franzosen (voir n. 3), p. 287.

⁶ Fred E. SCHRADER, Handel und Aufklärungssozialität in Hamburg und Bordeaux, 1750–1820, dans: Jean MONDOT, Catherine LARRÈRE (dir.), Lumières et commerce. L'exemple bordelais, Francfort/M. et al. 2000, p. 67–87.

⁷ Hamburgisches Geschlechterbuch, vol. 13, Limburg 1996 (Deutsches Geschlechterbuch, 200), p. 44.

⁸ Klaus WEBER, Les livres douaniers de l'amirauté de Hambourg au XVIII^e siècle, une source de grande valeur encore inexploitée, dans: Bulletin du Centre d'histoire des espaces atlantiques, nouvelle série 9 (1999), p. 93–126. Il s'agissait des marchands éminents Boué, His, Boyer, Loreilhe & Diodati, et Bosanquet (Diodati très probablement était suisse).

⁹ Pierre JEANNIN, Die Hansestädte im europäischen Handel des 18. Jahrhunderts, dans: Hanseische Geschichtsblätter 89 (1971), p. 41–73; Paul BUTEL, Les négociants bordelais, l'Europe et les Îles au XVIII^e siècle, Paris 1974.

le principal port hollandais au cours des années 1730. Pendant que le nombre des raffineries de sucre diminuait aux Pays-Bas, leur nombre augmentait sur l'embouchure de l'Elbe: 200 en 1727, 300 au milieu du siècle, et environ 400 en 1802. En 1750, Amsterdam disposait de 90 raffineries, Rotterdam de 30¹⁰. Tant en Hollande que dans les villes hanséatiques, le gros des sucres venait des Antilles françaises, l'île de Saint-Domingue produisant à elle seule les trois quarts de la quantité consommée au plan mondial grâce à ses terres extrêmement fertiles. Le Nord du Brésil ne s'était toujours pas économiquement remis de la crise causée par la retraite des Hollandais tandis que Cuba et les possessions britanniques ne disposaient guère des capacités suffisantes pour servir leurs marchés métropolitains respectifs. Ni l'Espagne ni l'Angleterre ne produisaient dans leurs colonies suffisamment de sucre et de café pour pouvoir les réexporter à des pays tiers – c'était donc la France qui dominait le commerce européen de produits coloniaux. Via les ports nordiques s'effectuait la distribution de ces produits vers les marchés de l'Europe centrale et orientale et la Scandinavie.

Cette situation n'explique pas encore la réussite économique des Français réformés à Hambourg. Après tout, pourquoi est-ce que les entrepreneurs français ne faisaient-ils pas raffiner leurs sucres dans les ports français, où ils arrivaient d'abord avant d'être transportés vers Amsterdam ou Hambourg? Pourquoi ne faisait-on pas bénéficier les ports français des profits économiques suscités par l'industrie du raffinage? Bordeaux était de loin le premier port à recevoir les cargaisons des Antilles et absorbait plusieurs fois le volume arrivant à Nantes ou dans d'autres ports. Par conséquent, Bordeaux était aussi le premier fournisseur des sucres, des cafés, etc., de Hambourg¹¹. Des rapports et mémoires issues de la chambre de commerce de Bordeaux révèlent la cause principale du déplacement des raffineries:

Nous doutons cependant que notre concurrence puisse entrer en parallèle avec hambourg, fume et trieste, non par [ce] que leur infériorité dans le travail s'y opposasse; mais l'éloignement ou nous nous trouvons [des marchés nordiques et orientaux], la cherté de notre main d'œuvre, du Charbon de terre, et toutes les choses nécessaires a la fabrication, et que les raffineries étrangères se procurent a Beaucoup meilleur marché, nous mettoient toujours au dessous d'elles¹².

¹⁰ Astrid PETERSSON, Zuckersiedergewerbe und Zuckerhandel in Hamburg. Von den Anfängen bis zum Ende der Kontinentalsperre, dans: *Hamburger Wirtschafts-Chronik*, neue Folge 1 (2000), p. 53–81, voir p. 55, 58; Jonathan ISRAEL, *Dutch Primacy in World Trade, 1585–1740*, Oxford 1989, p. 265.

¹¹ BUTEL, *Négociants* (voir n. 9), p. 17–33.

¹² Archives départementales de la Gironde (= ADG), C 4265 (Registre ou sont transcrites des Lettres [...] de la Chambre de Commerce [...], 1774–1785), fol. 169, lettre de la Chambre de Commerce de Bordeaux au résident français pour Venise et le Levant, S^t-Sauveur, 3 avril 1781; cf. aussi fol. 82, lettre de S^t-Sauveur du 28 mars 1778; en outre *ibid.*, C 4473, N° 46, Mémoire sur le Charbon de Terre (10 avril 1764).

C'est donc une concurrence internationale sur les prix et les salaires qui a poussé l'industrie du sucre à se déplacer vers l'étranger. Plus loin dans l'Est, les salaires étaient plus bas, et c'était, d'ailleurs, ce qui explique pourquoi Hambourg est devenue plus attractive qu'Amsterdam. Cependant, le processus de production restait toujours sous contrôle français. Les raffineries de l'époque n'étaient que de petites entreprises ne dépassant pas une vingtaine d'employés, et ayant très peu de capital disponible. La production aux Antilles, par contraste, demandait des capitaux énormes, largement fournis par les commerçants maritimes opulents de la métropole, et c'était eux qui dominaient aussi les raffineries hanséatiques. Leur domination consistait dans le simple fait qu'ils restaient les propriétaires des sucres qui y étaient traités jusqu'à la vente du produit raffiné. Il s'agissait donc là d'un arrangement de sous-traitance et de crédit en marchandises: les raffineurs se faisaient payer leur travail après la vente, même si celle-ci se trouvait considérablement retardée par l'ensemble du processus.

Dans ces affaires, très importantes en volume, les huguenots à Hambourg intervenaient en qualité de commissionnaires et d'intermédiaires. Pierre Boué, par exemple, coopérait avec l'armateur bordelais et négociant en gros Jean Pellet¹³, et leur correspondance confirme le fonctionnement décrit ci-dessus. Boué écrit ainsi à Pellet au sujet de plusieurs affaires:

Nous avons reçu le connoissement des 77 bariq: Sucre blanc commun & Tetes que vous avez chargé dans notre galiotte commandée par Peter Erichs, a son arrivée nous ferons comme si les sucres estoient a nous, vous pouvez y faire fonds. [...] Vos tres humbles & tres obeissans serviteurs P^r Boué & Fils¹⁴.

La lettre montre d'ailleurs l'importance des réseaux familiaux, qui s'étendaient à chaque mouvement migratoire. Ils étaient essentiels pour pouvoir établir des contacts aussi lucratifs:

Monsieur, nous sommes obligés a M^r Rion de nous avoir procuré l'honneur de votre correspondance, nous nous faisons un vrai plaisir de pouvoir vous etre de quelque utilité, vous pouvez Monsieur, conter sur nos soins & sur notre sincerité¹⁵.

Dominique Rion, établi à Bordeaux et de religion calviniste, était le beau-frère de Boué, ayant épousé sa sœur, Susanne Boué¹⁶. Les Boué étaient

¹³ Sur Pellet, cf. Jean CAVIGNAC, Jean Pellet. Commerçant de gros, 1694–1772. Contribution à l'étude du négoce bordelais du XVIII^e siècle, Paris 1967.

¹⁴ ADG (voir n. 12), 7 B 1784, lettre de Pierre Boué & fils (Hambourg) à Jean Pellet (Bordeaux), 26 septembre 1729.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ ADG (voir n. 12), 2 C 161, Contrôle des Actes des Notaires.

originaire de Clairac (Lot) et étaient présents à Bordeaux et à La Rochelle depuis le XVII^e siècle.

Les huguenots de Hambourg ne participaient pas seulement au commerce des produits français. Ils étaient également fortement impliqués dans l'exportation de la production des manufactures allemandes. Depuis la fin de la guerre de Trente Ans, les territoires de l'Empire s'étaient bien remis des dévastations et des pertes démographiques causées par la guerre, et leurs manufactures produisaient des quantités toujours croissantes de textiles et produits métallurgiques destinés à l'exportation. Le pouvoir d'achat généré, surtout dans les régions proto-industrielles, stimulait à la fois la consommation en masse de produits coloniaux, comme le sucre, le café, le tabac, et dans les manufactures, du coton et des substances colorantes comme l'indigo. Il y avait donc un lien fort entre la croissance de l'économie des plantations et le développement des industries de l'Europe centrale – dont l'importance demanderait à être évaluée de manière plus précise.

Les huguenots étaient ainsi dans une excellente position pour tirer profit des flux de marchandises qui transitaient par le port hanséatique dans les deux directions, tant vers l'Est que vers l'Ouest. Dans une autre lettre, Pierre Boué confirme l'envoi d'une grande quantité de produits manufacturés commandés par Pellet pour la célèbre Compagnie de Caracas, et Boué même nous explique pourquoi ces marchandises allemandes avaient un tel succès:

La cargaison que nous avons faite pour la Compagnie de Caragues est expédiée & le vaisseau doit être en Mer, elle est plus considerable que nous n'avons cru, puis qu'elle va a plus de 40 mille Ecus, jamais il n'est sorti de notre riviere un vaisseau charge de toilles a si bon marché, si la Compagnie avoit fait cette Cargaison a Amsterdam il lui auroit coute 15 cens pistoles de plus & elle n'auroit pas eu de si belle marchandise, nous faisons faire pour la dite Compagnie deux autres Cargaisons une de Goudron a Stokholm & une autre de Chanvre a Riga a droiture pour St Sebastien comme elle nous fait l'honneur de se confier a nous, nous la conduisons a la source pour lui faire obtenir la marchandise a plus bas pris, ainsi Monsieur nous auront plus grosse somme a tirer sur vous que nous n'avons cru. [...] Nous avons l'honneur d'être tres parfaitement, Monsieur, Vostres humbles & obeiss. serv., P^{re} Boué & Fils¹⁷.

Ainsi la main d'œuvre si bon marché qu'offrait l'Allemagne n'attirait pas seulement le raffinage des sucres dans ses ports, mais aussi des commandes pour ses produits manufacturés – au péril des industries toilières de Bretagne et de Normandie. La crise que connaissaient ces régions¹⁸ s'aggravait par l'émigration en masse des experts protestants vers les territoires de Hesse, Saxe, Brandebourg et Silésie. L'analyse des livres de la douane de Hambourg révèle la quantité croissante des toiles allemandes qui arrivaient sous les éti-

¹⁷ Ibid., 7 B 1784, lettre de Boué à Jean Pellet, 27 mai 1735.

¹⁸ Cf. Jean TANGUY, Quand la toile va. L'industrie toilière bretonne du 16^e au 18^e siècle, Rennes 1994.

quettes de *brettanies* ou de *ruanes*, contrefaisant ainsi les produits originaires de Morlaix ou Rouen¹⁹. Sans doute, l'expertise des migrants jouait un rôle essentiel dans ce plagiat industriel, notamment à Magdeburg, sur l'Elbe, et à Breslau, capitale de la Silésie²⁰. Selon quelques témoins, dès 1720, les cargaisons de certains navires qui sortaient du port de Lorient pour faire le commerce des esclaves, étaient entièrement constituées de toiles de Silésie²¹.

La proportion des produits allemands dans le commerce textile français est bien illustrée par les négoce de la maison Simon & Arnail Fornier installée au Cadix. Le commerce de ce principal port atlantique de l'Espagne bourbonne était fortement dominé par les Français. Selon les livres des frères Fornier, conservés pour les années 1768 à 1786, sur environ douze millions de *réales* dépensés pour l'achat de marchandises (la plupart textiles), trois millions furent investis à Hambourg, un million à Brême, et deux millions directement en Silésie. 1,5 millions de *réales* furent consacrés à acheter des marchandises à Amsterdam (probablement des produits allemands, car ce port était un des principaux entrepôts des toiles de Westphalie). Seul un tiers des douze millions fut dépensé sur le marché français²². Cet exemple démontre les opportunités de négoce très profitables qu'offrait Hambourg à cette époque. Les huguenots ne formaient qu'un groupe de marchands parmi d'autres, et tous opéraient selon les mêmes règles du jeu.

La lettre de Boué montre, en outre, l'importance des matières premières en provenance de la Baltique. On les y trouvait en abondance, alors que les pouvoirs maritimes de l'Europe de l'Ouest étaient plutôt dans une situation de pénurie par rapport à ces matières stratégiques. Les Boué en faisaient un autre négoce profitable, en combinant le prix favorable des matières avec le prix de la main d'œuvre. Leur chantier naval, fondé à Altona en 1719 et transféré à Hambourg en 1723, connu sous le nom de *Französische Schiffbauerei*, a toujours été considéré comme le chantier le plus important de la ville. Son principal client était la *Compagnie de l'Inde*. De 1719 à 1732, il fournit à la compagnie 22 navires, à la fois de guerre et de commerce, dont au moins quatre vaisseaux de ligne de premier rang, d'un portage de plus de 500 tonnes, et armés de 50 canons²³.

¹⁹ Voir les volumes, tenus par année, de la première moitié du XVIII^e siècle; Staatsarchiv Hamburg, Admiralitätskollegium, 371-2, F6.

²⁰ CHAUSSINAND-NOGARET, *Financiers* (voir n. 1), p. 170-172.

²¹ Johann Georg BÜSCH, *Versuch einer Geschichte der Hamburgischen Handlung nebst zwei kleineren Schriften verwandten Inhalts*, Hamburg 1797, p. 88-89.

²² Robert CHAMBOREDON, *Une société de commerce languedocienne à Cadix: Simon et Arnail Fornier et C^{ie}* (Nov. 1768-Mars 1786), dans: Antonio GARCÍA-BAQUERO GONZÁLEZ (dir.), *La burguesía de negocios en la Andalucía de la ilustración*, vol. 2, Cadix 1991, p. 35-53, ici p. 49.

²³ Pierrick POURCHASSE, *Le Commerce du Nord. Les échanges commerciaux entre la France et l'Europe septentrionale au XVIII^e siècle*, Rennes 2006, p. 216; cf. Jean MEYER, Mar-

Année	Nom du navire	Type de navire	Tonnage	Nombre de canons
1719	Loire	Flûte	400	
1719	Seine	Flûte	400	2
1720	Garonne	Flûte	400	
1720	Gironde	Flûte	400	10
1720	Éléphant	Flûte	400	10
1720	Chameau	Flûte	400	10
1720	Baleine	Flûte	390	2
1721	Charente	Flûte	380	
1721	Saône	Flûte	300	14
1721	Durance	Flûte	500	12
1721	Portefaix	Flûte		
1719	Sirène	Frégate	450	36
	Flore	Frégate		
1719	Jupiter	Vaisseau	500–600	50
1720	Apollon	Vaisseau	500–600	50
1721	Mercure	Vaisseau	560	50
1723	Minerve	Vaisseau	500–600	50
1730	Dauphin	Vaisseau	500	26–32
1731	Griffon	Vaisseau	400–550	22
1731	Reine	Vaisseau	400–550	26–32
1731	Heron	Vaisseau	400–550	24
1732	Thétis	Vaisseau	400–550	24
1732	Amphitrite	Vaisseau	400–550	26–32

S'il est vrai que Pierre Boué avait quitté la France clandestinement (car la Couronne le considérait comme un sujet trop utile pour le laisser s'échapper), c'était à l'étranger que lui et son frère Jacques servirent le plus efficacement les intérêts du roi de France – c'est-à-dire l'opresseur de leur propre foi. Jean Meyer constatait que les Boué n'étaient qu'un exemple de ce groupe important des marchands huguenots qui ont particulièrement contribué à l'essor de la France de Louis XIV en tant que pouvoir maritime, mais dont on ne parle guère²⁴. Quand même, il ne faut pas du tout assumer que c'était une question de loyauté. Nombre des vaisseaux livrés par Boué étaient de mauvaise qualité et excessivement cher: »ayant été commandés lorsque la Compagnie avait un besoin pressant de nouveaux vaisseaux, l'on peut penser que Pierre Boué a profité de l'occasion pour pratiquer des prix élevés«²⁵.

On trouvera des parallèles frappants entre les huguenots et les juifs sépharades installés à Hambourg pendant le siècle précédent. Des juifs portugais,

chands et négociants allemands dans la France de l'ouest aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans: *Études germaniques* 37/2 (1982), p. 187–210, voir p. 201–202. Je remercie Dr. Pierrick Pourchasse (Université de Brest) pour des informations supplémentaires à la liste donnée par Jean Meyer.

²⁴ MEYER, *Marchands* (voir n. 23), p. 200.

²⁵ POURCHASSE, *Commerce du Nord* (voir n. 23), p. 217.

comme Duarte Nunes da Costa, agent de la Couronne portugaise depuis 1644, avaient fait le commerce de munitions navales pendant la guerre d'Indépendance contre l'Espagne (1640-1668). Da Costa était l'un des fondateurs de la Compagnie du Brésil, pour laquelle il acheta et arma plusieurs vaisseaux de guerre²⁶. Dans cette tâche, il se trouvait concurrencé par Jacob Rosales, résident du roi d'Espagne à Hambourg. Rosales tenta même d'obtenir deux frégates déjà commandées et promises à Da Costa²⁷. Comme les huguenots, ces sépharades étaient opprimés dans leur pays d'origine, mais une fois expulsés à l'étranger, ils rendaient de nombreux services à leurs anciens oppresseurs²⁸. Comme les huguenots, ils disposaient d'excellents contacts dans le Nouveau Monde, et ils approvisionnaient Hambourg en produits coloniaux: du sucre, du tabac, des substances colorantes, etc. Une campagne antisémite, lancée par les corps de métiers et un certain nombre de pasteurs, pressa le sénat de la ville, qui généralement protégeait les juifs, à augmenter fortement les impôts qui pesaient sur cette minorité, et provoqua l'exode de la plupart des sépharades au cours des années 1680 et 1690²⁹.

Ce qui est intéressant ici, c'est que ces juifs quittèrent Hambourg au moment même où commençait l'immigration huguenote. En outre, pendant cette époque la France surpassait l'Espagne comme pouvoir dominant sur le continent européen et dans les Caraïbes. La bataille de Rocroi (1643), qui mit fin au pouvoir exercé par l'infanterie espagnole en Europe, et la conquête de Saint-Domingue (1655, auparavant Hispaniola) marquèrent les débuts d'une nouvelle ère, qui culmina avec l'arrivée des Bourbons sur le trône espagnol. Pendant cette période, les Antilles françaises devinrent le premier producteur mondial de sucre, au détriment des plantations du Brésil, dont les juifs portugais avaient toujours été des promoteurs très actifs³⁰. Cela confirme l'idée se-

²⁶ Jonathan ISRAEL, *European Jewry in the Age of Mercantilism (1550-1750)*, Oxford 1998, p. 108-109.

²⁷ Michaël STUEDEMUND-HALÉVY, Sandra Neves SILVA, *Tortured Memories. Jacob Rosales alias Imanuel Bocarro Francès: A Life from the Files of the Inquisition*, dans: Stephan WENDEHORST (dir.), *The Roman Inquisition, the Index and the Jews. Contexts, Sources and Perspectives*, Leyde, Boston 2004, p. 107-151, ici p. 147; cf. aussi Hermann KELLENBENZ, Dr. Jakob Rosales, dans: *Zeitschrift für Religions- und Geistesgeschichte* 8 (1956), p. 345-354.

²⁸ Le cas des Hollandais émigrés d'Amsterdam pendant la guerre contre l'Espagne de Philippe II fournit un autre exemple pour illustrer ce mécanisme: ils pourvoyaient les ports espagnols de munitions navales et de blés. Carlos GOMEZ-CINTURIÓN JIMENEZ, Felipe II, la empresa de Inglaterra y el comercio septentrional, Madrid 1988.

²⁹ Jutta BRADEN, *Hamburger Judenpolitik im Zeitalter lutherischer Orthodoxie 1590-1710*, Hambourg 2001 (*Hamburger Beiträge zur Geschichte der deutschen Juden*, 23).

³⁰ Geraldo PIERONI, *Outcasts from the Kingdom: The Inquisition and the Banishment of New Christians to Brazil*, dans: Paolo BERNARDINI, Norman FIERING (dir.), *The Jews and the Expansion of Europe to the West, 1450 to 1800*, New York, Oxford 2001 (*European Expansion and Global Interaction*, 2), p. 245; Yosef KAPLAN, *An Alternative Path to Modernity: The Sephardi Diaspora in Western Europe*, Leyde et al. 2000, p. 173; Günter BÖHM, *Die Sephardim in Hamburg*, dans: Arno HERZIG, Saskia ROHDE (dir.), *Die Juden in Ham-*

lon laquelle l'exode des juifs de Hambourg comme l'arrivée des huguenots ne s'expliquent pas exclusivement par des discriminations dont ces populations étaient victimes, mais par le fait, également, que ces migrations étaient favorisées par le changement profond de la configuration des pouvoirs européens et de leurs économies coloniales.

Ainsi la migration des huguenots ne s'explique donc pas seulement par des facteurs de »push«, c'est-à-dire par des facteurs qui les poussaient à quitter la France, mais aussi par des facteurs de »pull«, qui les attiraient vers l'étranger. Ce processus ne s'applique pas seulement à l'élite économique formée par les commerçants en gros comme les Boué, His, Boyer et Loreilhe, mais aussi aux protestants moins aisés: les artisans et ouvriers des industries textiles, amenés à tenter leur chance dans l'arrière-pays de Hambourg, en Prusse, Hesse ou Silésie, où l'accueil était encore moins chaleureux que dans la ville hanséatique.

Dans ce contexte, il est intéressant de se demander pourquoi en Allemagne, à l'époque, l'on produisait à un coût moins élevé que dans les autres pays de l'Europe occidentale. Depuis le XVI^e siècle, les contemporains ont observé et déploré une montée significative des prix et salaires dans le Sud-Ouest de l'Europe, causant le déclin économique de l'Espagne, puis atteignant la France et les Pays-Bas et continuant à travers l'Allemagne vers l'Europe orientale. Les symptômes inflationnistes, causés par l'arrivée d'énormes volumes d'argent et d'or de l'Amérique espagnole, ont permis à Jean Bodin de formuler la théorie quantitative de la monnaie. La montée des prix a commencé au Mexique et au Pérou, où se trouvaient les mines d'argent, puis est arrivée en Espagne, où elle a contribué à la ruine des manufactures du pays, enfin avec la coulée des métaux précieux vers l'Est, l'inflation s'y est également développée³¹. Au XVII^e siècle, ce sont les manufactures françaises qui ont connu la crise et la concurrence des régions voisines, situées plus au Nord-Est. Comme aujourd'hui, l'Europe centrale était une redoutable concurrente en raison d'un coût de la vie bas et d'un niveau technologique semblable à celui des pays voisins de l'Europe de l'Ouest. Si le capital venait à manquer, il se trouvait toujours des investisseurs qui plaçaient là leur argent, à la recherche de nouvelles sources de revenus. Il n'aura fallu que quelques décennies de guerre froide

burg 1590–1990. Wissenschaftliche Beiträge der Universität Hamburg zur Ausstellung »Vierhundert Jahre Juden in Hamburg«, Hamburg 1991, p. 24–25, 28.

³¹ Il faut insister, quand même, sur le fait que Bodin (1530–1596) ne fut pas le premier à découvrir cette relation causale. Le premier à décrire la théorie moderne de la masse monétaire fut le théologien basque Martín de Azpilcueta, au milieu du XVI^e siècle. Pour les premières études fondamentales sur ce phénomène cf. Earl J. HAMILTON, *American Treasure and the Price Revolution in Spain, 1501–1650*, Cambridge (Mass.) 1934; ID., *War and Prices in Spain, 1651–1800*, Cambridge (Mass.) 1947. C'était un processus de longue durée, persistant au moins jusqu'au début du XIX^e siècle. Aujourd'hui, on applique une théorie plutôt multi-causale, considérant aussi la vitesse de la circulation, l'augmentation de l'argent »de livres«, la croissance démographique, etc. mais le phénomène reste le même.

pour nous faire oublier cette facette de la géographie économique, pourtant permanente depuis le XVII^e siècle. Depuis, les causes ont changé, mais ce phénomène continue à influencer l'économie européenne.

En participant au transfert des industries sucrières de la façade atlantique de France à Hambourg, et en exportant la production des manufactures allemandes vers la France et vers l'Espagne, les marchands huguenots en ont, sans aucun doute, tiré des avantages financiers. Ils ne sont donc pas venus à Hambourg en tant que victimes d'une oppression religieuse, mais en qualité de protagonistes d'une économie dont la survie dépendait de la mobilité des élites et même de l'externalisation de la production. Compte tenu de la situation générale des industries textiles de la France à cette époque, il faut ici se poser la question de savoir si ce processus s'observe également chez les groupes huguenots moins privilégiés : pendant les décennies suivant la révocation, les industries toilières de la France se trouvaient en pleine crise. Pour protéger ces industries, la fabrication des indiennes (tissages de coton imprimées), un secteur innovant nettement dominé par les calvinistes, était interdit en France depuis 1686 (il ne faut pas oublier qu'il s'agissait là, d'une autre mesure de répression à l'encontre de ce groupe). En outre, tous les marchés de l'espace atlantique se voyaient de plus en plus inondés de marchandises en provenance de l'Europe centrale, produites à un coût si bas que les industries françaises ne pouvaient simplement pas rivaliser avec elles.

Il est donc très probable qu'une partie des huguenots aurait choisi la migration vers les pays à bas salaires, même si l'édit de Nantes n'avait jamais été révoqué. Il est également probable que beaucoup d'entre eux n'auraient jamais immigré si les conditions économiques avaient été moins favorables à l'étranger. Les conditions économiques et les bas salaires, qui favorisaient une production à bon marché, bénéficièrent aux huguenots émigrés et leur permirent de réussir dans les métiers qu'ils exerçaient traditionnellement.

Les exemples cités ici montrent que les migrations des huguenots ne s'expliquent pas seulement par une cause unique. Hambourg représente même l'un des rares cas où la motivation religieuse n'explique pas du tout la migration huguenote. Sans doute, dans de nombreux cas, ce sont des raisons religieuses qui ont suscité la migration. Cependant il nous faut reconnaître que dans le cas d'une population vaste et diversifiée, c'est un ensemble de facteurs qui l'a amenée à choisir l'exil. Un examen plus détaillé de ce processus nous aiderait sans doute à mieux comprendre la complexité des phénomènes de migration en général.

Deutsche Zusammenfassung

Vor dem Hintergrund der gesamten hugenottischen Migration bildeten die in Hamburg etablierten französischen Kaufleute eine zahlenmäßig recht kleine, aber hinsichtlich ihrer Wirtschaftskraft um so bedeutendere Gruppe. In diesem Aufsatz werden ihre Geschäfte vor einem makroökonomischen Hintergrund untersucht: dem seit den 1650er Jahren unaufhaltsamen Aufstieg Frankreichs zu einer führenden See- und Kolonialmacht und dem gleichzeitigen relativen Niedergang Spaniens und Portugals, sowie dem Handel Hamburgs und seines Hinterlandes.

Nicht nur die Ankunft von Calvinisten seit 1684, sondern auch die Abwanderung der meisten der portugiesisch- und spanisch-jüdischen Kaufleute im Hamburg dieser Zeit wird im allgemeinen mit den politischen und religiösen Umständen erklärt. Für die Calvinisten jedoch gilt, daß die politischen und religiösen Bedingungen ihrer Niederlassung in Hamburg kaum vorteilhafter waren als in Frankreich, und daß ihre Migration an die Elbe also nur wirtschaftliche Gründe haben konnte. Die dort relativ niedrigeren Löhne und Preise hatten sie ermutigt, Zuckerverarbeitung und Schiffbau aus westfranzösischen Hafenstädten in die Hansestadt zu verlagern und daneben baltische Rohstoffe sowie mitteleuropäische Manufakturwaren in den atlantischen Raum zu exportieren. Hierbei handelte es sich vor allem um Leinen, das etwa in Hessen und Schlesien in Massen produziert wurde. Genau diese Regionen hatten große Kontingente von Hugenotten aufgenommen, von denen viele wiederum aus den französischen Textilgewerben kamen. Ohne den Faktor der religiösen Unterdrückung durch Ludwig XIV. zu verharmlosen, stellt der Aufsatz die Frage, inwieweit diese Regionen zugleich wirtschaftliche Anziehungskraft ausübten. Zur Zeit der Widerrufung des Edikts von Nantes waren die französischen Leinengewerbe bereits in einer schweren Krise. Wenn dies auch nicht der auslösende Grund für die Auswanderung war, so hatte es doch zumindest die Wahl der Migrationsziele beeinflusst.

In jedem Falle trugen die Hamburger Hugenotten bis zum Ende des Ancien Régime erheblich zum Absatz von französischen Kolonialwaren in Mittel- und Osteuropa und von Erzeugnissen deutscher Protoindustrien im Westen bei. Außerdem versorgten sie Frankreich und Spanien mit neuen Kriegsschiffen bzw. Schiffbaumaterial.

II. LES PROCESSUS D'INTÉGRATION ET D'ASSIMILATION

L'exemple de Berlin et du Brandebourg-Prusse

ASYL UND INTEGRATION DER HUGENOTTEN IN BRANDENBURG-PREUSSEN

Im April 2006 führte ein Meinungsforschungsinstitut im Auftrag des »Spiegel« in Deutschland eine Umfrage durch, die unter dem provokanten Titel »Zeit zu handeln« veröffentlicht wurde¹. Die Frage lautete: »Sorgt die Politik ausreichend für die Integration ausländischer Mitbürger?«. 33 Prozent der rund tausend Befragten antworteten mit »ja« und 60 Prozent mit »nein«; der Rest konnte oder wollte sich hierzu nicht äußern. Ich selbst hätte mich wahrscheinlich auch einer Antwort enthalten, denn die Frage ist tendenziös. Sie setzt bereits voraus, daß Integration durch politische Maßnahmen herbeigeführt werden kann, und läßt offen, was in diesem Zusammenhang als »ausreichend« verstanden wird. Sie hätte besser lauten sollen: »Kann die Politik für die Integration ausländischer Mitbürger sorgen?«.

Genau diese Frage wird sinngemäß im Mittelpunkt der nachfolgenden Überlegungen zur Geschichte der gegen Ende des 17. Jahrhunderts aus Frankreich nach Brandenburg-Preußen eingewanderten hugenottischen Glaubensflüchtlinge stehen, wobei freilich auch andere Probleme in den Gesichtskreis treten: War ihre Integration im Hohenzollernstaat überhaupt politisch erwünscht? In welchem Maße wurde ihre Integration von der Fremdwahrnehmung seitens ihrer deutschen Umwelt mitbestimmt? Wie kann man den Grad der Integration einer Immigrantengruppe messen? In welchen Phasen und Zeiträumen verlief der Integrationsprozeß der Hugenotten? Und schließlich: ist das historische Beispiel der Hugenotten mit der aktuellen Lage diasporischer Gruppen vergleichbar?

Der Begriff »Integration« selbst bedarf jedoch vorab einer Klarstellung. Wenn wir davon ausgehen, daß jede Gesellschaft ihre eigene Ordnung hat, die den politischen und ökonomischen Bedingungsrahmen des sozialen Zusammenlebens aller ihrer Glieder definiert und die den Respekt eines einheitlichen ethischen Wertesystems voraussetzt, dann bedeutet Integration für eine Gruppe von Einwanderern, die allgemeinen Verhaltensregeln der Aufnahmegesellschaft zu übernehmen und diese auch im Innenverhältnis der eigenen Gruppe lebensweltlich umzusetzen, was schließlich zu deren »Ent-Fremdung« und kultureller Auflösung führt.

¹ Der Spiegel 17/2006, S. 20.

Paradoxerweise ist Integration also erst dann erreicht, wenn niemand mehr über sie spricht.

1. Zur identitären Rekonstruktion der Hugenotten im Refuge

Eine Flüchtlingsidentität erlangt man erst auf der Flucht. Bevor der Flüchtling zum Einwanderer wird, hat er bereits eine Zeit der Auswanderung und der Wanderung auf den Straßen des Exils hinter sich. Je weiter er sich dabei von seiner Heimat entfernt, desto fremder erscheint ihm seine Umwelt, und desto fremder erscheint er auch den Menschen, denen er auf seinen Wegen begegnet. Aus dem Auswanderer wird zunächst einmal ein Fremder. Seine Suche nach einer neuen Heimat ist auch eine Suche nach neuen gesellschaftlichen Einbindungen, letztlich eine Suche nach positiver Selbstbestätigung, nach einer neuen, lebenswerten Identität. Das gilt für Flüchtlinge, die alles hinter sich gelassen haben, um ihren Glauben nicht verleugnen zu müssen, in besonderem Maße: für sie gibt es kein Zurück mehr; sie sind auf Gedeih und Verderb darauf angewiesen, sich in der Fremde neu zu erfinden.

In unserem durch internationalen Massentourismus und globale Informationsnetze geprägten Zeitalter können wir es uns kaum noch vorstellen, was Fremdheit für die Menschen vergangener Jahrhunderte bedeutete. Für sie begann das Elend² bereits jenseits der Hügel, wo die Leute mit einem anderen Zungenschlag redeten, den Gürtel anders banden und mit anderen Maßen und Gewichten hantierten. Heimat war dort, wo man alles ohne weitere Erklärung verstand: Sobald man stutzte, wußte man, daß man nicht mehr zuhause war.

Das galt auch noch für das Frankreich Ludwigs XIV. Frankreich war zu jener Zeit zwar ein zentralistisch regierter Staat mit leistungsfähigen politischen Verwaltungsstrukturen, hatte es jedoch noch nicht zu nationaler oder auch nur kultureller Einheit gebracht. Das Frankreich, aus dem die Hugenotten kamen, war ein territorialstaatliches Gebilde mit einer Unzahl von Regionalkulturen und -sprachen, Sitten und Gebräuchen, Weltanschauungen und Lebensweisen. In Frankreich lebten zu jener Zeit noch keine »Franzosen«, sondern Wallonen, Normannen, Bretonen, Gascogner, Basken, Provenzalen und eine Vielzahl weiterer Völker, deren einzige Gemeinsamkeit darin bestand, daß sie der selben politischen Obrigkeit unterworfen waren.

Auf dem Weg ins Refuge trafen also Menschen aufeinander, deren Lebenswelten sich zuvor in Frankreich kaum berührt hatten und die daher auch kein verbindendes Gruppenbewußtsein hatten entwickeln können. Sie mußten sich

² »Elend« war im historischen deutschen Sprachgebrauch gleichbedeutend mit »Fremde« und »Exil«.

ihre kollektive Identität erst in der Fremde erarbeiten. Hierbei kam ihnen vor allem zugute, daß sie über eine gemeinsame Sprachebene verfügten, die sich aus ihrer religiösen Glaubenskultur ergab. Dieser Punkt ist weniger banal, als es auf den ersten Blick erscheinen mag, denn auch die französischen Reformierten hatten in ihrer Heimat im Alltag meist kein Französisch, sondern ihre lokalen Idiome gesprochen; man denke nur an die in der – überwiegend protestantischen – Südhälfte Frankreichs verbreitete okzitanische Sprache mit ihrer Vielzahl regionaler Mundarten³. Neben ihren Heimatdialekten waren die Refugiés jedoch auch mit der französischen Sprache vertraut, die über die Bibel ihren Eingang in den Kulturkreis der reformierten Protestanten gefunden hatte. Der Gott Calvins sprach zu seinen Hugenotten französisch, und diese lasen täglich in der Schrift, hörten die Predigt auf französisch, beteten auf französisch und sangen ihre Psalmen auf französisch⁴. Dieses seit den Zeiten der Reformation bestehende Nebeneinander von französischer *lingua sacra* und dialektaler *lingua franca* hatte im Laufe der Generationen zu einer strukturellen Zweisprachigkeit geführt, die es einem Hugenotten aus dem Süden des Landes erlaubte, sich mit einem Glaubensgenossen aus dem Norden einigermaßen verständlich zu unterhalten, während die sprachliche Kommunikation mit dem katholischen Nachbarn natürlich weiterhin im ortsüblichen *patois* erfolgte.

Im europäischen Refuge, diesem bunten Sammelbecken von Flüchtlingen aus allen französischen Landstrichen und Partikulkulturen, waren die muttersprachlichen Regionalidiome der Refugiés zu deren allgemeiner Verständigung untauglich und wurden schnell von der französischen Sprache verdrängt, die von den Hugenotten als alleinige Verkehrssprache angenommen wurde. Bevor sie sich den einheimischen Sprachen ihrer Aufnahmeländer öffneten und damit wiederum zweisprachig wurden, erarbeiteten sie sich also erst einmal eine gemeinsame französische Sprachebene: eine Kulturleistung ersten Ranges, die dazu führen sollte, daß nicht etwa die in Frankreich lebenden Franzosen, die erst wesentlich später zu sprachlicher Einheit gelangten, zu den Pionieren der Frankophonie wurden, sondern vielmehr die aus Frankreich geflohenen Protestanten⁵. Es war die hugenottische Diaspora, die die französische Sprache in aller Herren Länder trug.

Die »Franzöisierung« der Hugenotten im Refuge wurde dort auch noch von einem weiteren Element begünstigt: von der positiven Fremdwahrnehmung ihrer Gruppe durch die einheimischen Gesellschaften. Für diese waren die Hugenotten schlicht Franzosen und wurden als Repräsentanten der französischen Hochkultur begriffen, welche in den Versen eines Corneille und eines Racine sowie in der Prachtarchitektur der Epoche Ludwigs XIV., in der Pari-

³ Vgl. Marcel COHEN, *Histoire d'une langue: le français (des lointaines origines à nos jours)*, Paris 1987, S. 78–82.

⁴ Vgl. Janine GARRISSON, *L'Homme protestant*, Brüssel 1986 (*Historiques*, 33), S. 78–81.

⁵ Vgl. COHEN, *Histoire d'une langue* (wie Anm. 3), S. 181f.

ser Mode und in den feinen Manieren, im hochwertigen Handwerk und in der Garten- und Küchenkunst ihren europaweit bewunderten Ausdruck gefunden hatte. Diese spontane Gleichsetzung von »Hugenotten« und »Franzosen« war freilich ein Mißverständnis, da die Hugenotten nicht zu den Protagonisten der höfischen Kultur von Versailles zählten, sondern vielmehr zu den Opfern der absolutistischen Machtentfaltung des Sonnenkönigs und der Glaubensdiktatur der Gallikanischen Kirche. Doch dieses Mißverständnis sollte sich für sie als segensreich erweisen. Die Hugenotten genossen im Refuge von Anfang an den Status einer hochgeschätzten Minderheit, deren Zuwanderung von den einheimischen Bevölkerungen als ein zivilisatorischer Gewinn empfunden wurde. Sie öffneten den anderen Nationen ein Fenster in den bewunderten Garten Frankreich⁶.

Die Hugenotten kamen also nicht als fest strukturierte Gruppe in ihre Aufnahmeländer. Sie entwickelten sich erst auf den Wegen des Exils zu einer solchen. Im Zuge ihrer identitären Rekonstruktion entstand ein Phänotypus des französischen Protestanten, wie er sich zuvor in Frankreich gar nicht hatte herausbilden können. Er vereinigte in sich religiöse Unbeugsamkeit, die Erfahrung von Flucht und Fremdheit, einen mit ihrer europaweiten Verbreitung einhergehenden Kosmopolitismus und das Bekenntnis zu kultureller Einheit. Fortan bildeten sie eine eigene französische Nation in der Diaspora.

2. Zur Aufnahme der Hugenotten in den Hohenzollernstaat

Der brandenburgische Kurfürst Friedrich Wilhelm betrieb großen Aufwand, um die auf den Wegen des Exils herumirrenden Hugenotten in seine Länder zu ziehen: Seine Flüchtlingskommissare in Amsterdam, in Frankfurt am Main und in Köln waren angewiesen, die Refugiés zunächst auf Staatskosten nach Hamburg oder in das hohenzollernsche Herzogtum Kleve geleiten zu lassen, von wo aus sie auf geeignete Siedlungsorte verteilt werden sollten. Sicherlich spielten bei dieser massenhaften Anwerbung hugenottischer Exulanten wirtschaftliche Gründe eine wichtige Rolle, aber der Kurfürst ließ sich mindestens ebenso stark von religiösen Motiven leiten. Wenn dieser in der Präambel des Potsdamer Edikts (29. Oktober 1685) von seinem *gerechten Mitleiden, welches Wir mit solchen Unsern, wegen des heiligen Evangelii und dessen reiner*

⁶ Für Brandenburg bringt Rudolf von THADDEN dieses Zivilisationsgefälle auf die treffende Formel: »Nicht also Dritte Welt am Kurfürstendamm, sondern Erste Welt in den Ackerbürgerstädten Brandenburgs. Nicht Türken in Berlin, sondern Berliner in der Türkei«; Rudolf von THADDEN, *Einwanderer in fremdem Land. Die Hugenotten in der ständischen Gesellschaft Brandenburg-Preußens*, in: DERS., *Nicht Vaterland, nicht Fremde. Essays zu Geschichte und Gegenwart*, München 1989, S. 9–18, hier S. 9.

*Lehre angefochtenen und bedrängten Glaubens=Genossen billig haben müssen*⁷ spricht, so sollte ihm hier keine Hypokrisie unterstellt werden. Wäre es ihm ausschließlich um eine »Repeuplierung« seiner während des Dreißigjährigen Krieges entvölkerten Territorien und um einen Anschub der seitdem regressiven brandenburgischen Nationalökonomie gegangen, so hätte er bestimmt den zeitgleich mit den ersten Hugenotten⁸ ins Land gekommenen österreichischen Juden, die sich hierzu ebenso anboten, in seinem sie betreffenden Niederlassungsedikt (20. Mai 1671) die selben *Gerechtigkeiten, Freyheiten und Praerogativen* zugestanden, mit denen er die Ansiedlung der Hugenotten zu befördern gedachte. Daß der Große Kurfürst zu diesem Schritt nicht bereit war⁹, läßt klar erkennen, daß sich demographische, ökonomische und ethisch-religiöse Motive in seiner die Hugenotten betreffenden Aufnahmepolitik durchaus die Waage hielten¹⁰.

Erstaunlicherweise findet sich im Potsdamer Edikt keinerlei Hinweis auf den völkerrechtlichen Status der hugenottischen Zuwanderer: Weder wird ihnen die französische Staatszugehörigkeit im Zuge einer kollektiven Denaturalisation aberkannt, noch wird ihnen abverlangt, auf den politischen Souverän ihres Aufnahmelandes den Untertaneneid zu leisten. Es handelte sich bei ihnen, modern gesprochen, um staatenlose Personen, die durch den Akt ihrer illegalen Abwanderung aus Frankreich ihre Qualität als natürliche Untertanen (*sujets naturels*) der französischen Krone verloren hatten¹¹, die aber andererseits noch kein neues politisches Treueverhältnis eingegangen waren. Die hu-

⁷ Alle Zitate des Potsdamer Edikts folgen dessen zweisprachiger Wiedergabe in Eduard MURET, *Geschichte der Französischen Kolonie in Brandenburg-Preußen*, unter besonderer Berücksichtigung der Berliner Gemeinde, Berlin 1885, S. 301–306.

⁸ Eine erste Gruppe hugenottischer Glaubensflüchtlinge hatte Brandenburg um 1670 erreicht; vgl. Eckart BIRNSTIEL, *Die Hugenotten in Berlin. Eine Gemeinde auf der Suche nach ihrer Kirche*, in: Rudolf von THADDEN, Michelle MAGDELAINE (Hg.), *Die Hugenotten, 1685–1985*, München 1985, S. 115f.

⁹ Vgl. die aufschlußreiche Gegenüberstellung beider Edikte in Brigitte SCHEIGER, *Juden in Berlin*, in: Stefi JERSCH-WENZEL, Barbara JOHN (Hg.), *Von Zuwanderern zu Einheimischen. Hugenotten, Juden, Böhmen, Polen in Berlin*. [Mit Beiträgen von] Eckart Birnstiel und Andreas Reinke, Brigitte Scheiger, Eva-Maria Graffigna, Gottfried Hartmann, Berlin 1990, S. 153–488, hier S. 167f.

¹⁰ Diese Beobachtung wird auch durch den Artikel 13 des Potsdamer Edikts gestützt, in dem Einwanderer römisch-katholischer Konfession aus dem Kreise seiner Begünstigten ausgeschlossen werden.

¹¹ Kraft der entsprechenden Gesetzestexte der Regierung Ludwigs XIV. waren die Glaubensflüchtlinge aus dem französischen Untertanenverband ausgeschlossen worden; vgl. »Édit interdisant à tous les sujets du roi de s'installer à l'étranger« (5. August 1669); »Déclaration interdisant aux protestants de vendre leurs biens immobiliers ou la totalité de leurs biens meubles, et à tous sujets du roi de se fixer à l'étranger« (14. Juli 1682; bekräftigt am 7. September 1682 und am 31. Mai 1685); katalogisiert in Arie Theodorus van DEURSEN, *Professions et métiers interdits. Un aspect de l'histoire de la révocation de l'Édit de Nantes*, Groningen 1960, S. 363–365.

genottischen Zuwanderer waren also im Rechtsverständnis der Zeit »Fremde« (*aubains*)¹², denen das Potsdamer Edikt nicht mehr und nicht weniger als eine *sichere und freye retraite in alle unsere Lande und Provinzien* in Aussicht stellte. Anders gesagt: Die Hugenotten wurden 1685 in Brandenburg kraft eines kurfürstlichen Gnadenaktes als Asylanten eingelassen, wobei die Dauer ihres Asyls im übrigen – ebenso wie ihr Status – nicht näher festgelegt wurde¹³.

Dieser Zustand sollte noch einige Zeit anhalten. Zwar verlangte Kurfürst Friedrich III. kurz nach Beginn des von der Großen Allianz gegen Frankreich geführten Pfälzischen Krieges (1688–1697) von den in seinem Militärdienst stehenden Hugenotten die individuelle Ablegung eines Treueeides¹⁴, doch erklärten sich diese damit nicht rechtskräftig zu dessen Untertanen, sondern beschworen lediglich, sich künftig in allem so zu verhalten *comme il convient et appartient à un fidèle sujet*¹⁵, also in der Art, wie es auch einem »treuen Untertanen geziem und zukommt«. Und selbst als alle Bemühungen der Réfugiés gescheitert waren, ihre bedingungslose Rückkehr nach Frankreich in den Friedensvertrag von Rijswijk aufnehmen zu lassen¹⁶, wurden sie in Brandenburg den eingeborenen Untertanen feudallyrechtlich noch immer nicht gleichgestellt. Erst das am 13. Mai 1709 von König Friedrich I. erlassene Naturalisationsedikt erlöste sie aus ihrer prekären Lage; es verfügte,

daß alle, in Unseren Landen bereits établrte, und künftig noch sich darin établirende Refugirte, es mögen dieselben aus Franckreich, oder anderweitlich, der Religion halber, vertrieben seyn, nicht anders, als Unsere eingebohrne Unterthanen, so bald sie sich Uns, und Unserm Königlichen Haus, mit Eyd=Pflichten verbindlich gemacht haben werden, consideriret, geachtet und gehalten werden sollen. [...] Wir setzen, ordnen, und wollen demnach, daß [...] alle Refugirte, und ihre Kinder, von was Nation und Stande sie auch seyn, nicht anders,

¹² Dieser Tatbestand wird in Artikel 7 des Potsdamer Edikts direkt angesprochen; die Hugenotten werden dort vom Heimfallrecht auf ihre Verlassenschaft (*droit d'aubaine*) und anderen dergleichen Beschwerden, womit die Fremde in andern Königreichen, Landen und republiken belegt zu werden pflegen, gänzlich befreyet.

¹³ Das Zugeständnis von fiskalischen Freijahren sowie der in Artikel 5 enthaltene Passus bezüglich der unentgeltlichen Übertragung von Wohnraum für sie, ihre Erben und Erbens=Erben lassen allerdings darauf schließen, daß der Große Kurfürst eine lange Konzessionsdauer unterstellte.

¹⁴ Dieses Verfahren war auch bei der Rekrutierung ausländischer Söldner üblich.

¹⁵ Der Text dieses in französischer Sprache abzulegenden Eides (17. Februar 1690) ist wiedergegeben in Henri TOLLIN, Geschichte der Französischen Colonie von Magdeburg. Jubiläumsschrift, 3 Teile in 6 Bden., Halle/Saale 1886–1894, Bd. III.2, S. 31; Tollin bezeichnet ihn allerdings irrig als »Unterthaneneid«.

¹⁶ Vgl. Frank PUAUX, Essai sur les négociations des réfugiés pour obtenir le rétablissement de la religion réformée au traité de Ryswick (octobre 1697), in: Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du protestantisme français (BSHPF) 16 (1867), S. 257–267 [première partie] und S. 305–316 [deuxième partie]; Charles READ, Les démarches des réfugiés huguenots auprès des négociateurs de la paix de Ryswick pour leur rétablissement en France, 1697, in: BSHPF 40 (1891), S. 169–188; DERS., Les Réfugiés huguenots, lors du traité de Ryswick, in: BSHPF 40 (1891), S. 384–387.

*als Unsere angebohrne Unterthanen consideriret, sie auch überall, und, wo es nöthig, von Uns, so wol hier, als in auswärtigen Landen [...], so ihnen von Rechtswegen zukömmt, geschützt werden sollen*¹⁷.

Erst vierundzwanzig Jahre nach Erlaß des Potsdamer Asyledikts wurden die hugenottischen Einwanderer also in ihrer Gesamtheit zu Untertanen der Hohenzollern erklärt. Weshalb ihre Naturalisation in Brandenburg – aber auch in anderen Ländern des Refuge¹⁸ – erst derart spät erfolgte, ist bisher von der Forschung nicht schlüssig dargelegt worden¹⁹. Halten wir hier also lediglich fest, daß die Hugenotten im Hoheitsbereich der Hohenzollern bis 1709 als Fremde galten²⁰.

Das Rechtsverständnis der Zeit erlaubte keine juristische Gleichstellung der Fremden mit den natürlichen Untertanen eines politischen Souveräns. Ihr Status konnte nur über ein *privilegium* – ein personen- oder gruppenbezogenes, außerhalb des Landrechts stehendes Sondergesetz – geregelt werden. Wie das bereits erwähnte Beispiel der Juden zeigt, mußte ein derartiges Privileg nicht zwangsläufig eine Vorzugsbehandlung der betreffenden Fremdengruppe vorsehen: Es lag im freien Ermessen des Landesherrn, welchen sozialen und ökonomischen Platz er den Fremden innerhalb seines Staatsvolkes zuwies und auf welche Weise er deren Einordnung in seine politischen, juristischen, fiskalischen und nicht zuletzt auch kirchlichen Regierungs- und Verwaltungsstrukturen vornahm.

Im Falle der Hugenotten entschied sich der Große Kurfürst in seinem Potsdamer Edikt bekanntlich gegen deren Integration in seinen Untertanenverband: Sie sollten nicht individuell in sein Staatsvolk eingegliedert, sondern seinem Staatswesen als geschlossene Gruppe angegliedert – oder zugeordnet – werden. Er schuf damit nicht mehr und nicht weniger als eine neue Körperschaft, die neben den bereits verfaßten Sozialverbänden seines Landes bestehen sollte. Nicht die Integration der Hugenotten war das Ziel seiner Aufnahmepolitik, sondern deren Inkorporation.

¹⁷ Zit. nach MURET, Geschichte der Französischen Kolonie (wie Anm. 7), S. 307.

¹⁸ In England wurde den Refugiés zwischen 1709 und 1712 die allgemeine Naturalisierung gewährt; vgl. Susanne LACHENICHT, Migration, Migrationspolitik und Integration. Hugenotten in Brandenburg-Preußen, Irland und Großbritannien, in: Manuela BÖHM, Jens HÄSELER, Robert VIOLET (Hg.), Hugenotten zwischen Migration und Integration. Neue Forschungen zum Refuge in Berlin und Brandenburg, Berlin 2005, S. 37–58, hier S. 42 und S. 46; in den Niederlanden erfolgte ihre kollektive Naturalisierung im Oktober 1715; vgl. Hans BOTS, René BASTIAANSE, Die Hugenotten und die niederländischen Generalstaaten, in: THADDEN, MAGDELAINE, Die Hugenotten (wie Anm. 8), S. 61.

¹⁹ Es handelt sich hier um eines der großen Desiderata der vergleichenden Hugenottenforschung, das hoffentlich bald seinen Bearbeiter findet.

²⁰ Das Potsdamer Edikt bezeichnet sie als *Frantzosen*, als *Frantzösische Leute*, von der Religion, als *gedachte Leute von der Religion*, als *Frantzösische Glaubens=Genossen*, meistens aber als *Unsere Evangelisch=Reformierten Glaubens=Genossen Frantzösischer Nation*.

Folgerichtig erhielten sie ihre eigene – dem Prinzip des Summepiskopats des Landesherrn freilich angepaßte – Kirchendisziplin²¹ sowie ihre eigene – nur in den oberen Instanzenzügen mit der brandenburgischen Justiz verknüpfte – Gerichtsbarkeit²² und damit auch ihre eigene Kolonieverwaltung²³. Auch in ihrem häuslichen und wirtschaftlichen Leben erfuhren sie eine Sonderbehandlung: Es wurde ihnen freier Wohnraum zugewiesen; ihre unternehmerischen Aktivitäten wurden subventioniert; ihre steuerliche Belastung wurde gegenüber den Einheimischen deutlich verringert, und es wurde Sorge getragen, daß die Ackerbauern unter ihnen auf dem Land der kurfürstlichen Domänenämter – und nicht auf demjenigen der feudalen Gutsherrschaften – angesiedelt wurden²⁴.

Das Potsdamer Edikt wies den Hugenotten eine parallele Existenzform zu, die bis über die Mitte des 18. Jahrhunderts hinaus neben der einheimischen Gesellschaft bestand.

3. Zur Integration der Hugenotten in die preußische Gesellschaft

Die soziokulturelle und schließlich auch politische Auflösung der preußischen Hugenottenkolonie wurde durch vier relativ dicht aufeinanderfolgende, aber voneinander unabhängige Gesetzesakte beschleunigt: die Einführung des Wahlbürgerrechts in Preußen durch Friedrich II. (1772); das Toleranzedikt des französischen Königs Ludwig XVI. (1787); das zugunsten der Glaubensflüchtlinge und ihrer Nachkommen erlassene Reparationsgesetz der Französischen Nationalversammlung (1790), und schließlich die Kabinettsorder Friedrich Wilhelms III. bezüglich der künftigen Verfassung der Französischen Kolonie in Preußen (1809).

Mit seinem 1772 erlassenen Edikt verfügte Friedrich II., *daß denen in Königl. Landen sich niederlassenden Fremden frey stehen soll, unter Welche Colonien und Gerichte sie sich begeben wollen*. Alle Neuankömmlinge – also Einwanderer sowie auch alle während der vorangegangenen friderizianischen

²¹ Vgl. BIRNSTIEL, Die Hugenotten in Berlin (wie Anm. 8), S. 123–126.

²² Vgl. Jürgen WILKE, Rechtsstellung und Rechtsprechung der Hugenotten in Brandenburg-Preußen (1685–1809), in: THADDEN, MAGDELAINE, Die Hugenotten (wie Anm. 8), S. 100–114.

²³ Vgl. Jürgen WEITZEL, Landesherrliche Administrationsmaßnahme zur Eingliederung hugenottischer Flüchtlinge, in: Heinz DUCHHARDT (Hg.), Der Exodus der Hugenotten. Die Aufhebung des Edikts von Nantes 1685 als europäisches Ereignis, Köln, Wien 1985 (Beihefte zum Archiv für Kulturgeschichte, 24), S. 130–135.

²⁴ Vgl. Klaus VETTER, Die Hugenotten im System der ostelbischen Gutswirtschaft in der Mark Brandenburg, in: DUCHHARDT, Exodus (wie Anm. 23), S. 141–154, hier S. 147–154.

Eroberungskriege unter die preußische Herrschaft gefallen Personen – hatten demnach innerhalb von drei Monaten zu erklären, ob sie sich der Gerichtsbarkeit der deutschen Magistrate oder derjenigen der Französischen Kolonie unterstellen wollten. Durch dieses Wahlbürgerrecht verlor die Französische Justiz ihren exklusiven Vertretungsanspruch der Hugenotten, da künftig auch Polen und Schlesier sowie später vor allem französische Revolutionsemigranten unter ihre Gerichtsbarkeit fielen²⁵. Insofern wurde auch die bisherige konfessionelle Identität zwischen der Französischen Kolonie und der Französisch-Reformierten Kirche in Preußen aufgehoben, da es sich bei den Neubürgern der Kolonie in der Regel um Katholiken handelte.

Das Wahlbürgerrecht führte zwar zu einem zahlenmäßigen Anstieg der zwischenzeitlich quantitativ merklich abgefallenen Französischen Kolonie, leitete aber gleichermaßen durch die mit ihm einhergehende konfessionelle Koexistenz der Kolonisten eine Lockerung der Kirchenbindung der Hugenotten ein: Hatten zum Beispiel im Jahre 1725 in Berlin noch über 4500 Kolonisten – bei einer Gesamtzahl von knapp 8000 Réfugiés jeden Alters und Geschlechts – am Abendmahl in der Französisch-Reformierten Kirche teilgenommen (56%), so waren es 1785 nur noch an die 1700 der insgesamt rund 6700 Kolonisten (25%)²⁶. Selbstverständlich war die massenhafte Abkehr vom religiösen Leben auch der fortschreitenden Säkularisierung der preußischen Gesellschaft geschuldet, aber daß die Hugenotten nun ihre Kirche offensichtlich nicht mehr als den Mittelpunkt ihrer Kolonie betrachteten, lag sicherlich auch an dem mit der Einführung des Wahlbürgerrechts einhergehenden Verlust der konfessionellen Identität der Kolonie.

Fünfzehn Jahre nach Einführung des Wahlbürgerrechts in Preußen erließ der französische König Ludwig XVI. im November 1787 ein Edikt »betreffend

²⁵ Es existiert meines Wissens keine historische Monographie über das Wahlbürgerrecht; zur ersten Orientierung über seine Auswirkungen auf die preußischen Hugenottenkolonien vgl. Geheimes Preußisches Staatsarchiv Berlin, Rep. 122, Französisches Ministerialarchiv, 6a, Colonie-Sachen, Generalia, 1684–1804, Nr. 10, Wahlbürgerrecht, freie Wahl des Gerichts; Nr. 11, Aufnahme von Fremden zu Colonie-Bürgern, 1779; 7.B.I, Frz. Colonie in Berlin, Gerichtsakten, 1686–1809, Nr. 24, Annahme der Bürger bei der frz. Colonie zu Berlin; Nr. 57, Beschwerde des Laurent wegen Erschwerung der hiesigen Colonie-Bürger-Annahme, 1788–1789; 7.B.II, Frz. Colonie in Berlin, Einwohnernsachen, 1686–1805, Nr. 69, Aufnahme frz. Emigrirter unter die frz. Colonie-Jurisdiction zu Berlin, 1795; Nr. 71, Marquis de St. Maixent, Aufnahme unter hiesiger frz. Coloniegerichtsbarkeit; 23, Frz. Colonie Potsdam, 1694–1801, Nr. 22, Aufnahme frz. Emigrirter unter die Gerichtsbarkeit der Kolonie, 1796–1797.

²⁶ Vgl. die Graphiken in François DAVID, *Refuge huguenot et assimilation: le cas de la Colonie française de Berlin*, in: Eckart BIRNSTIEL (Hg.), *avec la collaboration de Chrystel BERNAT, La Diaspora des Huguenots. Les réfugiés protestants de France et leur dispersion dans le monde (XVI^e–XVIII^e siècles)*, Paris 2001 (*Vie des huguenots*, 17), S. 75–97, hier S. 92–97.

jene, die sich nicht zur katholischen Religion bekennen«²⁷. Dieses Toleranzedikt beendete die seit einem Jahrhundert andauernde Diskriminierung der französischen Protestanten, die ihre Geburten, Eheschließungen und Todesfälle fortan nicht mehr durch katholische Geistliche registrieren lassen mußten, sondern von königlichen Justizbeamten in für sie eigens reservierte, kirchenunabhängige Zivilstandsregister einschreiben lassen konnten. Des weiteren gewährte Ludwig XVI. allen seinerzeit in Frankreich lebenden oder in der Folge zuwandernden Nichtkatholiken das unbeschränkte örtliche Niederlassungsrecht, die freie Berufsausübung²⁸ und den ungehinderten Genuß aller ihrer Titel, Würden, Besitztümer und Anwartschaften. Den französischen Protestanten blieb freilich der öffentliche Kultus untersagt, da der Katholizismus in Frankreich nach wie vor als Staatsreligion galt.

Die Auswirkungen des Toleranzedikts auf die identitäre Verfassung der preußischen Hugenotten lassen sich nicht konkret messen. Man wird aber davon ausgehen können, daß die veränderte Lage in Frankreich zumindest deren weitere Verunsicherung nach sich zog. Denn eigentlich hätten sie nun in das Land ihrer Väter zurückkehren können, da sie dort keine Benachteiligung, geschweige denn Verfolgung mehr zu befürchten hatten. Ihre bisher sorgsam gepflegte Identität als französische Glaubensflüchtlinge²⁹ wurde somit ihres wichtigsten Elementes beraubt: der Unmöglichkeit einer Rückkehr nach Frankreich.

Hatten Wahlbürgerrecht und Toleranzedikt bereits einen tiefgreifenden Identitätswandel der Hugenotten eingeleitet, so wurde dieser durch die Gesetzgebung der französischen Nationalversammlung³⁰ abgeschlossen. Nachdem diese bereits in der »Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte« (26. August 1789) die Gewissens- und Kultfreiheit aller in Frankreich bestehenden Glaubensgemeinschaften verkündet hatte, bestätigte sie am 10. Juli 1790 in einem Dekret die angestammten Besitztitel und Erbrechte der französischen Glaubensflüchtlinge und ihrer Nachkommen bezüglich ihrer seit 1685 vom französischen Staat beschlagnahmten mobilen und immobilen Habe. Das entsprechende Ge-

²⁷ Édit Du Roi, Concernant ceux qui ne font pas profession de la Religion Catholique, Versailles, November 1787 (ND der Ausgabe Paris, N.H. Nyon, 1788), in: André ENCREVÉ, Claude LAURIOL (Hg.), *Actes des Journées d'étude sur l'Édit de 1787* (Paris 9 et 10 octobre 1987), in: BSHPF (wie Anm. 16), 134 (1988), S. 177–472, hier S. 179–186.

²⁸ Allerdings unter Ausschuß aller amtlichen Funktionen der königlichen, städtischen und grundherrschaftlichen Gerichtsbarkeit sowie des öffentlichen Unterrichts.

²⁹ Vgl. Viviane ROSEN-PREST, *L'historiographie des huguenots en Prusse au temps des Lumières. Entre mémoire, histoire et légende*: J.P. Erman et P.C.F. Reclam, *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés français dans les États du Roi (1782–1799)*, Paris 2002 (*Vie des huguenots*, 23).

³⁰ Vgl. hierzu Eckart BIRNSTIEL, *La France en quête de ses enfants perdus. Mythe et réalité du retour au »pays des ancêtres« des huguenots du refuge, de la Réforme à la Révolution, in: Diasporas. Histoire et Sociétés* 8 (2006), S. 22–44.

setz wurde am 15. Dezember 1790 zusammen mit einer wichtigen Erweitungsklausel erlassen: Alle im Ausland geborenen Personen, unter deren direkten Vorfahren sich ein französischer Glaubensflüchtling männlichen oder weiblichen Geschlechts befand, wurden zu eingeborenen Franzosen (*naturels français*) erklärt, sobald sie ihren Wohnsitz in Frankreich nahmen und dort den Bürgereid leisteten. Damit war das Tor nach Frankreich für alle rückkehrwilligen Nachkommen der einstigen hugenottischen Refugiés weit geöffnet: Sie konnten sich die Güter ihrer Vorfahren zurückerstatten lassen und die französische Staatsbürgerschaft annehmen, und zwar ohne Rücksicht auf ihre eigenen religiösen – oder atheistischen – Überzeugungen, ihre nationale Herkunft oder ihre ethnische Zugehörigkeit.

Mit diesem Reparationsgesetz besiegelte die Französische Nationalversammlung das Ende des Refuge. Wer von den betroffenen Nachkommen der hugenottischen Glaubensflüchtlinge keinen Gebrauch von dem Angebot der Wiedereingliederung in Frankreich machte, bekundete damit offen seine vollzogene Integration in die Gesellschaft des Landes, das seine Vorfahren einst aufgenommen hatte. Und das war die überwältigende Mehrheit: Während seiner gesamten Geltungsdauer³¹ wurde das Gesetz vom 15. Dezember 1790 von noch nicht einmal 0,1 Prozent seiner potentiellen Nutznießer in Anspruch genommen³². Die meisten Remigranten kamen – wohl aufgrund der sprachlichen Verwandtschaft – aus der Westschweiz, aber die zentral geführten französischen Naturalisationsregister verzeichnen auch dreiundzwanzig Rückkehrer aus Deutschland³³.

Es war also das französische Reparationsgesetz von 1790, das das hugenottische Refuge endgültig seiner historischen Grundlage beraubte. Die Französische Kolonie in Preußen aber bestand zunächst einmal weiter. Sie wurde erst im Zuge der Preußischen Staatsreformen aufgelöst. In seiner Kabinettsorder vom 30. Oktober 1809³⁴ bestätigte Friedrich Wilhelm III. die »ursprüngliche Verfassung der Kolonie«, bekräftigte jedoch gleichzeitig: »Unverträglich mit der neuen Organisation ist die isolierte Verfassung der Kolonie in sich, beson-

³¹ Der Naturalisationsartikel des Gesetzes vom 15. Dezember 1790 wurde in alle folgenden französischen Staatsverfassungen aufgenommen und erst 1946 im Zuge der Verfassungsänderung der IV. Republik abgeschafft.

³² Wenn man von einer Zahl von 200 000 Glaubensflüchtlingen ausgeht, die Frankreich um 1685 verlassen hatten, so betrug die Gesamtzahl ihrer Gruppe am Ende des 18. Jahrhunderts aufgrund des demographischen Wachstums der Zeit weltweit rund 260 000 und um die Mitte des 20. Jahrhunderts rund 350 000 Personen; von 1790 bis 1946 nahmen 226 Personen – oder 0,06% der letztgenannten Gesamtzahl – unter Berufung auf das Gesetz vom 15. Dezember 1790 die französische Staatsbürgerschaft an; vgl. hierzu die Magisterarbeit meiner Schülerin Estelle AEBERSOLD, *Les rmigrs du refuge huguenot. Le retour des descendants des religieux fugitifs en France depuis la loi du 9 dcembre 1790 jusqu'au Code de la nationalit du 19 octobre 1945*, Universit de Toulouse II – Le Mirail 2005.

³³ Vgl. *ibid.*, S. 74.

³⁴ Wiedergegeben in MURET, *Geschichte der Franzsischen Kolonie* (wie Anm. 7), S. 310f.

ders die Vereinigung der einzelnen Gemeinden zu einem abgesonderten Ganzen«. Folgerichtig wurden das Französische Koloniedepartement, das Französische Oberdirektorium und das Französische Oberkonsistorium abgeschafft und das Französische Bürgerrecht beseitigt; das Unterrichtswesen der Hugenotten fiel unter staatliche Aufsicht. Beibehalten wurden lediglich die Gemeindeordnung der Französisch-Reformierten Kirche in Preußen sowie die Französischen Schiedsgerichte, die jedoch nur noch Schlichtungsverfahren im Vorfeld der eigentlichen Prozesse durchführen durften.

Diese Restrukturierungsmaßnahmen bedeuteten das Ende der privilegierten Sonderexistenz der Hugenotten in Preußen. Die Kolonisten wurden nun auch verfassungsrechtlich in die deutsche Gesellschaft entlassen, in der sie bereits seit geraumer Zeit heimisch geworden waren.

4. Einige Überlegungen zu Integrationsprozessen

Die Hugenotten haben sich unzweifelhaft in die preußische Gesellschaft integriert und nehmen seither ihren festen Platz im Geschichtsbild des Hohenzollernstaates ein³⁵. Das ist insofern erstaunlich, als ihre Integration seitens der brandenburg-preußischen Obrigkeit ursprünglich überhaupt nicht beabsichtigt war: Geplant – oder gar gefördert – wurde ihre politische Eingliederung in die deutsche Gesellschaft bis 1809 nicht. Den Hugenotten wurde – wie auch den Waldensern, den Wallonen, den Böhmen, den Salzburgern und den Juden³⁶ – eine korporative Sonderexistenz zugewiesen. Zwar galten sie seit 1709 als »eingeborene Untertanen« des preußischen Herrscherhauses, aber dieses legte auf ihre kirchliche, juristische und administrative Abgrenzung von der deutschen Bevölkerung weiterhin großen Wert³⁷.

Am Beispiel der Hugenotten wird deutlich, daß zwischen politischer und lebensweltlicher Integration einer Minderheit klar unterschieden werden muß. Während erstere nur kollektiv vollzogen werden kann und einzig und allein vom Willen des Gesetzgebers abhängt, folgt letztere ausschließlich persönlichen Motiven und kann daher nur in individuellem Rahmen stattfinden. Poli-

³⁵ Zu diesem Punkt vgl. insbesondere die Ausführungen in THADDEN, Einwanderer in fremdem Land (wie Anm. 6), S. 9–18, hier S. 13–17.

³⁶ Vgl. Stefi JERSCH-WENZEL, Minderheiten in der preußischen Gesellschaft, in: Otto BÜSCH, Wolfgang NEUGEBAUER (Hg.), *Moderne Preußische Geschichte, 1648–1947. Eine Anthologie*, Berlin, New York 1981, S. 486–506.

³⁷ Zu den Motiven dieser Abgrenzung vgl. Rudolf von THADDEN, Vom Glaubensflüchtling zum preußischen Patrioten, in: THADDEN, MAGDELAINE, *Die Hugenotten* (wie Anm. 8), S. 186–197.

sche Integration kann nur verordnet werden. Lebensweltliche Integration kann nur geschehen.

Dabei kann es durchaus vorkommen, daß beide Prozesse asynchron ablaufen, wie es das Beispiel der Hugenotten ebenfalls zeigt: Als die Französische Kolonie 1809 verfassungsrechtlich aufgelöst wurde, war sie schon seit geraumer Zeit nur noch eine leere institutionelle Hülle. Die Hugenotten hatten inzwischen eine »Abstimmung mit den Füßen« vorgenommen und waren bereits größtenteils in der deutschen Gesellschaft verschwunden³⁸. Ihr lebensweltlicher Integrationsprozeß verlief unabhängig von staatlichen Vorgaben. Er stand im Widerspruch zu ihnen und ging ihnen historisch gesehen voraus. Die Hugenotten integrierten sich also aus eigener Kraft, wobei ihnen ihre positive Wahrnehmung als »Franzosen« seitens der deutschen Bevölkerung entgegenkam.

Zum besseren Verständnis dieser von der Fremdwahrnehmung einer Gruppe in Gang gesetzten Integrationsmechanismen sei hier auf ein aktuelles Beispiel aus Frankreich verwiesen. Während sich die ersten Immigranten aus Nordafrika noch bewußt als Marokkaner, Algerier und Tunesier begriffen und auf die Aufrechterhaltung ihrer unterschiedlichen kulturellen Prägungen großen Wert legten, wurden sie von der französischen Bevölkerung allgemein als »Maghrebiner« wahrgenommen. Diese externe Qualifikation ist bereits von den in Frankreich geborenen »Kindern der Immigration« willig adoptiert worden, was zur Herausbildung einer »maghrebinischen Nation« geführt hat, die es als solche in Nordafrika überhaupt nicht gibt. Die französischen Maghrebiner verfügen über ihre eigenen kulturellen Zeichensysteme, über ein ausgeprägtes »arabisches« Solidaritätsgeflecht und ein starkes religiöses Zusammengehörigkeitsgefühl. Die »Maghrebinisierung« der Immigranten aus den verschiedenen nordafrikanischen Staaten folgte demnach demselben Grundmuster wie seinerzeit die »Französisierung« der Hugenotten. Bis zu diesem Punkt haben die »hugenottischen Franzosen« und die »französischen Maghrebiner« – beide in ihrer Zeit – also einen ähnlichen Weg zurückgelegt, woraus geschlossen werden kann, daß ein Leben in der Diaspora grundsätzlich eine identitäre Rekonstruktion der betroffenen Gruppe erzwingt³⁹.

Der Vergleich zeigt aber noch etwas anderes. Während die Hugenotten auf die Wertschätzung der Einheimischen trafen und sich daher problemlos integrieren konnten, werden die Maghrebiner von ihrer franko-französischen Umwelt eher abgelehnt und finden daher nur schwer Eingang in die Mehrheitsgesellschaft, was zu gewissen – auch räumlichen – Abkapselungen beider Lebenswelten führt, obwohl seitens der Regierung – anders als zur Zeit der

³⁸ Hierfür spricht auch das Ausbleiben massenhafter Proteste der Hugenotten gegen die Auflösung ihrer Kolonie; diese Thematik bedarf jedoch noch einer näheren Untersuchung.

³⁹ Vgl. hierzu insbesondere Chantal BORDES-BENAYOUN, Dominique SCHNAPPER, *Diasporas et Nations*, Paris 2006.

Hugenotten – eine aktive Integrationspolitik der Bewohner der periurbanen *cités* betrieben wird⁴⁰. Auch die Aufnahmebereitschaft der Einheimischen läßt sich also nicht staatlich verordnen. Sie folgt ihrer eigenen emotionalen Logik, wobei vermutlich auch der religiöse Faktor eine Rolle spielt⁴¹.

Die Formen des Zusammenlebens von Einheimischen und Zuwanderern entziehen sich also politischen Regulierungen. Lebensweltliche Integration erfolgt oder sie erfolgt nicht. Wie aber kann man ihren Grad überhaupt messen? Wie kommt man zu einer einigermaßen zuverlässigen Datierung dieser Integrationsprozesse?

Hierzu gibt es verschiedene Indikatoren. Einer der aussagekräftigsten ist sicherlich das Heiratsverhalten, das in der Regel mehrere Phasen durchläuft. Auf die Berliner Hugenotten bezogene Untersuchungen ergeben hier ein klares Bild: Zunächst entstammten die Ehepartner der regionalen Landsmannschaft oder sogar dem gemeinsamen Herkunftsort der *Refugiés*⁴², sodann dem Kreis der Französischen Kolonie und schließlich der deutschen Bevölkerung, wobei im übrigen weitaus mehr französische Männer deutsche Frauen heirateten als deutsche Männer französische Frauen⁴³. In Berlin kam es seit etwa 1760 zu einer kontinuierlichen Zunahme von französisch-deutschen Mischehen⁴⁴, was als ein Indiz für eine fortgeschrittene soziale Integration der dritten im Refuge geborenen Generation der Hugenotten gewertet werden kann. Ein weiterer Indikator zur Bemessung des Integrationsgrades der Hugenotten

⁴⁰ Unter anderem durch schulische und berufliche Förderprogramme sowie durch ein gesetzliches Diskriminationsverbot der Franzosen nichtfranzösischer Abstammung.

⁴¹ So verlief zum Beispiel die soziale Integration der seit den 1950er Jahren nach Deutschland eingewanderten (christlichen) Italiener, Spanier, Portugiesen und Griechen weitgehend problemlos, während die Integration der (muslimischen) Türken und Kurden noch immer Schwierigkeiten bereitet; vermutlich hat dieser Umstand weniger mit der Integrationswilligkeit der betreffenden Gruppen als mit der Aufnahmebereitschaft der Mehrheitsgesellschaft zu tun.

⁴² Vgl. Jürgen WILKE, Die Französische Kolonie in Berlin, in: Helga SCHULTZ, Berlin 1650–1800. Sozialgeschichte einer Residenz. Mit einem Beitrag von Jürgen Wilke [mit einer separaten Beilage: Tabellen], Berlin 1987, S. 352–430, hier S. 368f.

⁴³ Vgl. Eckart BIRNSTIEL, Andreas REINKE, Hugenotten in Berlin, in: JERSCH-WENZEL, JOHN, Von Zuwanderern zu Einheimischen (wie Anm. 9), S. 94–97. Dieses geschlechtsspezifische Heiratsverhalten ist auch in anderen Immigrantengruppen zu beobachten; möglicherweise handelt es sich hier um einen weiteren Integrationsschritt, dessen Qualität unbedingt einmal von Historikern, Soziologen und Anthropologen gemeinsam untersucht werden sollte: Ist die lebensweltliche Integration einer Gruppe erst dann vollzogen, wenn die ethnischen Proportionen in Mischehen ausgeglichen sind? Und handelt es sich dann überhaupt noch um »Mischehen«?

⁴⁴ Vgl. *ibid.*, S. 96.

ist sicherlich auch der Verlust der französischen Sprache, der sich in Preußen bezeichnenderweise ebenfalls ab der dritten Generation ankündigte⁴⁵.

Den zuverlässigsten Indikator liefert aber offensichtlich die Remigrationsquote. Nur diejenigen Auswanderer kehren definitiv in ihr Herkunftsland zurück, deren persönliche Integration in der Fremde fehlgeschlagen ist⁴⁶. In Hinblick auf die in Preußen niedergelassenen Hugenotten fällt in diesem Zusammenhang auf, daß deren Remigration schon in den 1760er Jahren praktisch völlig zum Erliegen kam⁴⁷, und daß auch danach weder das Toleranzedikt Ludwigs XVI. noch das Reparationsgesetz der Französischen Nationalversammlung eine nennenswerte Rückwanderung der Hugenotten nach Frankreich auslösten. Daraus kann nur geschlossen werden, daß ihre Integration in die preußische Gesellschaft bereits seit den 1760er Jahren – also in der dritten Generation der Refugiés-Nachkommen – glücklich vollzogen war. Die »Krise der hugenottischen Identität« wurde also nicht erst durch die politischen Ereignisse der Französischen Revolution und der napoleonischen Besatzung Deutschlands provoziert⁴⁸. Sie hatte wesentlich ältere Wurzeln.

5. Nachbemerkung

Jeder Vergleich historischer und aktueller Prozesse läuft Gefahr, sich in der Falle des Anachronismus zu verfangen. Die eingangs gestellte Frage – »Kann die Politik für die Integration ausländischer Mitbürger sorgen?« – entgeht dieser Gefahr nicht, denn das politische Instrumentarium monarchischer Obrigkeiten unterscheidet sich grundsätzlich von demjenigen demokratisch legitimierter Regierungen, und ständisch-feudal organisierte Gesellschaften funktionieren nach anderen Regeln als egalitär verfaßte.

Wenn dieser Vergleich jedoch den Sinn dafür geschärft hat, was Integration bedeutet und wie sie sich vollzieht, dann hat er seine Berechtigung. Er läßt jenseits aller historischen Befangenheiten ein Grundmuster erkennen: Wenn

⁴⁵ Vgl. Frédéric HARTWEG, Sprache, Identität, Nation. Das Refuge, Frankreich und Deutschland, in: BÖHM, HÄSELER, VIOLET, Hugenotten zwischen Migration und Integration (wie Anm. 18), S. 155–166.

⁴⁶ In den heute in Deutschland und anderswo bestehenden Einwandererkolonien kann Integration selbstverständlich auch bedeuten, sich in parallelen Lebenswelten häuslich eingerichtet zu haben.

⁴⁷ Vgl. Eckart BIRNSTIEL, Le retour des huguenots du refuge en France, de la Révocation à la Révolution, in: Les protestants et la Révolution française (Sondernummer BSHPF [wie Anm. 16] 135 [1989]), S. 774–778.

⁴⁸ In diesem Sinne äußert sich Étienne FRANÇOIS, Vom preußischen Patrioten zum besten Deutschen, in: THADDEN, MAGDELAINE, Die Hugenotten (wie Anm. 8), S. 198f.

die einheimische Bevölkerungsmehrheit eine Minderheit von Zuwanderern ablehnt, kann keine Politik der Welt deren glückliche Integration herbeiführen, so wie sie auch deren Integration durch nichts in der Welt verhindern kann, wenn diese auf die positive Reaktion der Mehrheit trifft.

Daraus ergibt sich, daß eine Politik der Integration von unbeliebten Minderheiten nur dann ihr Ziel erreicht, wenn sie sich auf die Mehrheit konzentriert. Wer die Integration »ausländischer Mitbürger« herbeiführen will, der muß die Aufnahmebereitschaft der einheimischen Bürger fördern. Beschränkt sich »Integrationspolitik« darauf, die der Minderheit durch ihre Ablehnung durch die Mehrheit entstehenden Nachteile auszugleichen, dann leistet sie lediglich dem Entstehen paralleler Lebenswelten Vorschub.

Résumé français

La question centrale à laquelle cet article se propose de fournir quelques éléments de réflexion est la suivante: quels étaient les mécanismes d'intégration des réfugiés huguenots ayant trouvé, dès la fin du XVII^e siècle, asile en Brandebourg-Prusse? Leur intégration politique a-t-elle été voulue de la part du gouvernement? Dans quelle mesure l'image que la population allemande se faisait de ces immigrants français a-t-elle facilité leur intégration sociale? Comment peut-on mesurer leur degré d'intégration et quelle était la durée de leur acculturation, puis de leur assimilation à la population de leur pays d'accueil? Enfin, les mécanismes de l'intégration politique, sociale et culturelle des réfugiés huguenots peuvent-ils servir de modèle pour mieux comprendre ceux d'autres groupes d'immigrés, dans l'histoire comme dans l'actualité?

L'article veut aussi attirer l'attention sur quelques aspects de l'histoire du refuge huguenot qui, à l'heure actuelle, n'ont toujours pas été suffisamment pris en considération par la recherche: pourquoi la naturalisation des réfugiés huguenots n'a-t-elle été effectuée, dans les pays du refuge, qu'une génération après leur immigration massive? L'accroissement des mariages mixtes entre immigrants et autochtones, ainsi que le taux de rémigration en France des descendants des réfugiés huguenots, peuvent-ils servir de repères pour mesurer leur intégration?

LE CHANGEMENT DU FRANÇAIS À L'ALLEMAND CHEZ LES HUGUENOTS DE LA COLONIE DE BERLIN ET DANS LES COLONIES RURALES DU BRANDEBOURG

1. Introduction

Lorsqu'une minorité abandonne progressivement sa langue et adopte celle de la société qui l'entoure, ce processus est à tout le moins le reflet d'une acculturation linguistique de cette minorité. C'est un changement linguistique de ce type, en l'occurrence du français vers l'allemand, que l'on observe chez les protestants français qui vinrent s'établir en nombre de plus en plus grand après 1685 dans le refuge brandebourgeois. Ce sont environ 20 000 réfugiés huguenots qui, à l'invitation de l'édit de Potsdam de Frédéric-Guillaume, s'installèrent dans le Brandebourg, dans des colonies rurales ou urbaines¹. Le lent processus d'acculturation sociale et linguistique qui se mit en marche à leur arrivée aboutit d'une part à leur intégration au sein de l'État prussien, et d'autre part à la perte progressive de la langue française, et avec celle-ci, d'une dimension singulière de leur identité culturelle.

Ma thèse de doctorat s'interroge sur ces aspects linguistiques, et plus spécifiquement sur les points suivants: comment le processus de changement linguistique s'est-il effectué chez les huguenots? Quels facteurs l'ont influencé? Comment définir le lien entre le passage à l'allemand et l'acculturation des réfugiés? Est-ce que le changement linguistique s'est déroulé de la même manière dans différentes colonies?

¹ Concernant le refuge brandebourgeois cf.: Charles WEISS, *Histoire des réfugiés protestants de France depuis la Révocation de l'Édit de Nantes jusqu'à nos jours*, vol. 1, Paris 1853, livre deuxième; Eduard MURET, *Geschichte der Französischen Kolonie in Brandenburg-Preußen, unter besonderer Berücksichtigung der Berliner Gemeinde*. Aus Veranlassung der Zweihundertjährigen Jubelfeier am 29. Oktober 1885, Berlin 1885; Karl MANOURY, *Die Geschichte der französisch-reformierten Provinzgemeinden*, Berlin 1961; Gottfried BRUGGELA (dir.), *Hugenotten in Berlin*, Berlin 1988; Eckart BIRNSTIEL, Andreas REINKE, *Hugenotten in Berlin*, dans: Steffi JERSCH-WENZEL, Barbara JOHN (dir.), *Von Zuwanderern zu Einheimischen. Hugenotten, Juden, Böhmen, Polen in Berlin*, Berlin 1990, p. 16–152; Manuela BÖHM, Jens HÄSELER, Robert VIOLET (dir.), *Hugenotten zwischen Migration und Integration. Neue Forschungen zum Refuge in Berlin und Brandenburg*, Berlin 2005.

Je voudrais ici présenter quatre hypothèses qui caractérisent le passage du français à l'allemand chez les huguenots à Berlin et dans le Brandebourg aux XVIII^e et XIX^e siècles. Il s'agit de quatre éléments essentiels de ma recherche doctorale, qui s'intéresse plus spécifiquement à une analyse comparative du processus de changement linguistique dans les colonies rurales et dans les colonies urbaines du Brandebourg. On trouvera ici une présentation d'un travail en progrès, puisqu'il s'agit de pistes qui trouvent leur approfondissement dans le doctorat lui-même.

2. Les colonies huguenotes dans les villes et à la campagne

L'édit de Potsdam ne se contentait pas de donner aux réfugiés un asile sûr dans les États de Frédéric Guillaume, il établissait aussi l'institution juridique de la Colonie française, qui perdura jusqu'à 1809². Les privilèges accordés aux réfugiés réglementaient la vie religieuse, juridique et sociale de la Colonie. Dans les autres domaines, les Français avaient les mêmes droits que les autochtones³. Du point de vue de la pratique religieuse, les réfugiés avaient le droit de garder la »Discipline ecclésiastique« des Églises réformées de France. L'effet de communautarisme était évident, créant une cohésion sociale à l'intérieur du groupe, mais aussi une coupure avec l'extérieur.

Forts de leurs privilèges et de leur statut de colons et de membres de l'Église réformée, les réfugiés s'installèrent un peu partout dans le Brandebourg, tant dans les grandes villes universitaires que dans les villes de résidence (notamment Berlin, Francfort/Oder, Magdebourg, Potsdam), dans les petites villes (Brandebourg/Havel, Prenzlau, Schwedt, Strasburg/Uckermark) que dans de petits villages et des bourgs comme Braunsberg en Ruppín, Potzlow, Fahrenwalde ou Battin en Marche Ukraine. C'est la Marche Ukraine qui attira le plus grand nombre de cultivateurs, de paysans et de petits artisans.

La différence était nette entre les conditions de vie dans les colonies urbaines et celle des colonies rurales. Celles-ci variaient selon les structures sociales et économiques, et selon la quantité de leurs membres. Ces écarts ne sont pas restés sans influence sur les différences observables dans le processus d'acculturation, agissant notamment sur la situation linguistique de la communauté huguenote et sur les comportements linguistiques des réfugiés et de leurs descendants. D'où ma première hypothèse: le changement linguistique des

² Cf. François DAVID, Les colonies françaises en Brandebourg-Prusse: Une étude statistique de leur population, dans: BÖHM, HÄSELER, VIOLET, Hugenotten (voir n. 1), p. 69-93.

³ Cf. Stefi JERSCH-WENZEL, Juden und »Franzosen« in der Wirtschaft des Raumes Berlin-Brandenburg zur Zeit des Merkantilismus, Berlin 1978, p. 3.

colonies rurales se distingue de celui des colonies urbaines. Les colonies françaises qui se trouvaient au sein de grandes villes, de villes universitaires ou de villes de résidence royale passèrent plus tardivement à l'allemand.

Il est relativement simple de constater à quel moment la langue administrative des différentes colonies huguenotes du Brandebourg est passée du français à l'allemand. On dispose en effet, tant pour la situation de départ – le français – que pour la situation d'arrivée, c'est-à-dire l'allemand, de sources manuscrites archivistiques. Lorsqu'on compare les données des différentes colonies françaises du Brandebourg, on peut constater que les colonies françaises qui sont fortement marquées par un contexte urbain, comme Berlin, Francfort ou Potsdam, ont eu tendance à dresser, plus tard que d'autres colonies, leurs »Livres de baptêmes, de mariages et de morts«, ainsi que leurs »Registres de délibérations du consistoire«, en allemand. En ce qui concerne les colonies rurales en revanche, les données sont, en partie, bien plus disparates. On peut toutefois considérer comme une tendance générale que les colonies implantées dans de petits villages et des bourgs ruraux passèrent assez tôt à l'allemand.

Trois éléments me semblent expliquer ces différences. Tout d'abord, la pression sociale à l'adaptation est plus forte à la campagne. Les paysans, les planteurs de tabac, les artisans et journaliers qui s'installèrent principalement dans les colonies de la Marche Ukraine, étaient plus fortement dépendants de la communication avec la population autochtone que ceux de leurs coreligionnaires qui gagnaient leur vie avec des métiers, commerces et artisanats urbains dominés par les huguenots. Par ailleurs, la situation linguistique locale variait considérablement, et la différence se faisait également sentir au niveau linguistique: dans la campagne qui entourait les agglomérations, il faut souligner que la population autochtone parlait le bas-allemand et écrivait le haut-allemand. Cette situation de diglossie en milieu rural persiste jusqu'à aujourd'hui sous la forme caractéristique d'une utilisation durable de deux langues différentes, l'une étant réservée à l'écrit et l'autre à l'oral⁴. Il est à noter que, dans les villes du XVIII^e siècle, la couche sociale supérieure disposait d'une compétence en langue française dont les huguenots pouvaient sans le moindre doute tirer profit. On peut enfin constater des différences au plan démographique. Le dynamisme de l'acculturation des migrants était indubitablement facteur du rapport du nombre des réfugiés à la population autochtone⁵. Ainsi, autour de 1700, c'étaient environ 5500 réfugiés qui vivaient à Berlin, soit 18% de la po-

⁴ Cf. Charles A. FERGUSON, Diglossia, dans: *Word* XV (1959), p. 325–340.

⁵ Sur la question de l'influence du rapport entre majorité et minorité sur le processus d'acculturation et de changement linguistique cf. Manuela BÖHM, Der Sprachwechsel der Hugenotten im ländlichen Raum. Die französischen Kolonien Strasburg/Uckermark und Friedrichsdorf/Taunus im Vergleich, dans: Sabine BENEKE, Hans OTTOMEYER (dir.), *Zuwanderungsland Deutschland. Die Hugenotten* [Ausstellung, Deutsches Historisches Museum, Berlin, 22. Oktober 2005 bis 12. Februar 2006], Berlin 2005, p. 127–133.

pulation totale de la ville, contre 5% en 1685 et 15% en 1690. Cela signifie, autrement dit, qu'au début du XVIII^e siècle, près d'un Berlinois sur cinq était de souche française⁶.

Le changement du français à l'allemand est répertorié dans les dossiers officiels des consistoires des Églises huguenotes de Brandebourg et de Berlin. Les »Livres de délibérations du consistoire« de la petite ville de Strasburg/Uckermark et de Battin, village situé à environ 40 km de distance de Strasburg, passèrent à l'allemand en 1818. Ce n'est en revanche qu'en 1852 que le consistoire de la communauté berlinoise commença à rédiger ses procès-verbaux en allemand. Les »Registres de baptêmes, de mariage et des morts« sont dressés en français jusqu'à 1844 à Strasburg/Uckermark, et jusqu'à 1850 à Battin. À Berlin, ce n'est qu'à partir de 1896 qu'on a utilisé la langue allemande pour ces actes. On voit bien se dessiner là une différence entre ville et campagne. Cependant, on ne peut pas réellement en tirer de conclusion concernant la langue véhiculaire d'une colonie, c'est-à-dire celle qui est utilisée pour la communication de tous les jours, qu'elle soit orale ou écrite, au sein de la communauté huguenote.

Ce changement de langue écrite officielle représente un tournant purement formel; il marque seulement la fin d'une longue histoire d'acculturation, qui a vu le changement d'identité de la première génération de réfugiés s'opérer à la suite de leurs expériences de la persécution, de la fuite et d'un nouveau départ dans leur vie brandebourgeoise.

Le processus d'adaptation sociale et linguistique des migrants à la population indigène s'est fait sentir, remarquer et entendre bien avant le XIX^e siècle. C'est peut-être pour cette raison que le changement de langue dans les documents officiels et religieux s'est très souvent fait sans commentaire et pour ainsi dire dans l'indifférence. Il semble donc beaucoup plus intéressant, non seulement d'un point de vue linguistique mais même d'un point de vue historique, de s'interroger sur ce qui a précédé cet entérinement formel du changement linguistique. La question est donc de savoir quand et de quelle manière langue véhiculaire et langue vernaculaire sont passées du français à l'allemand. Je voudrais m'appuyer ici sur les exemples déjà évoqués de Berlin, Strasburg/Uckermark et Battin pour y apporter des éléments de réponse.

⁶ Cf. Jürgen WILKE, *Zur Geschichte der französischen Kolonie*, dans: BREGULLA (dir.), *Hugenotten in Berlin* (voir n. 1), p. 66. Cette omniprésence du français s'effacera au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, lorsque Berlin accueillera principalement des migrants germanophones (Brandebourgeois, Prussiens orientaux, Silésiens, Saxons), mais aussi des migrants parlant des langues slaves, comme les Bohémiens et les Polonais; cf. Helga SCHULTZ, *Berlin 1650–1800. Sozialgeschichte einer Residenz. Mit einem Beitrag von Jürgen Wilke*, Berlin ²1992, p. 188–194; JERSCH-WENZEL, JOHN (dir.), *Von Zuwanderern zu Einheimischen* (voir n. 1).

3. Facteurs déterminants

La microanalyse de la situation socio-culturelle et linguistique de ces trois colonies suggère non seulement que le processus de changement de langue s'est étendu sur une période longue, mais aussi qu'il a eu lieu, selon les domaines (Église, école, consistoire, etc.) à des moments différents. D'où ma deuxième hypothèse: il n'y a pas *un* changement linguistique. Celui-ci varie selon le contexte socio-historique, selon qu'il s'agit de langage parlé ou de langage écrit, selon les sortes de textes, et selon les domaines d'activité.

3.1. Le contexte socio-historique

Évoquant le changement de langue, le sociolinguiste Uriel Weinreich définit ce dernier comme »the change from the habitual use of one language to that of another«, et en déduit que les aspects sociaux de ce processus devraient faire partie d'une linguistique de contact⁷.

La Colonie française de Berlin, la plus grande du refuge brandebourgeois, constitue l'exemple type de ce qu'on appelle une colonie mixte. Elle accueillait principalement des réfugiés venus des villes de Metz, Sedan et Paris. Cependant, un grand nombre d'entre eux était également issu de zones plus rurales, notamment des campagnes du Languedoc⁸.

Au début du XVIII^e siècle, la Colonie française de Berlin ressemblait à une société française en miniature. Presque toutes les professions d'une communauté urbaine française y étaient représentées⁹. Le contexte culturel y était de surcroît favorable aux Français: la ville de Berlin constituait le centre intellectuel de la Prusse, et abritait la résidence des rois prussiens, dont le plus illustre avait imposé non seulement une cour à la française, mais toute une culture francophile et francophone. Les réfugiés huguenots demeurant à Berlin avaient conscience d'être une part importante d'un processus de transfert culturel. Venant d'une nation phare, parlant la *lingua franca* de la république des lettres, leur identité s'alimentait du prestige social de la culture française.

La situation des réfugiés s'établissant en Marche Ukraine était bien différente. Cette région, avec son paysage sableux et ses structures agraires, voire féodales, était, au moment de leur arrivée, encore exsangue des ravages de la guerre de Trente Ans. Les réfugiés qui s'établirent dans cette zone du nord du

⁷ Cf. Uriel WEINREICH, *Languages in Contact*, La Hague 1953, p. 68.

⁸ Cf. Émilie COQUE, *La première génération de réfugiés huguenots à Berlin. Étude des catégories socioprofessionnelles et des lieux d'origine (1672–1809)*. Mémoire de maîtrise, Toulouse 2005, p. 43–49.

⁹ Jürgen WILKE, *Die Französische Kolonie in Berlin*, dans: SCHULTZ (dir.), *Berlin 1650–1800* (voir n. 6), p. 361 et 363.

Brandebourg repeuplèrent des villages abandonnés. À Großziethen et Kleinziethen ce furent les réfugiés qui rebâtirent les villages¹⁰. Mais même ici, dans le plat pays du Brandebourg, les colonies évoluèrent différemment.

Une colonie est fondée dans le village de Battin en 1688. Il s'agissait d'une colonie de paysans, qui se composait de sites très nombreux et dispersés, et dont les habitants étaient en contact relativement étroit avec les autochtones. C'est à peu près à la même époque que s'installa dans la petite ville de Strasbourg un groupe de Wallons qui avait auparavant résidé dans le Palatinat et dans la Hesse. Ils restèrent relativement isolés de leur environnement allemand, trouvant leur subsistance dans la production de tabac et l'artisanat rural. Aussi différentes les situations de départ ont-elles pu être, elle se rejoignaient sur un point qui les différenciait manifestement de Berlin: leur langue maternelle, le français, n'était pas comprise par la population indigène.

Dans les trois colonies, à partir de la deuxième génération, des changements culturels commencèrent à s'opérer. La régression de la compétence linguistique en français en fut l'un des premiers indices.

3.2. Langage parlé et langage écrit

En ce qui concerne le changement linguistique chez les huguenots, il manque encore aujourd'hui une étude systématique et structurale qui, d'une manière comparative, mette en évidence les rouages d'un processus extrêmement complexe. Il faut souligner que de tels processus sont des phénomènes de longue durée, s'étendant sur plusieurs générations, et que c'est en tant que tels qu'il faut les analyser. Les concepts élaborés par la linguistique de contact partent de l'idée qu'un changement de langue est toujours un processus de construction et de réduction du multilinguisme.

Pour les huguenots du Brandebourg, il faudrait donc commencer par reconstruire un unilinguisme français de la première génération, en poursuivant avec l'analyse du multilinguisme (français/allemand) temporaire de leurs descendants et, pour finir, examiner l'unilinguisme allemand qui en constitue le point d'arrivée.

Si cette manière de procéder rend bien justice à la temporalité du processus de changement linguistique, en revanche, on peut objecter à la notion d'unilinguisme qu'elle suggère une homogénéité du locuteur ou scripteur. En l'occurrence, les réfugiés francophones étaient tout sauf unilingues. Non seulement ils disposaient du français standard du XVII^e siècle, qu'ils avaient acquis par l'instruction religieuse, notamment par l'étude de la Bible, mais ils

¹⁰ Cf. WEISS, Histoire (voir n. 1), p. 87.

maîtrisaient également un certain nombre de parlers locaux (parlers régionaux, langues urbaines, dialectes français, occitans et wallons et patois).

Pour une analyse linguistique historique, la reconstruction de la langue parlée représente toujours un problème particulier dans la mesure où la langue parlée d'une époque passée n'est plus directement accessible à l'analyse. Pour chercher à résoudre ce problème méthodologique, on peut essayer de reconstruire l'oralité sur la base de sources manuscrites. On peut notamment, dans une certaine mesure, détecter des incorrections grammaticales et des phénomènes d'interférence qui apparaissent dans la langue écrite, et sont susceptibles d'être issus de la langue parlée.

Cette méthode permet de constater, en s'appuyant sur une analyse de »Registres de délibération du consistoire«, que les colons de Strasbourg parlaient déjà le bas-allemand autour de 1750, et que le processus de changement de langue était achevé dans les années 1770. À Batten, l'usage du bas-allemand s'était répandu bien plus tôt; on en trouve des exemples dès les années 1720. Pour Berlin, Frédéric Hartweg a constaté que beaucoup de huguenots de la deuxième génération ne disposaient déjà plus d'une compétence en français, ou seulement de manière passive. Il constate en règle générale un bilinguisme asymétrique¹¹.

On voit ainsi que l'évolution de la langue parlée et celle du langage écrit se font avec un très grand écart temporel. On comprend mieux cet écart lorsqu'on se penche sur la pratique de l'écriture qu'illustrent notamment les archives de la Colonie.

3.3. *Types de textes*

Si l'on s'intéresse aux dates des passages allemands dans les écrits du pasteur ou du consistoire, on peut constater que l'utilisation de la langue allemande dépend du type de texte concerné. En règle générale, les »Registres de délibération du consistoire« passèrent plus tôt à l'allemand que les »Livres de baptême, de mariage et de morts«.

Mes études sur Strasbourg ont même montré que, sur l'ensemble des archives disponibles, toute une série de textes ont été rédigés en allemand à partir de 1808, donc bien avant le changement officiel de 1818. Le choix du français ou de l'allemand dépendait du type de texte auquel on avait affaire et de sa desti-

¹¹ Cf. Frédéric HARTWEG, *Die Hugenotten und Deutschland. Eine Minderheit zwischen zwei Kulturen*, dans: Rudolf von THADDEN, Michelle MAGDELAINE (dir.), *Die Hugenotten 1685–1985*, München 1985, p. 173; ID., *Die Hugenotten in Berlin*, dans: ID., Stefi JERSCHWENZEL (dir.), *Die Hugenotten und das Refuge. Deutschland und Europa, Beiträge zu einer Tagung*, Berlin 1990, 1–56, ici p. 31.

nation. Plus le texte avait un caractère officiel et public, plus était grande la probabilité qu'il soit rédigé en français.

3.4. Caractère du changement linguistique

Si l'on considère donc tous ces paramètres (contexte socio-historique, langage parlé ou langage écrit, type de texte), on voit qu'il n'y a pas eu de changement de langue général et brusque. Il s'est bien plutôt agi d'un long processus d'abandon du français qui, selon les domaines, a duré plus ou moins longtemps.

Il y a un angle sous lequel les trois colonies se ressemblent: autour des années 1760, la perte du français n'a pas laissé indifférents les consistoriaux locaux, qui tentèrent de pallier cette évolution. Dès lors, l'instruction scolaire fut considérée comme le principal rempart contre l'érosion du français. La question est donc de savoir de quelle manière les enfants acquièrent le français dans les colonies rurales. Où et comment l'acquisition de la langue allemande a-t-elle eu lieu?

4. L'acquisition du français et de l'allemand dans les écoles françaises

L'école est un lieu privilégié pour la transmission des pratiques sociales et culturelles d'une communauté. L'instruction d'une langue constitue toujours une forme de politique linguistique, occupant ainsi une fonction stratégique du point de vue de la conservation de l'identité d'une communauté, et ce d'autant plus que cette dernière se trouve en situation de minorité.

À la fin des années 1760, la baisse de la compétence en français au sein de la Colonie commença à faire l'objet de discussions au consistoire berlinois. Pour les dirigeants de l'Église française de Berlin, ces transformations linguistiques s'assimilaient à une menace. Les débats sur la langue française qui s'ensuivirent furent dominés par deux arguments récurrents qui tendent à souligner à quel point le français servait de ciment à différents éléments constitutifs de l'identité huguenote. Tout d'abord, le français avait une fonction symbolique en tant que «langue des pères», ces pères qui avaient eu le courage de quitter leur pays au nom de la liberté de religion et de conscience, bravant les risques de la clandestinité et de l'inconnu qui les attendait ailleurs. En outre, le français distinguait les réfugiés et leurs descendants de leurs concitoyens de «nationalité allemande»: il était ainsi brandi comme la garantie de l'existence et du maintien de la Colonie. Cela n'empêcha pas que, à partir des deuxième et troisième générations, les réfugiés eurent de plus en plus de mal à comprendre

la langue de leurs ancêtres, au point que nombre d'entre eux quittèrent leur paroisse pour rejoindre l'Église réformée allemande parce qu'ils ne comprenaient pas les sermons et autres actes religieux effectués en français. Pour faire face à cette situation, on aurait pu envisager de proposer des offices germanophones pour les réfugiés, des éditions bilingues de la bible, et surtout une instruction scolaire et religieuse bilingue. Mais les dirigeants de l'Église française s'opposèrent autant qu'ils le purent à l'adoption de l'allemand comme langue de culte, de peur de perdre à terme le statut privilégié de la Colonie¹².

Dans un mémoire publié anonymement et rédigé par le pasteur berlinois Frédéric Reclam à l'occasion de la confirmation des privilèges de 1685 par Frédéric Guillaume II en 1787, l'auteur affirme que la langue allemande est *devenue aussi universelle & par conséquent aussi nécessaire à savoir & à parler, que la langue française*¹³.

Mais il va de soi, selon Reclam, que cette soi-disant universalité de l'allemand n'a pas la valeur que le français pouvait avoir pour les huguenots. Il insiste sur le fait que la politique linguistique et la fixation sur le français – défendues par les différentes institutions religieuses huguenotes dominantes – ont été, durant près d'un siècle, soutenues par les princes régnants de Brandebourg-Prusse:

*si nos Souverains n'avoient pas maintenue les Colonies sur le pied où les mit Le Grand Électeur, il est sûr que le françois seroit moins communément parlé parmi nous qu'il ne l'est aujourd'hui, mais le Collège françois de Berlin, les écoles, les maisons d'éducation que les François ont fondées, tant ici que dans plusieurs villes considérables des Provinces, nous fournissent les moyens d'apprendre, presque aussi aisément que notre langue maternelle, une langue, dont le négociant, l'homme de lettres, l'homme d'affaires, l'homme qui vit dans le grand monde ne sauroient se passer*¹⁴.

Dans ce mémoire, Reclam fait allusion aux écoles supérieures des grandes villes, comme le *Collège François* ou la *Maison des Orphelins* de Berlin, où la langue française était relativement bien protégée, et où les écoliers faisaient leurs études dans un environnement francophone bien préservé. L'analyse de l'instruction linguistique telle qu'elle était dispensée à la *Maison des Orphelins* de Berlin montre que, jusqu'au début du XIX^e siècle, le français était bien langue d'enseignement, langue enseignée et langue parlée au sein de

¹² À ce propos voir les deux articles de Frédéric HARTWEG, Influence culturelle et intégration linguistique du refuge huguenot à Berlin au XVIII^e siècle, dans: Le refuge huguenot en Allemagne. Table ronde des 23 et 24 mars 1981, publ. par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine du CNRS, Paris 1981, p. 47–55; ID., Französisch als Kultsprache? Zur Sprachpolitik der französisch-reformierten Kirche in Berlin 1744–1814, dans: Beiträge zur Romanischen Philologie 34 (1985), p. 5–42.

¹³ [Frédéric RECLAM], Lettre à un ami de Genève sur la Constitution et la prospérité des Colonies Françaises dans les États du Roi, Berlin [1788], p. 13.

¹⁴ Ibid.

l'établissement. Mais il faut souligner que, dès les années 1760, les écoliers bénéficiaient d'une instruction bilingue, apprenant la lecture et l'écriture française et allemande. Ce n'est que vers 1825 que les modes d'acquisition du français changèrent et que l'apprentissage du français devint celui d'une langue étrangère¹⁵.

À partir des années 1750, les enfants des colonies de Strasburg et Battin commencèrent à perdre leur français. Dès lors, l'acquisition du français dans le cadre de l'école de la Colonie devint problématique. Contrairement à la *Maison des Orphelins* berlinoise, l'école de Strasburg ne misa pas sur une instruction bilingue, mais renforça au contraire l'instruction française.

La comparaison de la situation scolaire entre ces trois écoles conduit à ma troisième hypothèse: dans les débuts du refuge, l'acquisition de l'allemand (haut-allemand ou bas-allemand) s'opère en dehors des écoles, de manière non contrôlée et uniquement à l'oral. À partir des années 1760 à Battin et 1790 à Strasburg, la compétence en français est réduite aux contextes liturgiques et donc passive.

Dans le règlement pour les écoles françaises qu'il publia en 1764, Frédéric II ordonnait que l'enseignement de la lecture et de l'écriture dans les colonies huguenotes se fit en français et en allemand. Le consistoire de Strasburg passa outre cet ordre et décréta que le français devait être langue enseignée et langue d'enseignement. Dans les règlements de cette école datant de 1753, l'usage de l'allemand fut interdit:

*Il ne souffira [sic] point que les enfants de la Colonie fran: parlent allem: en sa [le maître] presance, [il] les chatiera severement s'ils s'en avisent. Ont ils quelque chose à lui dire, et qu'ils ne puissent pas l'exprimer, il faut que qu'ils lui demandent permission de le dire en allem: et alors le Maitre leur dira en françois coment ils doivent s'exprimer*¹⁶.

À Battin, la situation est similaire en ce qui concerne la dégradation du français chez les jeunes de la colonie. En 1762, le pasteur Jacob Roux de Battin se plaignait de *l'extrême ignorance de la jeunesse à l'égard de la langue française*¹⁷. Ici, le consistoire misa également sur l'école. On imposa donc le catéchisme français tous les mercredis et samedis matins: la lecture se faisait en français, mais l'explication de termes théologiques ainsi que la lecture de cer-

¹⁵ Cf. Manuela BÖHM, *Akkulturation und Mehrsprachigkeit am Waisenhaus der Französischen Kolonie in Berlin um 1800*, dans: Ute TINTEMANN, Jürgen TRABANT (dir.), *Sprache und Sprachen in Berlin um 1800*, Berlin 2004, p. 33–54. À propos de l'instruction huguenote de Berlin voir la thèse en parution de Franziska ROOSEN, *Soutenir notre Église. Huguenottische Bildungskonzepte und Erziehungseinrichtungen im Berlin des 18. Jahrhunderts* (université Ludwig-Maximilian de Munich).

¹⁶ Archiv Französischer Dom zu Berlin (= AFRD) Rep. 32a–6254 (1703–1781), fol. 29r.

¹⁷ Ibid., Rep. 02–5084 (1697–1876), Bd. 2, fol. 121r.

tains passages de la Bible, en allemand. L'apprentissage du français était limité au texte du catéchisme de Heidelberg traduit en français.

Il est malheureusement impossible de repérer à partir de quel moment les enfants apprirent en parallèle l'allemand et le français. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1798, un maître d'école de Battin est critiqué par le consistoire pour avoir enseigné uniquement le français dans une école d'un village lié à Battin¹⁸. Il serait exagéré d'en conclure à une prédilection générale pour l'instruction bilingue. Mais il est incontestable que l'instruction bilingue a été introduite bien plus tôt à la *Maison des Orphelins* de Berlin, et probablement également à Battin, qu'à Strasburg. De plus, c'est à partir de 1762 à Battin, et de 1796 à Strasburg, que l'instruction en français se trouva limitée à la seule lecture des textes liturgiques, notamment le catéchisme, les prières et les psaumes.

Il est tout à fait imaginable que la rigidité du consistoire de Strasburg vis-à-vis de l'allemand ait pu contribuer à ce que l'école française ne soit réunie à l'école luthérienne qu'en 1832, alors que ce fut le cas dès 1810 à Battin. Si ces mesures de défense du français pouvaient sembler compréhensibles du point de vue des consistoires, leur utilité pour la formation et l'entretien d'une langue courante pouvait laisser à désirer, en particulier au plan lexical et stylistique. Ainsi, le français est acquis comme une langue étrangère. En ce qui concerne l'acquisition de l'allemand à Battin et à Strasburg, ce n'est que lorsque les écoles commencèrent à l'enseigner que les enfants acquirent le haut-allemand sous la forme écrite.

5. Un français apatride

Mes résultats actuels montrent que les huguenots des colonies rurales, autant que ceux des colonies urbaines, ont des connaissances en allemand à partir de la deuxième, ou au plus tard de la troisième génération. Les différences portent tout au plus sur la question de l'acquisition de l'allemand comme première langue à partir de la deuxième ou de la troisième génération. Pour le français, la palette des écarts est repérable au respect plus ou moins strict des normes du français. Il est remarquable que, dans les sources manuscrites, on puisse repérer à quel point l'orthographe, la syntaxe et la morphologie du français écrit par les huguenots différaient des normes fixées par les dictionnaires et grammaires de leur époque. Dès le XVIII^e siècle, le »style réfugié« ou »style colon« faisait débat sous la plume de Voltaire, Prémontval ou Laveaux. Dans l'analyse des traits caractéristiques du français huguenot, il est essentiel de

¹⁸ Ibid., fol. 201r.

faire la part de la diffamation à la Prémontval ou Laveaux d'une part, et des observations linguistiques bien fondées d'autre part.

Pour définir en quoi pourrait consister un français huguenot d'un point de vue purement linguistique, j'ai analysé les usages des rédacteurs des »Registres de délibérations du consistoire« de Battin, Berlin et Strasburg. Cette analyse n'est pas encore toute à fait achevée, mais elle permet d'ores et déjà de présenter une hypothèse: dans les petites colonies rurales, où le français a perdu sa fonction de langue d'usage courant, on relève un français anachronique qui n'absorbe plus, ou seulement de manière retardée, les transformations qui se produisent sur le sol français.

C'est au cours du XVII^e et au début du XVIII^e siècle que se sont établis les principes orthographiques qui constituent les normes du français actuel. Il ne s'agit bien sûr pas d'un processus uniforme et cohérent: cette normalisation a été influencée par différents courants. Les débats entre grammairiens et la coexistence d'orthographe différentes cédèrent finalement à une codification reprise dans le »Dictionnaire de l'Académie française«.

Les scripteurs de ces »Registres« étaient le plus souvent, à Strasburg et Battin, les pasteurs. À Berlin, cette tâche revenait aux secrétaires. En commençant à la fondation de la Colonie et en remontant jusqu'au moment du changement linguistique, on peut, de 25 ans en 25 ans, discerner les caractéristiques orthographiques, grammaticales et lexicales, pour les comparer avec les usages du français écrit de l'époque.

Pour effectuer cette comparaison, je me réfère ici aux différentes éditions du »Dictionnaire de l'Académie française« qui retient les *règles prescriptives*. Il est évident que ce dictionnaire ne rend pas bien compte des règles d'usage. Cette distinction entre *surnorme* et *norme*, introduite par J. Garmadi et A. Lodge, permet d'éclairer les problèmes suscités par la divergence et la variation linguistiques. D'après Lodge, la *surnorme*, en tant que codification explicite, ne tolère pas de variation, et exige une uniformité linguistique. En revanche, il définit la *norme* comme un stock de structures linguistiques communes, ou imbriquées, auxquelles les locuteurs d'une même communauté linguistique souscrivent à des degrés divers, sans pourtant exclure la variabilité¹⁹. Pour comparer les résultats des analyses orthographiques et grammaticales des »Registres« de Berlin, Strasburg et Battin avec les normes françaises de l'époque, il s'agira dans un second temps de les mettre en parallèle avec des épreuves d'écriture d'un »Registre« d'une communauté réformée, rédigé en France et à la même époque.

Les secrétaires berlinois avaient, en règle générale, une orthographe plus moderne que les pasteurs de Battin et Strasburg. On trouve assez tôt à Berlin

¹⁹ Anthony LODGE, *Le français. Histoire d'un dialecte devenu langue*, traduit de l'anglais par Cyril Veken, Paris 1997, p. 206–208.

des orthographes que l'Académie française n'imposera comme norme que tardivement. Cela n'a rien de très étonnant car jusqu'en 1740 au moins, l'Académie a favorisé une orthographe relativement conservatrice, c'est-à-dire étymologique.

Deux exemples devraient permettre d'illustrer ceci.

Dans les »Registres« de Battin et de Strasburg, certains substantifs sont orthographiés avec une »orthographe ancienne«, c'est-à-dire avec un »y« au lieu d'un »i« en fin de mot.

C'est le cas à Battin avec les mots »l'envoy« (jusqu'à 1804)²⁰, »proye« (jusqu'à 1806)²¹ et »voye« (jusqu'à 1807)²². Ce maintien tardif du »y« est également attesté à Strasburg, jusqu'en 1817, mais uniquement dans le mot »May«²³.

L'orthographe avec »y« plutôt que »i« restait fidèle à la racine latine. À partir de 1740, le »Dictionnaire« préconisa d'écrire des mots comme »may«, »quoy«, »Roy« »luy« avec un »i«.

Le deuxième exemple porte sur l'utilisation différenciée de »u« et »v« selon qu'il s'agit d'une qualité de voyelle ou de consonne. À Battin, ces caractères étaient utilisés de manière indifférenciée jusque dans les années 1720, par exemple dans »abvuenir« (»avenir«) et »nouueaux« (»nouveaux«)²⁴; à Strasburg, on trouve »commvnion« en 1720²⁵. Des historiennes de l'orthographe comme Nina Catach ou Liselotte Biedermann-Pasque considèrent que l'emploi de ces caractères comme voyelle ou comme consonne constitue un moyen clé de discriminer une orthographe moderne. Cette différenciation s'effectue au dernier tiers du XVII^e siècle. Des comparaisons avec des textes issus de France devront montrer si ces phénomènes peuvent être attribués à la situation linguistique particulière du refuge brandebourgeois, ou s'il s'agit d'une orthographe et d'une graphie également répandues en France à l'époque.

En ce qui concerne le vocabulaire, Strasburg, mais surtout Battin, fournissent de nombreux exemples dont le »Dictionnaire de l'Académie française« dit: *ce terme n'est guère d'usage*. Pour la grammaire et la syntaxe, les fautes d'accord en nombre et sexe, de préposition, de concordance et d'une syntaxe allemande dans les phrases françaises s'accumulent surtout à Strasburg à partir des années 1750²⁶. Pour la grammaire et la syntaxe, les fautes de concordances

²⁰ AFRD (voir n. 16), Rep. 02-5084 (1697-1876), Bd. 2, fol. 219r.

²¹ Ibid., fol. 223r.

²² Ibid., fol. 219r.

²³ Ibid., Rep. 32a-6255 (1782-1824), fol. 62v.

²⁴ Ibid., Rep. 02-5084 (1697-1876), Bd. 2, fol. 35r.

²⁵ Ibid., Rep. 32a-6254 (1701-1781), fol. 39r.

²⁶ Voici quelques exemples de tournures fautives: *Les annonces seront publiez pendant 3 Dimanches consecutif*, AFRD, Rep. 32a-6254, fol. 14r; *Ester Castillon [et] Marie Roger [...] se sont présenter à la Compagnie*, AFRD, Rep. 32a-6254, fol. 18r; *Notre Eglise est reputée etre sans pasteur*, AFRD Rep. 32a-6254, fol. 64r.

dans les phrases françaises, une syntaxe allemande et des fautes de prépositions s'accumulent surtout à Strasburg à partir des années 1750.

À partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les pasteurs des colonies rurales semblent avoir des difficultés de plus en plus grandes à maintenir leur compétence en français à un niveau correspondant au bon usage et aux normes valables en France. L'opportunité d'entretenir un français vivant s'y présentait vraisemblablement moins qu'à Berlin.

6. Conclusion

L'analyse montre donc que la modélisation unidimensionnelle du changement linguistique sous la forme unilinguisme → bilinguisme → unilinguisme n'éclaire pas suffisamment les aspects du passage du français à l'allemand. Chez les réfugiés huguenots, celui-ci s'opère dans un champ multidimensionnel défini par des situations qui varient selon les paramètres suivants: oral/écrit, types de textes, domaines d'action linguistique, acquisition linguistique formelle/non dirigée. Ce processus ne s'opère pas partout au même moment, et il fonctionne à plusieurs niveaux, mais, aussi locales que puissent être ses caractéristiques, il n'en concerne pas moins le refuge dans son ensemble.

La recherche sur l'acquisition linguistique est loin de pouvoir en faire le tour; non seulement la recherche sur le multilinguisme et celle sur le contact de langues, mais aussi l'histoire sociale et l'histoire culturelle sont requises pour en éclairer les mécanismes.

Changer de langue, ce n'est pas seulement passer d'une langue à l'autre, c'est aussi, lentement, partir, et arriver.

Deutsche Zusammenfassung

Im vorliegenden Beitrag wird der Sprachwechselprozeß der Hugenotten vom Französischen zum Deutschen im brandenburgischen Refuge näher beleuchtet. Die Überlegungen, die die Grundlage einer im Entstehen begriffenen Dissertation über Akkulturation und Sprachwechsel der Hugenotten zwischen 1672 und 1754 im Berlin-brandenburgischen Raum bilden, münden in vier Thesen, die unterschiedliche Perspektiven auf diesen Sprachwechselprozeß eröffnen. Ausgangsthese ist, daß sich der Sprachwechsel auf dem Land in seiner Zeitlichkeit, aber auch hinsichtlich der Art und Weise des Übergangs von der französischen zur deutschen Sprache von dem in der Stadt signifikant unterscheidet. Anhand der drei französischen Kolonien Berlin, Strasburg/Uckermark und Battin werden drei Parameter (sozio-historischer Kontext, Mündlichkeit/Schriftlichkeit und Textsorten) als den Sprachwechsel maßgeblich bedingende Faktoren herausgearbeitet. Damit wird versucht, dem statischen Modell des Dreischritts von der französischen Einsprachigkeit der Migranten über eine mehr oder minder symmetrische französisch-deutsche Zweisprachigkeit zu einer deutschen Einsprachigkeit der Hugenottennachfahren ein dynamisches Modell entgegenzusetzen, das je nach sozialer Situation der Gemeinschaft, ihrer sprechsprachlichen Orientierung, ihrem Spracherwerb und den verschiedenen Domänen, in der Sprache konstitutiv ist (wie Kirche, Schulunterricht etc.), unterschiedliche Sprachwechselszenarien offenbart. Die stark an hugenottische Identität und spezifische Selbst- und Fremdwahrnehmung gebundene französische Sprache bleibt vom Sprachwandel innerhalb der drei analysierten Kolonien selbstverständlich nicht unberührt. Es zeigt sich, daß das Französische als »Sprache ohne Hinterland« vor allem in den Kolonien des ländlichen Refuge viel stärker Tendenzen zur retardierten Modernisierung und zum Funktionsverlust zeigt als in der urbanen, im 18. Jahrhundert von Frankophonie und Frankophilie geprägten Metropole Berlin.

VIVIANE ROSEN-PREST

HISTORIOGRAPHIE ET INTÉGRATION CULTURELLE

L'exemple des »Mémoires des Réfugiés« d'Erman et Reclam

Pour observer le degré d'intégration d'une communauté, l'un des moyens dont on dispose est d'observer quelle historiographie elle a produite. Or, en Prusse, c'est à la fin du XVIII^e siècle, un siècle environ après la proclamation de l'édit de Potsdam, qu'est apparue une historiographie extrêmement intéressante. Il s'agit des »Mémoires pour servir à l'Histoire des Réfugiés François dans les Etats du Roi«, des pasteurs berlinois Erman et Reclam, neuf petits volumes in-octavo, publiés à Berlin entre 1782 et 1799¹. Cet ouvrage fameux constitue un important indicateur de l'acculturation accomplie en un siècle par les huguenots de Prusse. En effet, si le livre a pour objet les premiers temps du Refuge et leurs effets sur le Brandebourg-Prusse, les auteurs s'adressent à leurs contemporains, dont ils veulent être à la fois les archivistes et la conscience. En un temps où la Colonie présente des signes d'assimilation de plus en plus marqués, leur livre constitue un appel à réveiller les valeurs anciennes. Mais la manière dont est formulé cet appel, toute la facture de l'ouvrage, bien loin de refléter l'esprit des premiers réfugiés, porte nettement la marque de l'*Aufklärung* allemande.

Après une brève esquisse du contexte historique et biographique, l'étude sera centrée sur deux aspects: l'impact que les auteurs ont cherché à avoir sur les huguenots de leur époque en un temps de doutes et de mutations identitaires; et la place de l'ouvrage dans l'évolution idéologique à l'époque de l'*Aufklärung*, ce qui permettra de mesurer le chemin parcouru en un siècle par ces enfants d'exilés.

Les »Mémoires des Réfugiés«, d'Erman et Reclam, ne sont pas le premier ouvrage ayant pour objet le Refuge en Brandebourg-Prusse. En 1690, le juge Charles Ancillon, fils du pasteur David Ancillon de Metz, fit paraître sur le

¹ Jean-Pierre ERMAN, Pierre-Christian-Frédéric RECLAM, *Mémoires pour servir à l'Histoire des Réfugiés Français dans les Etats du Roi*, 9 vol., Berlin 1782–1799; cf. Viviane ROSEN-PREST, *L'historiographie des huguenots en Prusse au temps des Lumières. Entre mémoire, histoire et légende*: J.P. Erman et P.C.F. Reclam, *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés françois dans les États du Roi (1782–1799)*, Paris 2002 (*Vie des huguenots*, 23).

même sujet un petit livre², volontairement concis³, de quatre cents pages in-16°. Publié cinq ans après la proclamation de l'édit de Potsdam et deux ans après l'avènement de l'électeur Frédéric III, auquel il est dédié, en un temps où la persécution n'avait pas cessé en France, il était donc rédigé sur le vif. Ses objectifs explicites étaient, en premier lieu, de répondre aux calomnies des *Persécuteurs* qui voulaient faire croire que les réfugiés *erroient & qu'ils menoient une vie languissante pour intimider ceux qui restent* et leur ôter l'envie de sortir du pays; d'autre part de combler une lacune: selon l'auteur, si l'éloge des réfugiés avait été écrit plusieurs fois, presque personne n'avait fait celui de *notre Bienfaiteur*; or c'était un devoir de gratitude⁴. Une gratitude qui n'hésite pas devant les formulations les plus excessives:

*Votre Altesse Electorale a surmonté la fortune de ces Malheureux, Elle leur a donné de nouvelles destinées, Elle les a, pour ainsi dire, créés de nouveau, en les tirant du néant, où ils allaient infailliblement retomber; & l'on peut dire qu'en cela, Elle a imité Dieu*⁵.

L'édit de Potsdam est un *Evangile nouveau* et les États de l'électeur sont la *Vallée de Bénédiction*⁶. Tout le mérite de la réussite est du côté du Prince. Bien loin d'être donnés en modèles, les réfugiés sont de pauvres assistés, dont les défauts sont parfois critiqués, et le texte suggère d'amples difficultés allant jusqu'au «chaos» que seul un tel prince pouvait vaincre:

*Le grand nombre de personnes qu'il falloit établir, les différens Métiers dont chacun faisoit Profession, le génie & les inclinations de ceux qu'il falloit satisfaire, & les mesures qu'il falloit prendre pour y réussir, les inquiétudes & les inconstances de quelques-uns, qui rompoient souvent celles qu'on avoit prises [...] faisoient un cahos [sic] qu'il sembloit impossible de débrouïller tant il étoit confus, & peut-être l'eut-il été à tout autre qu'à celui qui l'a entrepris, ce Dedale nouveau demandoit un nouveau Thésée*⁷.

Un siècle plus tard, le contexte était bien différent. Vers 1780, la Colonie française de Brandebourg-Prusse était à un tournant de son histoire. En cette fin de siècle, toutes les institutions garanties par les privilèges étaient encore en place; et pourtant, il existait une cassure entre les couches populaires, dont l'assimilation était avancée, comme l'attestent le nombre de mariages mixtes⁸

² Charles ANCILLON, *Histoire de l'établissement des François refugiez dans les Etats de Son Altesse Electorale de Brandebourg*, Berlin 1690.

³ *La Nature qui est toute entière dans ses moindres ouvrages, nous apprend qu'il n'y a point d'artifice plus considérable que celui qui renferme beaucoup en peu d'espace*, *ibid.*, p. 12.

⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁵ *Ibid.*, épître dédicatoire, troisième page.

⁶ *Ibid.*, p. 23.

⁷ *Ibid.*, p. 215.

⁸ Voir Eckart BIRNSTIEL, Andreas REINKE, *Hugenotten in Berlin*, dans: Stefi JERSCH-WENZEL, Barbara JOHN (dir.), *Von Zuwanderern zu Einheimischen. Hugenotten, Juden, Böhmen, Polen in Berlin*. [Avec les contributions de] Eckart Birnstiel und Andreas Reinke,

et les pratiques linguistiques⁹, et l'élite de la Colonie à Berlin et dans quelques grandes villes, bourgeoisie cultivée et noblesse, qui s'exprimait en français, fréquentait les milieux allemands largement francophones, et possédait un solide esprit de corps tout en étant consciente des fragilités de la Colonie. Les autorités ecclésiastiques étaient inquiètes: elles voyaient la fréquentation des églises françaises diminuer, mais résistaient farouchement, en tous cas à Berlin, à l'introduction de cultes en allemand, ce qui les mettait dans des situations inextricables, par exemple pour la gestion de l'aide aux nécessiteux qui, bien que d'origine réfugiée, ne fréquentaient plus les églises françaises, faute de comprendre les sermons¹⁰. Les pasteurs Erman et Reclam, tous deux membres du Consistoire de Berlin, puis, pour Erman, du Consistoire supérieur, étaient parfaitement au fait de ces difficultés.

Or, aux approches du centenaire de la révocation de l'édit de Nantes, l'idée d'écrire une grande histoire du Refuge était dans l'air. Le pasteur Jean-Paul Rabaut Saint-Étienne¹¹ cherchait à rassembler des informations en Allemagne sur le sujet; Erman eut en mains un mémoire¹² rédigé par *Monsieur de St Estienne Ministre Protestant de Nîmes* qui, ne pouvant se déplacer, disait compter sur la *générosité des gens de lettres auxquels il s'adresse* pour le seconder. Ce mémoire commence par des remarques générales, indiquant en quoi le moment est bien choisi pour rédiger une telle histoire:

Ce moment [le Refuge] est intéressant pour le Spectateur Philosophe. Il semble que nous sommes aujourd'hui à la distance qu'il faut pour le bien considérer, assés près de l'événement pour avoir des instructions conformes à la vérité, assés loin pour en contempler

Brigitte Scheiger, Eva-Maria Graffigna, Gottfried Hartmann, Berlin 1990, p. 13–152, ici p. 94–97, et Susanne LACHENICHT, Migration, Migrationspolitik und Integration. Hugenotten in Brandenburg-Preußen, Irland und Großbritannien, dans: Manuela BÖHM, Jens HÄSELER, Robert VIOLET (dir.), Hugenotten zwischen Migration und Integration. Neue Forschungen zum Refuge in Berlin und Brandenburg, Berlin 2005, p. 37–58, ici p. 50–53.

⁹ Voir Jürgen WILKE, Zur Geschichte der französischen Kolonie, in: Gottfried BREGULLA (Hg.), Hugenotten in Berlin, Berlin 1988, S. 78–80 et voir la contribution de Manuela Böhm dans ce volume.

¹⁰ Cf. WILKE, Geschichte (voir n. 9) et la contribution de Franziska Roosen dans ce volume.

¹¹ Jean-Paul Rabaut, dit Saint-Étienne (1743–1793): fils aîné du pasteur du Désert Paul Rabaut, lui-même pasteur à Nîmes, il fut membre de la Constituante et de la Convention. Il joua un rôle déterminant dans le rétablissement de la liberté de conscience religieuse. Girondin, partisan d'une monarchie modérée, il compte parmi les premières victimes de la Terreur en 1793. Cf. André DUPONT, Rabaut Saint-Étienne, 1743–1793. Un protestant défenseur de la liberté religieuse, Strasbourg 1946 (rééd. Genève 1989 [Histoire et société, 17]); Les Rabaut: du Désert à la Révolution. Colloque de Nîmes [23 mai 1987], Montpellier 1988.

¹² Archives de l'Église française de Berlin (= AEFB), Rep. 04, IX/13: cahier broché, manuscrit, de la main d'Erman, s.l. s.d., Mémoire adressé en 1776 à *Mr le Dr. Less*. Gottfried Less ou Leß (1736–1797) était pasteur, professeur de théologie à Dantzig, voyagea en Angleterre et en Hollande et fut nommé à son retour professeur à Göttingen. Il publia des sermons, et une histoire ecclésiastique de la France (Carlo DENINA, La Prusse littéraire sous Frédéric II, vol. 2, Berlin 1790).

les étonnans effets. Si cette époque a occasionné une révolution dans l'Etat intérieur de la France, un changement dans le système politique de l'Europe, et mille changemens moins sensibles dans les mœurs, le langage, les arts, les sciences, les coutumes, les goûts de diverses nations où les pros crits ont pénétré: l'histoire en sera intéressante pour la génération présente et instructive peut être pour les générations à venir.

Comme sa fortune ni son état ne lui permettent pas de parcourir, en voyageur curieux, les diverses contrées où les Protestans François ont promené leurs infortunes, il a rédigé un questionnaire d'une vingtaine de questions, portant sur l'arrivée des réfugiés, leurs établissemens et leur influence sur les pays d'accueil.

Erman publia ce document à la suite de son appel aux souscripteurs pour les »Mémoires«, publié début 1782 dans deux journaux, la »Gazette littéraire de Berlin« et le »Journal des Savans« de Dessau. Il y ajouta une autre annonce: celle du célèbre abbé Raynal¹³, qui résidait alors à Berlin, où il semble avoir été accueilli avec enthousiasme par la Colonie française¹⁴. L'abbé proclamait dans les gazettes¹⁵ son intention d'écrire, lui aussi, une grande histoire du Refuge, et Erman reproduisit un extrait du texte:

La fin de la préface que Monsieur l'Abbé Raynal a mise à la tête de la nouvelle édition de son Histoire des établissemens annonce en ces termes le dessein qu'il a d'exécuter un projet du même genre que celui dont on vient de voir l'annonce:

»Le peu qui me reste de forces sera consacré à l'Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes. Ce ne sera pas un détail des atrocités qui accompagneront cet événement malheureusement célèbre. Je suivrai sur le globe entier les Réfugiés François, & je retracerai le mieux qu'il me sera possible le bien qu'ils firent aux régions diverses où ils portèrent leur activité, leurs larmes & leur industrie«¹⁶.

Rabaut Saint-Étienne comme Raynal envisageaient donc de composer une grande fresque du Refuge à travers l'Europe et le monde. Jürgen Voss a d'ailleurs établi que les deux projets n'en font qu'un, Rabaut Saint-Étienne ayant incité Raynal à réaliser un projet auquel il n'avait pas le temps de se

¹³ Sur Guillaume-Thomas-François Raynal (1713–1796), cf. *ibid.*, vol. 3, p. 197–202; Gilles BANCAREL, *Raynal ou Le devoir de vérité*, Paris 2004. Erman fait allusion à l'ouvrage le plus célèbre de Guillaume-Thomas-François RAYNAL, *L'Histoire philosophique et politique des établissemens et du commerce des Européens dans les deux Indes*, 6 vol., Amsterdam 1770, qui connut de nombreuses rééditions.

¹⁴ *Gazette littéraire de Berlin*, Berlin 1764–1791, 27 mai 1782, p. 167–168; 24 juin 1782, p. 200 et 231 (Raynal est reçu à la loge Yorck de l'Amitié).

¹⁵ *Haude & Spencersche Zeitung*, Berlin 1782, p. 913–914; *Gothaische Gelehrte Anzeigen*, Stuttgart 1781, n° 2, p. 480.

¹⁶ Jean-Pierre ERMAN, *Projet d'une feuille périodique intitulée »Recueil pour servir à l'Histoire des Réfugiés dans les Etats du Roi«*; *Gazette littéraire de Berlin* (voir n. 14), feuille DCCCCXVII, du lundi 7 janvier 1782, p. 427. Même annonce dans la *Librairie des Savans/Buchhandlung der Gelehrten, erstes Stück*, Dessau 1782, p. 87.

consacrer. Cependant, ni l'un ni l'autre ne réalisèrent le projet¹⁷. Mais l'annonce de Raynal avait suscité des réactions assez vives en Prusse. Certains huguenots la considéraient avec scepticisme. Ainsi le comte de Borcke écrivait-il à Erman en 1782:

*Est-ce que l'Abé Rainal travaille sérieusement a son Hist. d. l. Revocation de l'Edit de Nantes? je m'attent a beaucoup de reflexions, mais pour les faits, a beaucoup de superficialités. J'ai l'honneur d'être*¹⁸.

Bien plus, des lettres anonymes virulentes parurent dans la presse, déclarant¹⁹:

*[qu'] il n'est point à désirer qu'un sujet aussi délicat que peut l'être l'Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes, soit traité par un homme qui ne paroît écrire que pour souffler l'esprit de fermentation et de trouble parmi les peuples, en offrant à leurs yeux les erreurs souvent imaginaires des gouvernements, et en leur persuadant qu'ils en sont les victimes*²⁰.

Cette polémique indique qu'en cette fin de XVIII^e siècle, l'histoire des réfugiés était encore un sujet sensible touchant à des questions de diplomatie délicates. Jürgen Voss a émis l'hypothèse que l'auteur anonyme de ces attaques serait Dieudonné Thiébault, grammairien français attaché à la personne du roi, qui aurait agi sur son ordre²¹. Or, quand Erman décida, vers 1780, de publier une histoire du Refuge en Prusse, il obtint sans difficulté non seulement l'assentiment pour son projet, mais aussi l'autorisation de consulter les archives de la Colonie, en un temps où les archives étaient tenues secrètes. Quelques mots sur sa biographie, ainsi que celle de son collègue Reclam permettront de comprendre les raisons de cet assentiment et d'éclairer le sens de leur initiative.

Jean-Pierre Erman est né en 1735 et mort en 1814. Il est issu d'un milieu modeste. Son grand-père était fileur de bas, son père artisan gantier. Elève du

¹⁷ C[amilie] COUDERC, L'Abbé Raynal et son projet d'histoire de la Révocation de l'édit de Nantes, dans: Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français (= BSHPF) 38 (1889), p. 592–608 et 638–654; Jürgen VOSS, Rabaut-Saint-Étienne, Abbé Raynal und das 1778–1782 vorangetriebene Projekt einer Geschichte des Refuge, dans: Ursula FUHRICH-GRUBERT, Angelus H. JOHANSEN (dir.), Schlaglichter Preußen-Westeuropa. Festschrift für Ilja Mieck zum 65. Geburtstag, Berlin 1997 (Berliner Historische Studien, 25), p. 51–58, ici p. 53.

¹⁸ AEFB (voir n. 12), fonds Erman, Rep. 04 E, n° 57, Hallard. L'orthographe est celle de l'original.

¹⁹ Ces lettres ont été publiées dans le BSHPF (voir n. 17) 8 (1859), p. 233–245 et 319–340, avant d'être commentées par COUDERC, L'abbé Raynal (voir n. 17), p. 592–608 et 638–654.

²⁰ BSHPF (voir n. 17) 8 (1859), p. 320.

²¹ Dieudonné Thiébault (1733–1807): homme de lettres français, élevé chez les jésuites. Il obtint la chaire de grammaire générale à l'École militaire de Berlin. Ayant gagné l'entière confiance de Frédéric, il passa vingt ans dans l'intimité du roi, corrigeant et éditant ses écrits. Dieudonné THIEBAULT publia: Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin; ou Frédéric le Grand, sa famille, sa Cour, son Gouvernement, son Académie, ses Ecoles, et ses Amis littérateurs et philosophes, 5 vol., Paris an XII (1804), cité d'après ¹1826.

Collège français, où il eut Formey pour maître, il devint pasteur très jeune. Il fit son chemin dans les institutions de la Colonie par son seul mérite, et par une remarquable énergie. Il enseigna au Collège français, dont il devint principal à trente et un ans. Il réforma profondément l'institution qui lui dut une grande part de son prestige. Avec le pasteur d'Anières, il fonda le Séminaire de théologie en 1768 et en devint directeur. Reçu à la Cour où il prêchait parfois, il se créa un important réseau de relations, essentiellement à l'intérieur de la Colonie, à Berlin et en province, intervenant sans cesse pour ses nombreux protégés. Conseiller au Consistoire supérieur (1783), académicien (1786), historiographe de Brandebourg (1792), il fut durant un demi-siècle une personnalité centrale de la Colonie de Berlin, et ses cinquante ans de ministère furent célébrés avec solennité en 1804. Quoiqu'il n'eût jamais quitté la Prusse, sa vie durant il ne s'exprima qu'en français, tout en étant prussien dans l'âme. Quand Napoléon occupa Berlin en 1806, il eut, en tant que doyen des ecclésiastiques berlinois, l'occasion de s'entretenir avec l'Empereur et proclama courageusement devant lui sa fidélité à son roi.

Son confrère Frédéric Reclam était un peu plus jeune que lui. Né en 1741, il mourut jeune, en janvier 1789. Pasteur de l'Église de Berlin, il enseigna lui aussi, comme nombre de ses confrères, au collège et au séminaire. Bilingue, il épousa une Allemande parfaitement bilingue elle aussi, Marie-Charlotte Stosch, qui publia des poésies françaises. S'il semble bien avoir prêché en allemand, tous ses ouvrages sont rédigés en français. Plus cérébral que son collègue, il possède un style élégant et est capable d'une réflexion théorique plus poussée. Même si les deux hommes s'accordaient parfaitement sur le fond, c'est vraisemblablement Reclam qui définit le cadre idéologique de l'ouvrage et assura l'essentiel de la rédaction, une fois qu'ils avaient *raisonné ensemble*²² les matériaux collectés par Erman. Les derniers volumes de l'ouvrage, publiés après la mort de Reclam, se ressentent de cette absence, ils manquent de force et de cohérence.

La parution de l'ouvrage coïncidait avec les multiples jubilés célébrés un siècle après le Refuge. Partout, on frappait des médailles, on célébrait des offices religieux solennels, on conviait à des «repas fraternels», on publiait, à la demande des consistoires, de petits mémoires historiques, dont plusieurs furent écrits par Erman²³.

²² Jean Pierre ERMAN, *Eloge historique de Monsieur Reclam, Berlin 1789*, p. 17.

²³ ID., *Mémoire historique sur la fondation des colonies françaises dans les Etats du Roi, Berlin 1785*; ID., *Mémoire historique sur la fondation du Collège français, Berlin 1789*; ID., *Mémoire historique pour le jubilé de cinquante ans de la fondation de l'Ecole de charité, Berlin 1797*; ID., *Mémoire historique sur la fondation de l'Eglise française de Berlin, Berlin 1772*; ID., *Mémoire historique pour le jubilé centenaire de la dédicace du temple du Werder, Berlin 1801*.

Mais les »Mémoires des réfugiés«, avec leurs 3000 pages, leurs neuf volumes dont la parution s'étala sur dix-sept ans, sont d'une autre envergure que ces ouvrages de circonstance. Ils présentent une autre différence majeure avec le reste de la littérature jubilaire: ils ne résultent pas d'une commande du Consistoire, mais bien d'une initiative personnelle du pasteur Erman, comme il l'indique lui-même²⁴, et comme le confirment les actes du Consistoire²⁵.

Cependant les autorités ne pouvaient pas regarder ce projet avec indifférence. Certes, la censure ecclésiastique ne devait guère inquiéter Erman, pasteur unanimement aimé et respecté. Mais l'ouvrage devait nécessairement être censuré par l'État²⁶. Voici en quels termes Erman, dans une lettre au roi datée de janvier 1782, étaie sa demande d'accès à des archives²⁷:

D'un côté mon ouvrage passe par la censure du Conseiller Schlüter²⁸ qui en voit toutes les feuilles avant qu'elles paroissent et de l'autre je me suis associé dans sa composition des personnes prudentes et éclairées²⁹ qui n'ont avec moi qu'un même esprit pour porter dans

²⁴ J'avais en 1781 formé le projet d'écrire avec quelque détail l'histoire de l'établissement des Réfugiés dans les Etats du Roi, sur laquelle j'avais rassemblé des matériaux que je trouvois dignes d'être mis en œuvre, ERMAN, Eloge historique (voir n. 22), p. 16–17.

²⁵ [Mr le Pasteur Erman] prie la Compagnie de permettre qu'il garde chez lui les Registres et Actes qui peuvent lui être utiles pour la composition des Mémoires des Réfugiés auxquels il travaille avec Mr le P. Reclam, ayant obtenu cette permission de la Cour et des Corps Supérieurs de la Nation pour leurs Régistratures. Il donnera quittance du tout au Secrétaire de la Compagnie et s'entendra avec lui de façon qu'au moment où il en auroit besoin ledit Secrétaire pourra trouver et prendre ces divers Actes, AEFB (voir n. 12), Actes de l'Assemblée générale, protocoles II, 1, année 1783, p. 298–299. C'est la seule mention des »Mémoires des Réfugiés« dans les actes des AEFB.

²⁶ Sous le règne de Frédéric II, la censure existait bel et bien. Libérale en matière de métaphysique et de religion, elle s'exerçait en toute rigueur dans quelques domaines précis, frappant essentiellement les journaux: la politique étrangère, la personne royale, l'ordre et la tranquillité publique. Il n'y eut en un demi-siècle (1716–1763) que 26 livres interdits en Prusse; Bodo PLACHTA, *Dammatur, toleratur, admittitur. Studien und Dokumente zur literarischen Zensur im 18. Jahrhundert*, Tübingen 1974 (*Studien und Texte zur Sozialgeschichte der Literatur*, 43), p. 100–101. Frédéric Guillaume II (1786–1797), à son avènement, rétablit une censure beaucoup plus stricte. Mais l'élite de l'administration prussienne, encore imprégnée de l'esprit de l'*Aufklärung*, n'approuvait pas ces mesures. D'ailleurs, le prestige d'Erman, ainsi que ses relations amicales avec le ministre comte de Hertzberg, durent le mettre à l'abri de tout désagrément.

²⁷ Il s'agit des »extraits de Campagne«, abondante documentation rassemblée à partir de 1737 par le juriste Alexandre Auguste de Campagne (1708–1781). Celui-ci comptait publier un recueil sur le Refuge mais ne fit pas aboutir le projet. Ces extraits se trouvent aujourd'hui aux AEFB (voir n. 12), rep. 04/04 S.

²⁸ Selon Denina, le conseiller Schlüter fut un censeur libéral, un homme cultivé et dépourvu de mesquinerie. DENINA, *La Prusse littéraire* (voir n. 12), vol. 3, suppl. 1791.

²⁹ Erman commença le projet avec une société de gens de lettres, avant de ne poursuivre l'ouvrage qu'avec le seul Reclam.

*son exécution toute la circonspection que la nature des choses et les circonstances peuvent demander*³⁰.

Il a donc clairement conscience des aspects délicats du projet. Or, sa demande lui est immédiatement accordée: la lettre d'Erman est datée du 20 janvier 1782, l'accord du ministre von Dörnberg est porté en haut de la feuille le 22 janvier. La meilleure garantie pour l'État était certainement cet *esprit* qui imprègne toute l'œuvre, maintes fois proclamé dans les dédicaces et les avertissements, qu'il faut à présent expliciter.

C'est avant tout pour leur communauté, la Colonie française de Brandebourg-Prusse, que les pasteurs entreprennent leur ouvrage. Ici, la question de la recherche de sources revêt une importance particulière. Témoinant d'une démarche originale et innovante, elle révèle le jeu complexe de relations nouées entre les auteurs des »Mémoires« et les membres de la Colonie.

C'est Erman, on l'a dit, qui se chargeait de collecter les matériaux. Le projet consistait à montrer l'apport des réfugiés à leur pays d'adoption, en confrontant systématiquement trois tableaux: ce qu'on était en France avant le Refuge, ce qu'on était alors en Prusse, et les transformations apportées à la Prusse par le Refuge. Pour ce qui concernait la France et, dans une moindre mesure, la Prusse, il existait des sources imprimées. En revanche, pour le Refuge, il n'y avait pratiquement rien, à part le petit ouvrage de Charles Ancillon de 1690. Voici ce que disent Erman et Reclam eux-mêmes de leurs sources dans l'avertissement au volume V:

*Le troisième tableau que nous avons à tracer est celui de l'influence des Réfugiés sur les mœurs, sur les arts, sur les sciences au milieu de la nation à laquelle ils ont été incorporés. Plusieurs sources de secours se sont ici offertes à nous. Nous avons parcouru, avec la plus grande exactitude, les archives des différens Corps de nos Colonies, dont, sur la demande que nous en avons faite en entreprenant notre ouvrage, on a bien voulu nous donner communication. Ces pièces nous ont été d'autant plus précieuses qu'elles nous ont servi à constater & à éclaircir les faits que nous avons puisés dans la tradition & les souvenirs des Réfugiés ou descendans de Réfugiés; les relations où les emplois que nous exerçons, nous ont mis depuis plus de trente ans, avec un grand nombre de Colons qui touchent d'assez près à l'époque du refuge & dont plusieurs ont encore vu la première génération des Réfugiés, ont rendu pour nous ces secours très abondans; nous n'avons pas manqué de consulter ceux qui pouvoient nous donner des lumières & des éclaircissemens & nous ne pouvons que nous louer de l'empressement avec lequel on a bien voulu se prêter à nos vues*³¹.

Trois sortes de sources sont évoquées ici: les archives des différens corps de la Colonie; la tradition et les souvenirs des réfugiés, la relation avec eux étant facilitée par la notoriété d'Erman; enfin des consultations plus spéciali-

³⁰ Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz, Berlin-Dahlem, Rep. 122, 7 D 1, vol. 1, fol. 86r.

³¹ ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), vol. 5, avertissement, troisième et quatrième pages, non numérotées.

sées. Erman put très largement recourir aux archives. Il disposa de l'imposant dossier constitué par le conseiller Alexandre Auguste de Campagne³²; il eut abondamment recours aux registres et protocoles de l'Église française de Berlin; on sait enfin qu'il eut accès aux archives du Département français, faveur obtenue sans doute grâce à la protection du comte de Hertzberg³³.

Mais sur de nombreux points, Erman dut faire appel à la mémoire collective. Dès l'annonce de la souscription, il avait lancé un appel au public. Il y invitait *Messieurs les Pasteurs, Directeurs & Juges des diverses Colonies des divers états*, et plus généralement tous ceux que son projet pourrait intéresser,

*à y concourir de toutes leurs forces. [...] Nous recevrons avec la plus vive reconnaissance toutes les notices qui de Berlin ou du dehors pourront nous être adressées. Le produit de la souscription servira à payer, avec les frais d'impression, les frais de poste & de copie auxquels notre plan nous obligera*³⁴.

Cet appel recueillit un vaste écho: Erman reçut un courrier abondant dont il remercie ses informateurs dès l'avertissement précédant le premier volume³⁵. Ce procédé appelle deux remarques. La première, c'est que le projet était innovant par nécessité: loin d'écrire, pour parler avec Paul Veyne, une »histoire-traités-et-batailles«³⁶, Erman et Reclam prenaient pour objet de recherche une communauté, un groupe humain comportant toutes les classes sociales, et dont le seul lien était la spécificité de leur exil. Ils devaient donc compter, pour partie, sur cette communauté elle-même comme pourvoyeur d'informations. Il y avait urgence: la deuxième génération, les enfants des premiers réfugiés, qui avaient encore des souvenirs directs de l'exode et des premiers temps du Refuge, était en train de disparaître. La deuxième remarque est que la mission dont ils s'étaient investis présentait une forte charge émotionnelle, dont on perçoit des échos dans les échanges épistolaires avec leurs informateurs.

Le fonds Erman, dans son état actuel, se compose de notices sur quatre-vingts familles environ, ce qui est bien loin de couvrir toute la matière des

³² Cf. n. 27.

³³ Ewald Friedrich, comte de Hertzberg (1725–1795): homme d'État prussien très estimé de Frédéric II, libéral et cultivé, auteur de plusieurs ouvrages d'histoire et de lectures académiques. Il entretenait des relations amicales avec Erman, qui lui indiquait *les jeunes gens que leurs talents rendaient propres à être employés dans la carrière diplomatique*, Louis-Gabriel MICHAUD (dir.), *Biographie universelle ancienne et moderne* en 52 vol., t. 13, Paris 1815, p. 258.

³⁴ ERMAN, *Projet d'une feuille périodique* (voir n. 16).

³⁵ *Nous ne pouvons que témoigner ici notre juste reconnaissance à ceux qui déjà se sont prêtés obligeamment à l'invitation de notre projet en nous indiquant & en nous envoyant même des ouvrages intéressans & des notices curieuses dont nous pourrions tirer beaucoup de parti. Nous nous flattons que le public sera content de notre travail & se fera un plaisir de l'encourager*, Berlin, décembre; ID., RECLAM, *Mémoires* (voir n. 1), vol. 1 (1782), sans numérotation.

³⁶ Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris 1971, p. 34.

»Mémoires«. Partiellement détruit pendant les bombardements de la Seconde Guerre mondiale, il est conservé aux archives de l'Église française de Berlin³⁷. Les notices sont d'intérêt et de longueur très inégaux, allant d'un rapide courrier à de véritables petits mémoires familiaux. Un récit d'une dizaine de pages, par exemple, rapporte les tribulations de la famille de Marconnay persécutée en Poitou. Beaucoup de correspondants ont mis à la disposition d'Erman des documents familiaux, des actes ou copies d'actes (lettres de noblesse, etc.)³⁸.

Plusieurs lettres du fonds Erman traduisent des sentiments très vifs, indicateurs de ce que dut susciter le projet dans la Colonie. On y trouve une bonne volonté évidente pour fouiller dans sa mémoire, parfois des exigences, suivies sans doute de déceptions si toute la matière fournie ne se retrouve pas dans l'ouvrage. La maîtrise du français est très variable, allant d'une expression parfaite à une transcription phonétique de français oral. Si la gratitude envers les souverains s'y exprime fréquemment, dans certaines lettres apparaît aussi la gratitude envers les auteurs de l'ouvrage, qui ont pris sur eux la lourde tâche que beaucoup appelaient de leurs vœux. Ainsi Rebeur, un correspondant qui écrit de Schwedt/Uckermark en avril 1790:

*Cependant Monsieur! je vous suis très obligé des recherches que vous avez daigné faire au sujet de ma famille, et je l'estime comme un précieux avantage non seulement pour la Colonie, mais pour le Public en général, qu'un homme laborieux, et à talent, comme vous Monsieur! ait bien voulu entreprendre la tâche de l'histoire du réfugié [sic] sous Frédéric I. J'attens cette production avec impatience et je suis Monsieur! avec la plus haute considération Monsieur!*³⁹ etc.

Parfois, une réelle émotion passe, comme dans cette lettre tardive (1798) de Madame Klitzing née Mangelin (dossier Persode). Après des informations sur la famille Persode, dont elle est issue par sa mère⁴⁰, et la demande de lui adresser la suite des »Mémoires« (elle possède les huit premiers volumes), elle ajoute:

Il se peut Monsieur! que je vous fatigue par mes Lettres: j'aime tant la Langue Française et depuis la mort de ma bonne chère mère je n'ai plus personne avec lequel je la puisse parler a mon grand detrimens.

³⁷ AEFB, fonds Erman (voir n. 18).

³⁸ Il est étonnant de constater la quasi-absence de J.H.S. Formey parmi les informateurs d'Erman. On ne trouve dans les »Mémoires« qu'un bref hommage au maître d'Erman et de Reclam (ERMAN, RECLAM, Mémoires [voir n. 1], vol. 2, p. 250–251), et à deux reprises l'évocation de ses souvenirs (ibid., vol. 3, p. 89 et vol. 3, p. 313–314). La cause de ce silence relatif est peut-être à chercher dans la complexité des relations entre Erman et Formey.

³⁹ N° 96, Rebeur. La lettre est datée: *A Croewen près de Schwedt ce 5. Avril 1790*, Archives de l'Église française de Berlin, Fond Erman, Rep. 04 E.

⁴⁰ *Tout ce recit que je me suis donné l'honneur de vous presenter c'est tout ce que ma chère Mère me raconter [sic] de vive voix*, ibid.

De ces quelques données⁴¹, on retire l'impression que pour la frange de la Colonie qui répond à Erman, souvent provinciale, encore plus ou moins francophone, ce projet est son projet: il suscite de grandes attentes. Par la seule recherche de l'information, Erman agit sur la Colonie; les personnes âgées rassemblent leurs souvenirs, les racontent peut-être aux jeunes gens, amorçant une ré-appropriation du passé. Ainsi l'ouvrage revêt-il, pour partie, le caractère d'une création collective.

Les nombreuses informations recueillies, ces »archives du Refuge« qu'ils prétendent constituer, comportent une multitude de ce qu'ils appellent les *détails intéressants*⁴². Erman eut une passe d'armes à ce sujet avec Mirabeau, de passage à Berlin, qui déclara qu'on aurait pu écrire l'histoire du Refuge *en trente pages*⁴³. L'ouvrage regorge de données concrètes, pittoresques, d'anecdotes parfois pleines d'humour. Il fait état d'un nombre impressionnant de noms, de dates, de lieux, qui offrent des pistes encore aujourd'hui aux recherches généalogiques; il s'intéresse à toutes les couches sociales, depuis la noblesse jusqu'à la paysannerie. La partie traitant de l'économie est la plus riche. Les auteurs y présentent les métiers, les techniques, demandant si nécessaire l'avis de spécialistes, comme l'inspecteur Mayet pour la culture du ver à soie par exemple, ou utilisant l'»Encyclopédie«. C'est là une démarche originale et novatrice, toujours soucieuse du concret, aux antipodes de ce qu'aurait pu être la grande fresque historico-philosophique envisagée par l'abbé Raynal.

Certes, l'idée d'un examen critique des témoignages leur est étrangère. Les expressions telles que *nous avons puisé aux sources les plus sûres, nous tenons ce détail d'un descendant direct*⁴⁴ abondent. Ils ne sont en cela nullement différents des historiens professionnels de leur temps⁴⁵. Cependant, il serait également erroné de penser que tout croisement de sources est absent du livre⁴⁶. L'envergure des informations recueillies par leur correspondance et leur réseau relationnel dans et hors de Berlin est impressionnante, et ils ont souvent cherché à compléter par divers canaux les données ainsi obtenues. C'est là l'immense mérite des »Mémoires«, leur originalité dans un genre de recherche historique où ils font œuvre de pionniers.

⁴¹ Pour une étude plus détaillée des sources des »Mémoires«, cf. ROSEN-PREST, L'historiographie (voir n. 1), p. 171-192.

⁴² Cf. ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), vol. 4, p. 308-309.

⁴³ Dans une lettre de 1786 à l'abbé de Périgord, citée dans Henri WELSCHINGER, La mission secrète de Mirabeau à Berlin 1786-1787, Paris 1900, p. 342. Erman répondit longuement dans l'avertissement des Mémoires (voir n. 1) au vol. 7 (1790), dernière page, non numérotée.

⁴⁴ Voir *ibid.*, vol. 4, *passim*.

⁴⁵ Horst Walter BLANKE, Aufklärungshistorie, Historismus und historische Kritik. Eine Skizze, dans: ID., Jörn RÜSEN (dir.), Von der Aufklärung zum Historismus. Zum Strukturwandel des historischen Denkens, Paderborn et al. 1984, p. 167-186, ici p. 170.

⁴⁶ Cf. ROSEN-PREST, L'historiographie (voir n. 1), p. 189-192.

Cependant, la confrontation des archives avec le texte publié atteste le pouvoir discrétionnaire des auteurs, qui utilisent à leur guise les précieux renseignements confiés, ce dont certains de leurs correspondants sont d'ailleurs conscients⁴⁷. Les auteurs sont en état de modeler à leur gré cette mémoire encore vivante pour en faire un ouvrage achevé, qui seul sera lu du public. Fixant la mémoire, ils l'élaborent, la mettent à distance, lui confèrent une valeur symbolique destinée à avoir un impact sur leurs lecteurs. C'est là ce fameux *esprit* invoqué pour rassurer le censeur. Maintes fois exposé, c'est dans l'avertissement du volume V (1786) qu'il s'exprime avec le plus de vigueur. Après des explications sur l'extension prise par l'ouvrage grâce à l'abondance de leurs sources, les auteurs poursuivent:

De là sont nés beaucoup de détails que nous avons cru devoir conserver comme servant de preuves aux assertions générales; on n'ignore point que les Réfugiés ont influé sur la prospérité du pays, mais quelle a été cette influence? comment a-t-elle été si marquée? comment les effets s'en sont ils manifestés avec tant de promptitude? c'étoit aux détails que nous nous sommes permis à répondre à ces questions.

Leur stratégie est claire: elle consiste à démontrer *comment* les réfugiés ont contribué aux progrès du pays; la réalité de cette contribution, évidente, n'a pas besoin d'être établie. Il ne s'agit donc pas d'une histoire des réfugiés, mais bien d'une histoire des bienfaits qu'ils ont apportés à la Prusse. Ainsi peut être passée sous silence toute une partie de la mémoire, celle des échecs, des souffrances, des errances des premiers réfugiés. Ils poursuivent:

Ces détails nous ont paru d'autant plus précieux qu'ils nous ont servi à remplir une des vues principales que nous avons eues en entreprenant cet ouvrage. Nous voudrions, en traçant le tableau de la fondation des Colonies, de leurs progrès & du bien qu'elles ont fait, leur conserver cette affection, cette bienveillance dont depuis un siècle elles ont été les objets, & d'un autre côté, entretenir chez ceux qui les composent & ranimer, s'il est nécessaire, cet esprit d'ordre, de simplicité, d'activité, de concorde & de Religion qui caractérisoit leurs ancêtres & qui, on n'en sauroit douter, a été une cause si efficace de prospérité pour eux⁴⁸.

Le labeur et la haute moralité furent donc, selon eux, de puissants facteurs de succès, et ce succès profita à tout le pays, justifiant la protection dont ils jouirent. Bien loin de constituer de simples archives, les auteurs ont l'intention de donner à voir, de tirer des leçons de l'histoire, semblables en cela à bien des historiens de leur temps⁴⁹.

⁴⁷ *Voici Messieurs un barbouillage que je vous livre pour en faire usage comme il vous semblera bon.* AEFB, Fonds Erman (voir n. 18), De Gaultier, 5 février 1784. Ce correspondant était le petit-fils du pasteur François Gaultier de Saint-Blancard.

⁴⁸ ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), Avertissement au vol. 5, quatrième page.

⁴⁹ Par exemple Johann Christian Kestner, *Untersuchung der Frage: Ob sich der Nutzen der neuern Geschichte auch auf Privatpersonen erstrecke?* dans: *Allgemeine historische Bibliothek* 4 (1767), p. 213–226, cité par Jörn RÜSEN, *Von der Aufklärung zum Historismus*.

Dans cette peinture, – et cela fait partie de leur thèse – tous les réfugiés ont la même dignité. Certes, ils décrivent avec complaisance les services du maréchal de Schomberg ou la gloire de grands pasteurs comme Abbadie ou Gaultier de Saint-Blancard, mais ils traitent avec la même déférence des catégories sociales les plus humbles. Un seul exemple suffira à illustrer cette attitude, celui des porteurs de chaises. C'était une profession pour laquelle les réfugiés jouissaient d'un privilège; ils étaient également seuls habilités à travailler, au château, dans l'intérieur du trésor. Aussi avaient-ils, lit-on, *un singulier point d'honneur sur l'article des bonnes mœurs & de la probité, ils ne souffraient personne qui sur ce point fut décrié ou seulement suspect; le nom de porteur de chaises étoit devenu comme un titre, il valoit celui d'honnête homme*⁵⁰.

Outre l'intérêt de ces lignes pour l'histoire des mœurs, le ton est révélateur: pour Erman et Reclam, le seul mérite, la seule vraie noblesse sont d'ordre moral: tous les réfugiés les possédaient à parts égales. C'est là un langage de pasteurs: tous les hommes méritent la même estime, quelle que soit leur condition sociale; c'est aussi le langage à tendance égalitariste du temps, influencé par Rousseau et l'»Encyclopédie«. Mais c'est surtout une conviction ancrée dans les recherches historiques qu'ils ont menées, par laquelle leur histoire prend son sens.

Mais ces bienfaits apportés au pays, ils ne purent les accomplir que grâce à la clairvoyance politique du prince qui sut les accueillir, les protéger et guider leurs pas. Contrairement à l'ouvrage de Charles Ancillon, la symétrie, dans les »Mémoires«, est constante. Pour la réussite du projet, il fallait à la fois les vertus et les talents des réfugiés, et l'action ferme du prince⁵¹. Ce capital humain que représentaient les réfugiés, il sut le mettre en valeur en créant les colonies françaises pour le plus grand bien de ses États:

*il voulut, en les réunissant en un seul corps, conserver au milieu d'eux, autant qu'il était possible dans la nouvelle position où ils se trouvoient, cet esprit, ce caractère que leur avoient donnés leurs constitutions civiles & ecclésiastiques & leur situation en France, & qui les rendoient si propres à devenir d'excellens citoyens de leur nouvelle patrie*⁵².

Or, à travers cette peinture, c'est clairement à leurs contemporains que s'adressent les auteurs. La démonstration a un double objectif. D'une part, elle

Idealtypische Perspektiven eines Strukturwandels, dans: BLANKE, RÜSEN (dir.), *Aufklärung* (voir n. 45), p. 15–57, ici p. 46 et p. 55 n. 59.

⁵⁰ ERMAN, RECLAM, *Mémoires* (voir n. 1), vol. 4, p. 154 (fin du livre 29).

⁵¹ Leur intention est de se limiter au règne du Grand Électeur, mort en 1688, soit trois ans après la grande vague de Refuge; or c'est sous le règne suivant (Frédéric III/I^{er}) que la Colonie fut véritablement créée, comme l'indique Rebeur, le correspondant d'Erman cité plus haut. Mais la grande figure de Frédéric Guillaume convenait mieux à la création du mythe. Ils ne se tiennent d'ailleurs pas rigoureusement à ce cadre temporel.

⁵² Dédicace au roi (Frédéric Guillaume II), dans: ERMAN, RECLAM, *Mémoires* (voir n. 1), vol. 4, troisième et quatrième pages, non numérotées.

tend à *conserver* aux colonies *l'affection* [...] dont [...] elles ont été les objets, c'est-à-dire à inciter le roi à ne pas toucher aux privilèges; d'autre part, elle est destinée aux descendants des réfugiés, afin de leur rappeler que la haute moralité de leurs ancêtres fut un facteur certain de prospérité: les mêmes causes produisant les mêmes effets, retrouver ces vertus ancestrales serait une garantie de bonheur et de succès:

*Historiens des Réfugiés, le principal objet de notre travail a été de conserver dans nos Colonies cet esprit, qui a toujours si bien secondé les vues du Gouvernement; en leur rappelant les bienfaits de leurs Souverains, nous cherchons à animer le sentiment du patriotisme par celui de la reconnaissance, & en mettant sous leurs yeux le spectacle de la simplicité, de l'activité, de la piété & de la bénéficence des Réfugiés, nous voudrions leur faire sentir vivement ce que doit être le Citoyen pour se ressentir de l'influence heureuse d'un sage Gouvernement*⁵³.

On perçoit toute la cohérence d'une idéologie dans laquelle exaltation des vertus ancestrales, allégeance au prince, adhésion à son projet et reconnaissance se trouvent étroitement imbriquées. C'est probablement à cette forte cohérence qu'est due la longue influence de l'ouvrage sur l'historiographie du Refuge en Prusse⁵⁴.

Si les pasteurs Erman et Reclam entreprennent une histoire des réfugiés en dépit de leurs multiples activités, c'est que leurs moyens d'action habituels (prédication, enseignement, etc.) leur paraissent insuffisants. Bien loin d'être détaché du présent, l'ouvrage présente un caractère militant. Les auteurs croient urgent d'exercer un impact idéologique sur la Colonie: proposer aux descendants des réfugiés des modèles enracinés dans leur propre histoire pour renforcer leur identité huguenote défailante, créer un sursaut moral pour lutter contre la perte des valeurs ancestrales et les exhorter à la reconnaissance. On conçoit que le censeur des livres n'ait pas eu d'inquiétude sur *l'esprit* de l'ouvrage.

Le terme de «patriotisme» appelle quelques éclaircissements. Erman et Reclam sont loin d'être, comme le dira Bismarck, «les meilleurs des Allemands». Ils sont extrêmement fiers de leurs ancêtres français. Ils enregistrent la région d'origine des réfugiés, leurs états de service civils ou militaires en France. Leur attachement pour la France n'est pas seulement dû à leurs origines; c'est la patrie des Lumières, elle a toujours eu, même dans les temps obscurs, une aptitude particulière à s'éclairer:

⁵³ Ibid., sixième page.

⁵⁴ Ainsi Charles Weiss, dans son grand ouvrage sur le Refuge, ne fait rien d'autre dans son chapitre sur la Prusse que de reprendre (en leur imprimant sa marque) les données d'Erman et Reclam. Charles WEISS, *Histoire des réfugiés protestants de France depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à nos jours*, Paris 1853 (rééd. 2 vol., Le Lavandou 1980).

*Tel est le génie heureux des François qu'il ne leur a jamais fallu que la plus légère impulsion pour ranimer chez eux le goût des lettres; [...] Que l'on compare, dans quelque siècle que ce soit, la France à d'autres contrées, on y verra du moins un demi-jour, du moins quelque ombre de politesse & de culture*⁵⁵.

Mais c'est surtout la France du *beau siècle de Louis XIV* qui est l'objet de leur admiration:

*Qui ignore que dans ce tems les sciences & les arts parvinrent en France à un degré de perfection qui retraçoit les jours brillans de la Grèce & de Rome? [S'il est vrai qu'on a progressé depuis dans les sciences exactes] a-t-on vu en France, & nous ne craignons pas de le demander à tout juge impartial, a-t-on vu même ailleurs, de plus grands Poètes, de plus grands Orateurs, de plus grands Ecrivains que ceux qu'a produits le siècle de Louis XIV? & les égaux n'est-ce pas avoir atteint la perfection*⁵⁶?

Le puissant génie de Colbert répandoit partout l'activité et la vie⁵⁷, la France était devenue le modèle de l'Europe, on imitait en tous lieux les mœurs françaises, et la langue Française devint ainsi presque une langue universelle⁵⁸. Certes, ils fustigent la politique intolérante de Louis XIV, mais ses conquêtes militaires ne sont pas blâmées. L'admiration est évidente pour ce lion qui s'étoit montré si terrible⁵⁹, qui rétablit la paix à l'extérieur par ses victoires, et sut à l'intérieur imposer sa loi aux factions: tout avoit cédé à la puissance de Louis⁶⁰.

Arrivant en Prusse, c'est donc la France du Grand Siècle que les huguenots apportaient avec eux. En somme, les auteurs décrivent une sorte d'acculturation inversée et paradoxale, un véritable phénomène de colonisation, comme si, en Prusse, auparavant, il n'y avait rien ou presque. Ils sont bien différents en cela à la fois de Charles Ancillon, et des historiens du XIX^e siècle pour qui les huguenots, par leurs vertus, étaient dès le départ des Prussiens en puissance⁶¹. Et pourtant, ces pasteurs qui publient en français et parlent français dans la vie quotidienne, sont bel et bien des Prussiens. Ils le sont par leur fidélité envers les souverains, faisant indirectement leur cour à Frédéric le Grand à travers l'éloge du Grand Électeur. Ils le sont aussi par leur adhésion au projet prussien, ou du moins à l'image qu'ils en ont, à un modèle de colonisation où se mêlent l'hospitalité, la tolérance religieuse et les intérêts

⁵⁵ ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), vol. 1, p. 171. La seule autre nation présentant quelque analogie avec la France est l'Italie, où les *fugitifs de Constantinople ramenèrent le bon goût*.

⁵⁶ Ibid., p. 173-174.

⁵⁷ Ibid., vol. 1, p. 176.

⁵⁸ Ibid., p. 177.

⁵⁹ Ibid., p. 20.

⁶⁰ Ibid., p. 142.

⁶¹ En particulier Max BEHEIM-SCHWARZBACH, *Hohenzollernsche Colonisationen*, Leipzig 1874.

économiques pour le plus grand bien du pays. Porte-parole de l'élite de la Colonie encore attachée à ses institutions, au culte en français, dans leur esprit, l'engagement »patriotique« pouvait fort bien s'accommoder de particularismes. Il n'en demeure pas moins que leur amour de la patrie est extrêmement abstrait. Les habitants des *Etats du Roi* n'apparaissent guère dans l'ouvrage, sauf négativement. Ce parti pris francophile choqua certains contemporains. Pour nombre d'entre eux, cette conception n'était déjà plus recevable en cette fin de siècle⁶², à l'heure où »la montée d'une conscience collective prussienne allait de pair avec l'effacement progressif du particularisme huguenot« (von Thadden⁶³). Ainsi dans la recension de l'»Allgemeine Deutsche Bibliothek« de 1787, publiée chez Nicolai, l'auteur, après avoir fait l'éloge des »Mémoires«, trouve cependant que parfois,

*le goût et la culture allemands sont trop rabaissés en comparaison de la nation française. À ces endroits-là, et à d'autres, on remarque que les auteurs, quoique nés Allemands, et vrais sujets allemands d'un prince allemand, tenant pour un honneur de n'être en reste vis à vis de personne en matière de fidélité et d'amour pour leur patrie le Brandebourg, ont pourtant une préférence curieuse pour la France et la nation française, comme si elle était encore la leur*⁶⁴.

Or, l'idée de nation qui se fait jour alors, ces »historiens-philosophes« s'en défient, car elle leur paraît borner l'horizon de l'humanité. Aussi leur »patriotisme« a-t-il besoin d'être constamment proclamé en réplique à d'éventuels détracteurs qui les traiteraient encore d'étrangers⁶⁵. Ce qui se joue ici, ce n'est

⁶² Pour les réfugiés huguenots, la question du patriotisme était un sujet sensible en raison du transfert de fidélité qu'ils avaient dû opérer, porteur de défiance à leur égard. C'est vraisemblablement ce qui incite les auteurs à montrer que les protestants français furent toujours le meilleur soutien de la monarchie. Et que c'est là une vertu intrinsèque, donc transposable à d'autres souverains, des protestants français. Par exemple: ERMAN, RECLAM, *Mémoires* (voir n. 1), vol. 1, p. 14–15 et p. 30; vol. 2, p. 69. Cette apologie était une constante dans la littérature protestante du XVII^e siècle, rendue nécessaire par le stéréotype, ancré depuis les guerres de Religion dans la conscience collective de la majorité – catholique – des Français, »du protestant insoumis, rebelle et anti-monarchiste«, et cela en dépit de la fidélité des protestants au roi mineur pendant les troubles de la Fronde. Cf. Myriam YARDENI, *Problèmes de fidélité chez les protestants français à l'époque de la Révocation*, dans: Yves DURAND (dir.), *Hommage à Roland Mousnier. Clientèles et fidélités en Europe à l'époque moderne*, Paris 1981, p. 297–314, ici p. 300. Erman et Reclam sont ici des épigones.

⁶³ Rudolf von THADDEN, *Du réfugié pour sa foi au patriote prussien*, dans: Michelle MAGDELAINE, Rudolf von THADDEN (dir.), *Le Refuge huguenot*, Paris 1985, p. 213–227, ici p. 225.

⁶⁴ *Allgemeine Deutsche Bibliothek*, vol. 71, Berlin 1787 (recension des »Mémoires«) p. 15–43, ici p. 16–17.

⁶⁵ Une lettre publiée dans un journal allemand, »Le Portefeuille«, leur inspire une longue note polémique dont voici un extrait: *Il semble qu'on veuille en déclamant contre [les Colonies], se donner un air de patriotisme & d'esprit national, comme si les Colons françois, descendans de Réfugiés, ne fesoient pas aussi essentiellement partie de la nation à laquelle*

pas seulement leur place entre la France et la Prusse, mais bien aussi leur place entre l'*Aufklärung* et le nationalisme naissant de la fin du siècle.

Écrivant en français, les auteurs emploient constamment le mot de «Lumières» dans les acceptions les plus diverses: progrès des techniques; développement du bon goût (par exemple dans les sermons, dans l'habillement, dans l'apparition de la première bonne auberge à Berlin), *politesse de mœurs*, en particulier dans l'éducation, etc. Les huguenots en sont systématiquement présentés comme d'éminents acteurs. Le manichéisme du vocabulaire utilisé est extrêmement frappant, surtout dans les premiers volumes. Relevons quelques termes:

nuit affreuse d'infortunes, nuit d'ignorance, ténèbres, obscurité, barbarie, superstition, intolérance, fanatisme, préjugé, tyrannie, absurdité, etc. auxquels s'opposent ceux de *lumière, aurore, beaux jours, clarté, éclat, flambeau, rayon bienfaisant, raison, tolérance, sagesse, politique éclairée, peuple éclairé, civilisé et poli*, etc.⁶⁶.

C'est là le vocabulaire du temps. Les analogies sont particulièrement frappantes avec certains passages du «Dictionnaire philosophique» ou du «Traité sur la Tolérance» de Voltaire⁶⁷. Ainsi les pages où ils affirment les droits de la conscience individuelle. Ils sont convaincus qu'il existe un droit naturel⁶⁸, auquel même les princes sont soumis. L'ouvrage revêt par là le caractère d'un miroir des princes. Un monarque éclairé, soucieux du bien public, ne fait pas, à la différence de Louis XIV, de lois impossibles à respecter en conscience.

Le devoir des Souverains est de veiller au bonheur temporel de leurs sujets & lorsque les opinions religieuses ne le troublent point, ils ne doivent point s'en embarrasser; ils sont établis par la Providence pour prescrire au citoyen ce qu'il doit faire comme citoyen & non

leurs ancêtres ont été incorporés, que les anciens habitants du pays, & comme si l'affection que les Souverains leur ont toujours témoignée étoit un bien auquel ils eussent moins de droit que les autres sujets. Grâce à la sagesse de nos Maîtres l'esprit de quelques particuliers qui ont la vue très foible & le cœur très étroit, est bien éloigné d'être celui du Gouvernement (ERMAN, RECLAM, Mémoires [voir n. 1], vol. 5, p. 185, note).

⁶⁶ Ibid., passim, par exemple: vol. 1, p. 46; vol. 1, p. 154; vol. 1, p. 170; vol. 3, p. 328, etc.

⁶⁷ *Lorsqu'à la renaissance des lettres les esprits commencèrent à s'éclairer*, VOLTAIRE, Traité sur la tolérance, s.l. 1763 (rééd. par R[ené] POMEAU, Traité sur la tolérance/Voltaire, Paris 1989, chap. III, p. 43).

⁶⁸ Sur Samuel von Pufendorf et Jean Barbeyrac, cf. Sieglinde C. OTHMER, Berlin und die Verbreitung des Naturrechts in Europa. Kultur- und sozialgeschichtliche Studien zu Jean Barbeyracs Pufendorf-Übersetzungen und eine Analyse seiner Leserschaft, Berlin 1970 (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin, 30); Frédéric HARTWEG, Die Huguenotten in der Berliner Akademie, dans: Hans THIEME (dir.), Humanismus und Naturrecht in Berlin-Brandenburg-Preußen. Ein Tagungsbericht, Berlin, New York 1979, p. 182–205. Dans les années 1780, le droit naturel n'était plus un sujet de polémique dans l'Église française de Berlin, mais faisait partie du consensus.

*point ce qu'il doit croire comme Chrétien, & les Princes n'ont pas plus que le simple particulier le droit de commander aux consciences*⁶⁹.

Mais à y regarder de plus près, c'est à l'évidence d'*Aufklärung* qu'il s'agit. Certes, les Lumières européennes ont bien des points communs: affirmation des droits de la conscience individuelle, confiance en la raison, recherche du bonheur, croyance au progrès. Mais l'*Aufklärung* a une spécificité qui la distingue des Lumières françaises ou anglaises, beaucoup plus radicales; d'abord par sa dimension religieuse⁷⁰: rejetant la »superstition« catholique⁷¹, elle est ancrée dans le protestantisme: parfois anticléricale, elle n'est jamais hostile à toute religion; sur les traces du »maître à penser de l'Allemagne«⁷² Christian Wolff, elle cherche l'harmonie entre foi et raison⁷³; ensuite par son rapport à la royauté, dont la légitimité n'est pas mise en cause; les rois sont au contraire les arbitres qui limitent les pouvoirs de la noblesse et des Églises; l'idée de substituer à la monarchie »éclairée« une monarchie constitutionnelle n'apparaîtra que très tard; enfin, par son orientation pratique et pédagogique marquée, soucieuse d'applications concrètes. Or, apologie du protestantisme, fidélité dynastique et souci d'utilité sont les éléments fondamentaux de l'ouvrage d'Erman

⁶⁹ ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), vol. 1, p. 163. Cf. Pierre BAYLE, Ce que c'est que la France toute catholique sous le règne de Louis le Grand. Texte établi, présenté et annoté par Elisabeth LABROUSSE, Paris 1973, p. 67-68: *la Religion ne doit pas être embrassée, parce qu'un Roi le commande, & que les ordres de la puissance séculière ne sont pas un bon motif de crédibilité en ces choses-là*; et Elie BENOIST, Histoire de l'Edit de Nantes, 5 vol., Delft 1693-1695, vol. 1, p. 319: *Quelque violence qu'on face [sic] aux hommes, on ne peut obtenir d'eux qu'ils ne pensent pas ce qu'ils pensent [...]. La conscience [...] est comme un Subdélégué de la Justice éternelle qui rend compte à Dieu du cœur de l'homme; mais qui ne le rend qu'à luy.*

⁷⁰ Cf. à ce sujet Werner SCHNEIDERS, *Die wahre Aufklärung*, Fribourg/Br., Munich 1974, p. 12-16.

⁷¹ L'*Aufklärung* dans le domaine culturel catholique est alors ignorée en Allemagne du Nord, et a été longtemps sous-estimée. Cf. une bibliographie à ce sujet dans Jürgen VOSS, *Zur deutschen Aufklärungsdiskussion im späten 18. Jahrhundert*, dans: ID. (dir.), *Deutsch-französische Beziehungen im Spannungsfeld von Absolutismus, Aufklärung und Revolution*, Bonn, Berlin 1992 (Pariser Historische Studien, 36), p. 216, n. 10.

⁷² Voir Paul Hazard, *La pensée européenne au XVIII^e siècle, de Montesquieu à Lessing*, Paris 1963, p. 45.

⁷³ Sur l'influence de la philosophie de Christian Wolff en Allemagne, cf. Hans Martin GERLACH, Günter SCHENK, Burchard THALER, *Christian Wolff als Philosoph der Aufklärung in Deutschland*, Hallesches Wolff-Colloquium 1979, Halle/Saale 1980; Werner SCHNEIDERS (dir.), *Christian Wolff (1679-1754). Interpretationen zu seiner Philosophie und deren Wirkung, mit einer Bibliographie der Wolff-Literatur*, Hambourg 1983. L'influence de C. Wolff à Berlin et en particulier dans la Colonie fut considérable. Selon Frédéric HARTWEG, *Les Huguenots à Berlin, ou: les enfants adoptifs de la Prusse*, dans: Documents. Revue des questions allemandes 5 (1985), p. 52-71, ici p. 59: »l'adoption [de la philosophie de Christian Wolff] par les lettrés du refuge constitue un critère de leur intégration dans l'univers intellectuel allemand«.

et Reclam. Nous avons déjà évoqué les deux derniers points, attardons-nous sur le premier.

Pour eux, l'avènement des Lumières peut se dater: il remonte à la *renaissance des Lettres*⁷⁴. Auparavant, tout n'était que barbarie et ténèbres. Or, dans toute l'Europe, cette renaissance coïncide avec la Réforme. C'est alors que la raison sortit de son engourdissement, et que l'homme se mit à penser par lui-même.

*Il n'étoit guère possible qu'en s'éclairant, l'esprit humain ne fut frappé de l'absurdité des opinions que la superstition fesoit passer pour religieuses [...]. [Alors apparut] un homme courageux [Luther], au fond de l'Allemagne la vérité se fit entendre, sa voix retentit dans l'Europe entière, & fut écoutée par plus d'un sage*⁷⁵.

Il n'y avait dès lors plus de contradiction entre foi et raison. Les premiers réformateurs avaient *le goût des recherches, l'esprit philosophique & un savoir profond et contribuèrent au développement de l'esprit humain*⁷⁶. La nécessité de disputer profita aux lettres en général par l'émulation qu'elle suscita. Par la suite, l'influence des réformés sur le développement des Lumières ne se démentit pas, car ils respectèrent toujours le *Bon sens*, et les *Droits de la raison*. Elle explique que les Lumières aient ainsi pu se développer en France, pays à forte majorité catholique:

*Certainement sans la Réformation la France ne seroit point ce qu'elle est; tout en combattant la liberté de penser des Réformés, les Catholiques ont appris à penser plus librement, l'esprit d'examen est devenu l'esprit de tous les Ecrivains, & de l'opposition des idées sur les points les plus intéressans pour l'humanité est sortie la lumière*⁷⁷.

*Ainsi les Réformés ne contribuèrent pas peu à faire arriver les sciences & les lettres à ce degré de perfection auquel elles parvinrent pendant le règne brillant de Louis XIV. Sans eux [...] le développement des esprits eût été plus lent [...] & le persécuteur des Réformés n'auroit probablement point donné son nom au siècle où il a régné*⁷⁸.

Cette expression d'une «vocation protestante» (M. Yardeni), thème récurrent dans les »Mémoires«, les rattache nettement à l'*Aufklärung*. Elle constitue un apport original d'Erman et Reclam à l'écriture de l'histoire⁷⁹. Ce qui frappe

⁷⁴ ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), vol. 1, p. 172; Myriam YARDENI, Érudition et engagement: L'historiographie huguenote dans la Prusse des Lumières, dans: Francia 9 (1981), p. 592, note à ce sujet: »il est intéressant de constater le fait qu'Erman et Réclam sont peut-être les premiers à employer ce terme [renaissance des lettres] dans le sens de Michelet et de Burckhardt«.

⁷⁵ ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), vol. 3, p. 228; YARDENI, Érudition (voir n. 74), p. 592, voit dans les »Mémoires« »un remaniement »protestant« de Voltaire«.

⁷⁶ ERMAN, RECLAM, Mémoires (voir n. 1), vol. 3, p. 231.

⁷⁷ Ibid., p. 233.

⁷⁸ Ibid., p. 242.

⁷⁹ Cf. YARDENI, Érudition (voir n. 74), p. 601.

cependant dans l'ensemble de ces propos, c'est l'absence de la Divinité, de mystère ou de relation personnelle avec Dieu. Il est possible de persuader de croire, la religion n'est en somme qu'une affaire entre les hommes, qui tentent de vivre harmonieusement en société⁸⁰. Paradoxalement, dans cette histoire des »Réfugiés pour leur foi«, la foi n'occupe plus une place prépondérante. L'ouvrage n'en demeure pas moins une apologie du protestantisme, une réflexion sur sa place dans la cité et son influence sur l'histoire des hommes.

Réformés et Français, les réfugiés sont donc doublement porteurs de lumières; leur ériger un monument, ce n'est pas faire preuve de partialité envers des ancêtres auxquels on doit sa prospérité; c'est reconnaître le mérite »objectif« de ceux qui portaient deux fois en eux les valeurs qui allaient infléchir le cours de l'histoire.

Livre-miroir, l'ouvrage présente un éventail assez complet des thèmes qui occupent l'opinion de leur temps. Les deux dernières décennies du XVIII^e siècle, au cours desquelles est publié l'ouvrage, correspondent à l'apogée et au déclin de l'*Aufklärung*. Ses valeurs font partie du consensus, même si la discussion publique à son sujet va bon train⁸¹. Les auteurs partagent ces valeurs avec leur public, à qui ils parlent un langage compréhensible, donc convaincant. Aux huguenots, ils adressent un message réconfortant, leur rappelant que le Refuge est inscrit dans les projets de la Providence, et qu'ils sont porteurs, de par leurs origines, de valeurs *éclairées*, fondées sur une religion »naturelle« et rationnelle, et d'une tradition de progrès.

Mais ils s'adressent aussi à un public plus vaste. L'histoire du Refuge constitue un *spectacle intéressant* pour tous les genres de lecteurs, dépassant la chronique d'un particularisme par un jeu d'encastres successifs. Devoir de mémoire et devoir patriotique s'inscrivent étroitement dans l'histoire de la Prusse, et ce n'est pas un hasard si Erman est nommé – à sa demande – historiographe de Brandebourg⁸². Cette histoire prend place à son tour dans le tableau de l'histoire de l'humanité, seule intéressante pour les »historiens-philosophes«:

le Moraliste Philosophe a un plus grand objet [que le législateur], ses vues se portent sur le genre humain entier, ce sont des hommes qu'il veut former, plus il réussira à leur faire perdre le caractère national, plus il les rapprochera de celui de l'humanité [...] Ce ne sont pas

⁸⁰ Ces conceptions se retrouvent communément dans les sermons et jusque dans les agendas de l'Église française de ce temps. Cf. Margarete WELGE, *Die französische Kirche zu Berlin*, dans: Gottfried BREGULLA (dir.), *Hugenotten in Berlin*, Berlin 1988, p. 88–176, ici p. 119.

⁸¹ Sur cette discussion publique, cf. SCHNEIDERS, *Die wahre Aufklärung* (voir n. 70), p. 18, et VOSS, *Zur deutschen Aufklärungsdiskussion* (voir n. 71).

⁸² Cf. ERMAN, RECLAM, *Mémoires* (voir n. 1), vol. 1, p. 237. La nomination d'Erman au poste d'historiographe de Brandebourg (1792) est expressément motivée par sa participation à la rédaction des »Mémoires«, *Geheimes Staatsarchiv preußischer Kulturbesitz*, Berlin-Dahlem, Rep. 9 K Litt. F. fasc. 13 n° 3 et 4.

*des Grecs, des Romains, des Anglais, des François, des Allemands qu'il nous faut, pour que le genre humain soit heureux, ce sont des hommes*⁸³.

Ainsi le message d'Erman et Reclam est-il double. D'une part, ils veulent inciter les huguenots à redevenir, dans leur propre intérêt, des citoyens modèles comme leurs ancêtres et renforcer, pour leurs concitoyens, l'image prestigieuse de la Colonie. D'autre part, ils confèrent à cette histoire une dimension philosophique universelle: elle s'insère en un système harmonieux dans l'histoire du progrès matériel et moral de l'humanité, propre à intéresser un vaste public. Elle se fonde sur la conviction que les princes éclairés sont donnés par Dieu aux peuples pour assurer leur prospérité, assurant la marche de la société vers le progrès, et constituant des modèles pour tout l'édifice social. On conçoit qu'Erman⁸⁴ n'ait pas pu faire entrer la Révolution française dans ses catégories de pensée, et ait préféré passer l'événement sous silence⁸⁵. On peut aussi se demander si en cette fin de siècle ce message a encore de l'impact sur la jeune génération, à laquelle ils s'adressent avant tout, pour qui d'autres valeurs sont en train de poindre.

S'il est incontestable que les »Mémoires des réfugiés« d'Erman et Reclam ont fondé une légende dorée du Refuge en Prusse qui a influencé durablement l'historiographie, ils ne peuvent se réduire à cette seule dimension. Derniers représentants de la Colonie institutionnelle, Erman et Reclam comptent aussi parmi les derniers représentants de l'*Aufklärung* berlinoise, qui disparaîtra sous les effets conjugués de la Révolution française et de la vague romantique du nouveau siècle. Leurs idées ne présentent guère d'originalité par rapport à celles du temps, si ce n'est justement cet attachement résolu à des valeurs battues en brèche. Leur présentation de la France, pays des Lumières, est partielle: l'ambiguïté du mot Lumières leur permet de confondre les progrès des sciences et des arts dans ce pays avec ceux de l'esprit humain. Contrairement à cette francophilie, l'importance du rôle qu'ils attribuent au protestantisme dans les progrès de l'humanité les rattache à une tradition allemande. Au total, c'est avec cohérence et conviction qu'ils se font les apôtres d'un christianisme pratique, éloigné de tout dogmatisme, et d'une citoyenneté active. Auteurs engagés, Erman et Reclam livrent un combat d'arrière-garde. Leur livre constitue le chant du cygne de la Colonie. Cependant, en inscrivant le Refuge dans l'histoire universelle, en appelant à la rescousse toutes les valeurs de l'*Aufklärung*, ils dépeignent à leur insu l'acculturation accomplie en un siècle par les huguenots de Prusse.

⁸³ ERMAN, RECLAM, *Mémoires* (voir n. 1), vol. 4, p. 3-4. Cette idée s'exprime assez rarement dans les »Mémoires«, comparée aux innombrables protestations de patriotisme.

⁸⁴ Reclam est mort en janvier 1789.

⁸⁵ Il n'y a qu'une seule mention de l'événement: *la grande révolution, dont la France présente le singulier spectacle*, ERMAN, RECLAM, *Mémoires* (voir n. 1), vol. 7, p. 259.

Deutsche Zusammenfassung

Als die frankophonen Prediger der Berliner Hugenottenkolonie Erman und Reclam sich in den 1780er Jahren daran machten, die Geschichte ihrer Vorfahren in Brandenburg-Preußen zu schreiben, hatte sich die seit dem späten 17. Jahrhundert dort etablierte französische Kolonie stark verändert. Das Werk erschien zur Zeit der Jubiläumsfeiern 100 Jahre nach dem Erlass des Edikts von Potsdam, am Ende der Regierungszeit Friedrich des Großen und auf dem Höhepunkt der Aufklärung. Damals befand sich die Kolonie an einem schwierigen Wendepunkt. Ermans und Reclams Werk ist zwar dem Wirken der Vorfahren gewidmet, die unter dem Schutz der Hohenzollern einen entscheidenden Beitrag zur Entwicklung ihres Gastlandes leisteten, es informiert aber auch indirekt über die Gedankenwelt der Verfasser. Folgende Fragen drängen sich beim Studium des neunbändigen Werks daher auf: Welchen Blick werfen nach hundert Jahren zwei frankophone, aber zutiefst preußisch-patriotisch gesinnte und von der Aufklärung geprägte Prediger der ihrem Ende zugehenden Berliner Hugenottenkolonie auf das Refuge ihrer Vorfahren, und was erfahren wir dadurch über sie und ihre Umwelt? Inwiefern dokumentiert das Werk einen Wandel hugenottischer Identität in Brandenburg-Preußen?

Ein Einblick in andere – verwirklichte oder geplante – Publikationen über das Refuge in Brandenburg-Preußen (Charles Ancillon 1690; Projekt des Abbé Raynal um 1780) erlaubt, das Vorhaben der beiden Pastoren ins richtige Licht zu rücken: Ihnen geht es nicht darum, ausschließlich dem wohlthätigen Fürsten zu huldigen oder eine breit angelegte historisch-philosophische Schilderung des Refuge zu liefern, sondern ihrer eigenen Gemeinschaft nützlich zu sein, indem sie – ganz im Sinne der Aufklärung – den zeitgenössischen Hugenotten als Beispiel vor Augen führen, was »Patriotismus« und Dankbarkeit für sie heißt, nämlich immer mit Fleiß und Frömmigkeit im Sinne des Gemeinwohls zu handeln, wie es angeblich ihre Vorfahren ständig taten.

Ermans und Reclams Werk ist ihrer Zeit verpflichtet. Dies zeigt sich einerseits in ihrer Pionierarbeit als Historiker. Für die Abfassung der »Mémoires« sammelten sie nicht nur umfangreiches Archivmaterial, sondern auch mündliche Zeugnisse hugenottischer Traditionen mit dem Ziel, die Erinnerungen der ersten Generation der Réfugiés zu bewahren. Andererseits sind die ihnen wichtigen Ideale der Toleranz, der Nützlichkeit und des Gleichgewichts zwischen Glauben und Vernunft eindeutig Werte der Aufklärung. In dieser Hinsicht liefert die Art und Weise, wie sie ihre hugenottischen Zeitgenossen überzeugen wollten, dem Beispiel ihrer Vorfahren zu folgen, einen deutlichen Nachweis ihrer im Laufe eines Jahrhunderts erfolgten Integration in die preußische Gesellschaft und Kultur.

FRANZISKA ROOSEN

ERZIEHUNG UND BILDUNG VON HUGENOTTEN IN BERLIN

Das Lehrerseminar¹

»Le bon Dieu ne parle pas l'Allemand«². Dieses Bonmot findet sich auf einer der ersten Seiten der Familienchronik, die der Hugenottennachfahre Gustav von Jordan zu Beginn des 20. Jahrhunderts verfaßte. Es macht auf amüsante Weise auf hugenottische Vorbehalte der deutschen Sprache gegenüber aufmerksam. Betrachtet man indes die Sprachpolitik der Französischen Kirche Brandenburg-Preußens im ausgehenden 18. und beginnenden 19. Jahrhundert, läßt sich dieser Ausspruch in ironischer Überspitzung auch auf all jene beziehen, die vor ihrer Kirche als gute Hugenotten dastehen wollten: »Ein Hugenotte spricht nicht Deutsch.«

Zu einer solchen Einschätzung führen die geradezu trotzigen Bemühungen der französischen Konsistorien, die Sprache der Ahnen unter den Gemeindemitgliedern lebendig zu halten. Herausragendes Motiv ihrer Sprachpolitik scheint die Angst gewesen zu sein, die durch das Potsdamer Edikt verbrieften Privilegien zu verlieren, wenn man sich von den Einheimischen nicht mehr deutlich unterscheiden würde³. Diese 1685 von den Hohenzollern zugestandenen Privilegien waren umfangreich: Sie gestatteten es den Hugenotten, in Kolonien mit eigener Kirche, eigener Verwaltung, eigener Rechtsprechung und eigener Schule zu leben. Aus diesem Blickwinkel betrachtet läßt sich die bewahrende Sprachpolitik der Französischen Kirche als Versuch charakterisieren, eine endgültige Assimilation ihrer Mitglieder an deren brandenburgisches Umfeld zu verhindern.

Welche Rolle in diesem Kontext der Schule zukam, soll im folgenden am Beispiel des hugenottischen Kantoren- und Lehrerseminars – der sogenannten

¹ Für kritische und beherzte Lektüre danke ich meinem Vater, Albert Heusch.

² Gustav von JORDAN, Louis Jordan. Chronik der Familie Jordan, Berlin 1902, S. 8.

³ Diese Einschätzung wird von der Forschung bestätigt. Vgl. jüngst Manuela BÖHM, Akkulturation und Mehrsprachigkeit am Waisenhaus der Französischen Kolonie in Berlin um 1800, in: Ute TINTEMANN, Jürgen TRABANT (Hg.), Sprache und Sprachen in Berlin um 1800, Hannover 2004, S. 33–54, hier S. 37f.

Pépinère des Chantres et Maîtres d'École – dargelegt werden⁴. Zu diesem Zweck wird in einem ersten Schritt ein Blick auf Tradition, Struktur und Ausbau des Bildungswesens geworfen, das die Zuwanderer aus Frankreich seit 1685 in Brandenburg-Preußen, insbesondere in Berlin errichtet hatten. Ebenso skizzenhaft wird hiernach erörtert, welche Bedeutung die französische Sprache im Integrationsprozeß erlangte. Sodann rückt das Lehrerseminar in den Mittelpunkt, das seit den 1770er Jahren als eine der ersten Einrichtungen dieser Art Personal für die immer noch zahlreichen französischen Schulen in der Hauptstadt und der Provinz ausbildete. Die Beleuchtung der Gründungsumstände und die Diskussion des Seminarprogramms versprechen die Absichten aufzudecken, welche die Französische Kirche mit der Errichtung des Instituts verband. Abschließend soll eine Rekonstruktion der Absolventenliste Aufschluß darüber geben, welchen Beitrag die *Pépinère des Chantres et Maîtres d'École* zum Überleben der französischen Gemeinden tatsächlich leisten konnte.

1. Zum hugenottischen Erziehungswesen

Bei den Calvinisten nahm die Kindeserziehung von jeher eine zentrale Stellung ein. In der Tradition des Reformators Johannes Calvin (1509–1564) schrieben sie dem Erziehungsauftrag ihrer Kirche eine hohe Bedeutung zu⁵. Demgemäß ordnete die »Discipline ecclésiastique des églises réformées de France« an: *Les Eglises feront tout devoir de faire dresser des Ecoles, & donneront ordre que la jeunesse soit instruite*⁶. Dieses Gebot führte in Frankreich zur Gründung eines flächendeckenden Netzes an Elementarschulen auf Gemeindeebene, einer Vielzahl von *collèges* auf Provinzebene und von acht Akademien (dem protestantischen Pendant zu den katholischen Universitäten) auf Landesebene⁷. Geschützt war das protestantische Bildungswesen seit 1598 durch das Edikt von Nantes, das der hugenottischen Minderheit neben anderen Rechten auch die Erziehungsfreiheit im häuslichen und schulischen Bereich

⁴ Das Amt des Kantors war im 18. Jahrhundert oftmals mit dem Amt des örtlichen Lehrers verbunden, die Ausbildung ähnlich. Hier wird daher verkürzt nur vom Lehrerseminar (anstatt vom Kantoren- und Lehrerseminar) gesprochen.

⁵ Zum pädagogischen Programm Calvins vgl. Reinhold HEDTKE, *Erziehung durch die Kirche bei Calvin. Der Unterweisungs- und Erziehungsauftrag der Kirche und seine anthropologischen und theologischen Grundlagen*, Heidelberg 1969 (Pädagogische Forschungen, Veröffentlichungen des Comenius-Instituts, 39).

⁶ [Isaac] D'HUISSEAU (Hg.), *La discipline ecclésiastique des églises réformées de France* [etc.], Amsterdam 1710, S. 98.

⁷ Zur Kindes- und Jugenderziehung bei den Protestanten in Frankreich vgl. nach wie vor: Paul DE FÉLICE, *Les Protestants d'autrefois*, Bd. 4: *Éducation, instruction: Vie intérieure des églises, mœurs et usages*, Paris 1902.

eingerräumt hatte – freilich unter bestimmten Auflagen⁸. Mit dem Regierungsantritt Ludwigs XIV. (1638–1715) im Jahr 1661 verschlechterte sich die Situation seiner protestantischen Untertanen zunehmend. Der innenpolitische Leitsatz des Sonnenkönigs lautete »une foi, une loi, un roi«, was unter anderem bedeutete, daß er den Katholizismus zur Staatsreligion machen wollte. Protestanten wurden nun aus immer mehr Berufen und öffentlichen Ämtern ausgeschlossen, die kirchlichen Handlungen überwacht und das reformierte Schulwesen gestört. Die höheren protestantischen Bildungseinrichtungen mußten eine nach der anderen schließen oder gingen an Jesuiten über, die niederen Schulen wurden stark reduziert und ihre Schülerzahl begrenzt. Der siebte Artikel des Edikts von Fontainebleau (1685), mit dem das Edikt von Nantes widerrufen und die inzwischen stark dezimierte Gruppe der Protestanten zur Konversion gezwungen werden sollte, ordnete die Schließung aller reformierten Lehranstalten an⁹.

Das gleiche Edikt untersagte den Hugenotten die Auswanderung aus dem französischen Königreich, nur ihre Pastoren durften emigrieren. Dennoch wagten rund 150 000 Menschen die Flucht. Mehrere protestantische Herrscher reagierten sogleich mit Einladungen in der Hoffnung, die als wirtschaftlich und kulturell fortschrittlich geltenden Hugenotten in ihre Länder zu holen. Kurfürst Friedrich Wilhelm I. (1640–1688) gelang es mit seinem im Potsdamer Edikt festgeschriebenen Privilegienprogramm, 15 000 dieser Emigranten für eine dauerhafte Ansiedlung in Brandenburg-Preußen zu gewinnen. Bevorzugter Ansiedlungsort wurde Berlin, wo sich bis 1700 etwa 6000 dieser Flüchtlinge niederließen. Jeder vierte Berliner war um die Wende zum 18. Jahrhundert somit französischer Abstammung¹⁰.

Unsicherheiten hinsichtlich der Gültigkeit der kalvinischen Kirchenordnung in seinen Territorien räumte Kurfürst Friedrich III. (1688–1713, seit 1701 als

⁸ Das Edikt von Nantes findet sich abgedruckt in: Élie BENOIST, *Histoire de l'Edit de Nantes, contenant Les choses les plus remarquables qui se sont passées en France avant & après sa publication [etc.]*, Bd. 1, Delft 1693, S. 63–98; Athanase-Jean-Léger JOURDAN u.a. (Hg.), *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789 [etc.]*, 29 Bde., Paris 1821–1833, hier Bd. 15: août 1589–mai 1610, hg. von François-André ISAMBERT, Alphonse-Honoré TAILLANDIER, DECRUSY, Nr. 124f., S. 170–210. Die wohl signifikanteste Auflage war, daß von den Reformierten nur an solchen Orten Schulen unterhalten werden durften, wo ihnen auch die öffentliche Kultusausübung gestattet war.

⁹ Edikt von Fontainebleau, abgedruckt bei Peter LIESSEM, *Die Aufhebung des Edikts von Nantes (1598) durch das Edikt von Fontainebleau (1685)*, *Sickte* 1987 (Geschichtsblätter des Deutschen Hugenotten-Vereins, 19/8), S. 10; JOURDAN u.a. (Hg.), *Recueil général* (wie Anm. 8), hier Bd. 19: janvier 1672–mai 1686, hg. von François-André ISAMBERT, Alphonse-Honoré TAILLANDIER, DECRUSY, Nr. 1192, S. 530–534.

¹⁰ Die Zahlen beruhen auf einer Auswertung der Kolonielisten durch François DAVID, *Les colonies des réfugiés protestants français en Brandebourg-Prusse (1685–1809): institutions, géographie et évolution de leur peuplement*, in: *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* 140 (1994), S. 111–141, hier S. 124f. und S. 130.

Friedrich I. König in Preußen) 1689 aus, indem er den jungen französischen Kirchen die Beachtung ihrer »Discipline ecclésiastique« vorschrieb¹¹. Diese Anordnung stellte die rechtliche Grundlage für das eigenständige Bildungswesen der Berliner Hugenotten dar. Keine Übernahme fand indes das synodale Element der »Discipline ecclésiastique«. Der Kurfürst bestand auf seine Episkopalrechte und bekräftigte diese Haltung durch die Einsetzung der *Commission ecclésiastique* (1694), aus der im Juli 1701 das Französische Oberkonsistorium hervorging¹². Dieses stand fortan als oberste geistliche Behörde mit administrativen und justiziellen Funktionen den französischen Kolonien vor. Für den Erziehungssektor war es insofern maßgebend, als es bis zu seiner Auflösung im Dezember 1808 die oberste Entscheidungskompetenz in Angelegenheiten des französisch-reformierten Schulwesens innehatte¹³.

Für Organisation und Ordnung des Schullebens in den einzelnen Stadt- und Landgemeinden zeichnete das jeweilige Konsistorium verantwortlich. Das größte Gremium der Französischen Kirche in Berlin, die *Assemblée générale* oder auch *Compagnie du Consistoire*, war mit Schulangelegenheiten nur am Rande betraut. Ihm gehörten die Prediger, Ältesten und Diakone der verschiedenen Parochien an, in besonderen Fällen um zehn bis dreißig Familienoberhäupter verstärkt. Bei den im vierzehntägigen Turnus stattfindenden Sitzungen wurde über all die Angelegenheiten entschieden, die nicht in den Kompetenzbereich von Konsistorium oder Diakonat fielen, unter anderem über die Ernennung von Kirchenbeamten und Lehrern sowie die Aufnahme von Zöglingen in das theologische oder in das Lehrerseminar. Ferner durften neue *Reglements*, also auch die für das Schulwesen relevanten, grundsätzlich nur mit Zustimmung der *Assemblée générale* eingeführt werden¹⁴. Die Angelegenheiten der Jugendpflege fielen in den Aufgabenbereich des Mittwochs-Konsistoriums, zur besseren Unterscheidung von den beiden anderen Konsistorien nach dem Tag seiner Zusammenkünfte so genannt. Es übte das Kirchenregiment aus und hatte somit auch die Erfüllung des kirchlichen Erziehungsauftrages sicherzustellen. Entsprechend formulierten die Gemeindesatzungen: Das Mittwochs-

¹¹ Christian Otto MYLIUS, *Recueil des Edits, Ordonnances, Reglements, et Rescripts, contenant les Privileges et les Droits attribués aux François Réfugiés [etc.]*, Berlin 1750, Nr. 20 (07.12.1689), Sp. 71–74.

¹² Vgl. hierzu Ernst MENGIN, *Das Recht der französisch-reformierten Kirche in Preußen*. Ein Urkundenbuch, Berlin 1929, S. 4–8; und jüngst Eckart BIRNSTIEL, *Le statut juridique des églises huguenotes en Brandebourg-Prusse (1672–1809)*, in: Hubert BOST, Claude LAURIOL (Hg.), *Refuge et désert. L'évolution théologique des huguenots de la Révocation à la Révolution française*, Paris 2003, S. 33–53, hier S. 38–47.

¹³ Die Verordnungen und Zirkular-Verfügungen zum öffentlichen Unterricht (erhalten für die Jahre 1743–1786) finden sich im Geheimen Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz (= GStA PK) I. HA Rep. 76 alt (Ältere Oberbehörden für Wissenschaft, Kunst, Kirchen- und Schul-sachen), VI, Nr. 25.

¹⁴ *Reglements für die Compagnie des Consistoriums der französischen Kirche zu Berlin*, hg. v. der Compagnie des Consistoriums, Berlin 1876, Abschn. 1, Kap. 1,3 und Kap. 2,9–11.

Konsistorium hat »über Alles, was den Unterricht und die Erziehung der Jugend betrifft, zu wachen« und »von dem Zustande der Schulen Kenntnis zu nehmen«¹⁵. Die Aufsicht, die es bis ins 19. Jahrhundert über das französische Schulwesen ausübte, erstreckte sich auf die Bereiche Genehmigung und Visitation der Schulen, Überprüfung der Schulmeister auf fachlichem und sittlichem Gebiet sowie Kontrolle des regelmäßigen Schulbesuchs der Kinder¹⁶. Unterstützt wurde das Konsistorium in seiner Arbeit von einer eigens hierfür eingesetzten Schulkommission.

So wie die französische Schulverwaltung über Jahrzehnte gewachsen war, war auch das gemeindliche Erziehungs- und Bildungswesen gediehen. In den Protokollen des Konsistoriums ist erstmals im Juni 1686 von einem Gemeindeglehrer die Rede, der einige Armenkinder im Lesen unterrichten sollte¹⁷. Knapp sechs Jahre später wurde die erste ordentliche Gemeindeschule mit schon erweitertem Curriculum gegründet¹⁸. Was so klein begonnen hatte, präsentierte sich beim hundertsten Jahrestag des Edikts von Potsdam als differenziertes und effizientes Bildungswesen. Zu diesem Zeitpunkt verfügte die französische Gemeinde Berlins über mehr als 60 Elementarschulen, zahlreiche Pensionate, ein Waisenhaus, ein Kinderhospital, mehrere private höhere Schulen, ein Gymnasium und jeweils ein Seminar für Lehrer und Theologen¹⁹. Mit diesen Einrichtungen leistete die Kirche ihrem Erziehungsauftrag gewissenhaft Folge. Neben diesen Erziehungsauftrag aber trat seit der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts – als die Nachfahren der Réfugiés ihrer Französischkompetenz verlustig gingen, als immer weniger von ihnen am Abendmahl teilnahmen²⁰,

¹⁵ Ibid., Abschn. 1, Kap. 3,3 und 3,4.

¹⁶ Zusammengefaßt sind die Zuständigkeiten und Privilegien des Konsistoriums in einem Bericht, den man 1809 auf Anfrage Wilhelm von Humboldts (1767–1835) verfaßte. Vgl. Archiv der Französischen Kirche im Französischen Dom, Berlin (= AFRD) Rep. 04–660, Bl. 180. Humboldt war 1809 Leiter der Sektion für Kultus und Unterricht im preußischen Innenministerium geworden.

¹⁷ Ibid., Rep. 04–2400, S. 42 (02.03.1687) und S. 44 (27.03.1687).

¹⁸ GSStA PK (wie Anm. 13), I. HA Rep. 122 (Französisches Koloniedepartement), 3 b II, Bd. 1, Bl. 22 (17.02.1792). Zum Lehrprogramm gehörten nun Lesen, Schreiben und Rechnen.

¹⁹ Einen summarischen Überblick über das hugenottische Schulwesen in Berlin bietet Eckart BIRNSTIEL, Zwischen zwei Kulturen. Die Schule der Berliner Hugenotten, in: Mitteilungen und Materialien der Arbeitsgruppe Pädagogisches Museum e.V. 25 (1987), S. 99–135. Vgl. demnächst ausführlich Franziska ROOSEN, „Soutenir notre Église“. Hugenottische Erziehungskonzepte und Bildungseinrichtungen im Berlin des 18. Jahrhunderts, Bad Karlshafen [2007] (Geschichtsblätter der Deutschen Hugenotten-Gesellschaft e.V., 42).

²⁰ Vgl. beispielsweise François DAVID, Les colonies françaises en Brandebourg-Prusse: Une étude statistique de leur population, in: Manuela BÖHM, Jens HÄSELER, Robert VIOLET (Hg.), Hugenotten zwischen Migration und Integration. Neue Forschungen zum Refuge in Berlin und Brandenburg, Berlin 2005, S. 69–93, hier S. 85–91.

als Hochzeiten zwischen Franzosen und Deutschen gang und gäbe wurden²¹ – ein weiteres, als mindestens ebenso wichtig erachtetes Anliegen: die schwindende Gruppenidentität der Hugenotten über die Sozialisation des Nachwuchses neu zu prägen und zu erhalten.

2. Bewahrung der französischen Sprache

»Eine kollektive Identität begründet sich zum einen auf ein Bewußtsein der Gruppe von sich selbst, zum anderen als Urteil und Zuschreibung ›von außen‹, d.h. seitens anderer Gruppen; kollektive Identität und Zugehörigkeitsdefinitionen werden über Grenzziehungen der ethnischen Gruppen selbst wie über Abgrenzungen durch andere ethnische Kollektive bestimmt«, schreibt der Soziologe Friedrich Heckmann²². Welche Bedeutung der Sprache in diesem von der Kirchenleitung gewollten Abgrenzungsprozeß zukam, läßt sich an der Sprachpolitik der französischen Konsistorien beobachten.

Der französisch-deutsche Sprachwechsel hatte mehrere Etappen durchlaufen, von einer französischen Einsprachigkeit über eine französisch-deutsche Mehrsprachigkeit bis hin zu einer deutschen Einsprachigkeit²³. Je nach Lage und Größe der Kolonien sowie sozialem Kontext der einzelnen Familien hatte dieser Prozeß früher oder später eingesetzt. Anhand der Sitzungsprotokolle des Berliner Konsistoriums läßt sich nachweisen, daß spätestens ab den 1760er Jahren eine wachsende Zahl von Gemeindegliedern dem Gottesdienst in französischer Sprache nicht mehr folgen konnte. Die Kirchenleitung aber bestand weiterhin auf der hergebrachten Kultussprache, selbst wenn sie damit den Erfolg ihres seelsorgerischen Auftrags gefährdete. Sie währte, daß mit Aufgabe ihrer sprachlichen Eigenständigkeit eine Vereinigung mit den deutsch-reformierten Kirchen drohen und sie damit ihre Autonomie verlieren würde²⁴. Insbesondere die Wahrung der französischen Sprache versprach, die Distinktion von den Einheimischen offensichtlich zu machen.

²¹ Vgl. beispielsweise Susanne LACHENICHT, Migration, Migrationspolitik und Integration. Hugenotten in Brandenburg-Preußen, Irland und Großbritannien, in: *ibid.*, S. 37–58, hier S. 50–53.

²² Friedrich HECKMANN, *Ethnische Minderheiten, Volk und Nation: Soziologie inter-ethnischer Beziehungen*, Stuttgart 1992, S. 55.

²³ Hierzu jüngst: Manuela BÖHM, Der französisch-deutsche Sprachwechsel in der hugenottischen Landkolonie Strasburg/Uckermark, in: BÖHM, HÄSELER, VIOLET (Hg.), *Hugenotten* (wie Anm. 20), S. 135–153. Vgl. auch ihren Beitrag im vorliegenden Band.

²⁴ Vgl. Frédéric HARTWEG, Sprachwechsel und Sprachpolitik der Französisch-Reformierten Kirche in Berlin im 18. Jahrhundert, in: *Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschlands* 30 (1981), S. 162–176.

Nach außen wurde die französische Sprache somit zu einem existenzlegitimierenden Moment. Als markanter Ausdruck des Andersseins der Hugenotten sollte sie deren privilegierte Sonderexistenz rechtfertigen. Nicht zu Unrecht galt den Führungsgremien der Hugenotten das Französische als Symbol der Eigenständigkeit, kann doch allgemein beobachtet werden, daß sich ihre Gemeinden erst dann auflösten, wenn ihre französischsprachigen Mitglieder ausstarben²⁵. Nach innen wurde die Beibehaltung der Sprache der Vorfäter zu einer Strategie der Identitätssicherung. Das Französische wurde zu einem »monument de mémoire collective«²⁶. Über die Sprache sollte ein Wir-Gefühl transportiert werden, das dem Zusammenhalt der Gemeinde nur nützen konnte, indem es an die gemeinsamen Wurzeln und die Exklusivität der hieraus hervorgegangenen Gemeinschaft erinnerte. Im Kampf um die Aufrechterhaltung des Koloniestatus entwickelte sich die französische Sprache somit zu einem Prestigeobjekt der Kirchenleitung.

In diesem Kontext gelangten die Schulen zu einer ganz neuen Bedeutung. Hier konnte man während entscheidender Jahre prägenden Einfluß auf eine Vielzahl der Koloniekinder ausüben, hier konnte man ihnen beibringen, was in ihrem Elternhaus vielleicht schon vergessen war. Wo ließ sich Sprachpflege intensiver betreiben als im Klassenzimmer? Wo konnte man besser die Besonderheiten des eigenen Bekenntnisses vermitteln? Wo sollte die gemeinsame Herkunft offensichtlicher werden als in einer Gruppe hugenottischer Kinder? Daß dem Französischen Oberkonsistorium solche Gedankengänge nicht fern lagen und ihm die Schule durchaus als Mittel zur Bewahrung und Festigung kultureller Eigenständigkeit erschien, zeigen diverse Anordnungen aus jenem Zeitraum. Von den beiden, die hier genannt werden sollen, sei zunächst das Reglement angeführt, das die Schulkommission im Auftrag der *Compagnie du Consistoire* im September des Jahres 1773 für die französischen Gemeinde- und Kolonieschulen ausarbeitete²⁷.

Man sei darauf hingewiesen worden, heißt es dort einleitend, daß die Verwendung der Muttersprache an den Schulen dermaßen nachgelassen habe, daß hier nicht nur die Kinder der Deutschen kaum noch die französische Sprache erlernen könnten, sondern selbst die Kinder der Franzosen ihre geringen Fran-

²⁵ Jürgen ESCHMANN, Die Sprache der Hugenotten, in: DERS. (Hg.), Hugenottenkultur in Deutschland, Tübingen 1988 (Erlanger Romanistische Dokumente und Arbeiten, 2), S. 9–35, hier S. 12.

²⁶ Myriam YARDENI, Le Refuge allemand et la France. Histoire d'une aliénation, in: Frédéric HARTWEG, Stefi JERSCH-WENZEL (Hg.), Die Hugenotten und das Refuge. Deutschland und Europa, Berlin 1990 (Einzelveröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin, 74), S. 187–203, hier S. 187.

²⁷ AFRD (wie Anm. 16), Rep. 04–660, Bl. 52 (08.09.1773).

zösischenkenntnisse vergäßen²⁸. Dies rühre vor allem daher, daß die Lehrer den Schülern erlaubten, sich untereinander auf Deutsch zu unterhalten und selbst häufiger mit ihnen deutsch als französisch sprächen.

Mit folgenden Maßnahmen gedachte die Schulkommission, den Gebrauch der französischen Sprache zu fördern: Französisch sollte fortan in der Schulstube Unterrichts- und Umgangssprache sein. Des Deutschen durfte sich der Lehrer nur bedienen, wenn er den Kindern einen Sachverhalt erklären mußte, den diese bei französischer Unterrichtung zuvor nicht begriffen hatten. Ferner hatte der Lehrer darauf zu achten, von den Kindern ausschließlich in französischer Sprache angesprochen zu werden – nur in Ausnahmefällen und mit seiner speziellen Erlaubnis sollten sie ihre Fragen in deutscher Sprache formulieren dürfen. Auch untereinander durften die Schüler nur französisch sprechen (eigentlich sollten sie sich gar nicht miteinander unterhalten). Zwei Unterrichtsstunden mußten fortan pro Woche der französischen Sprache vorbehalten sein: In dieser Zeit sollten Vokabeln, Gesprächssituationen und Übersetzungen vom Deutschen ins Französische und umgekehrt geübt werden. Da die meisten Kinder sich das empfohlene Lehrbuch nicht leisten konnten (es handelte sich um die französisch-deutsche »Grammatik« von Robert Jean des Pepliers, der Gespräche, Redensarten, Denksprüche etc. in beiden Sprachen angehängt waren), wollte die *Compagnie du Consistoire* jedem Lehrer eine Ausgabe überreichen. In ihrem Reglement präziserte die Schulkommission sogar die Methode, derer der Lehrer sich bei den Sprachübungen zu bedienen hatte: Zuerst sollte er ein Wort auf Französisch und auf Deutsch laut vorlesen, und es anschließend jeden Schüler wiederholen lassen; dann folgten Sätze. Am Ende eines Dialogs oder eines Kapitels fand eine Repetition statt, bei der jeder Schüler auf eine bestimmte Frage des Lehrers zu antworten hatte. Außerdem sollten mündlich die Fragen und Antworten des »Kleinen Katechismus« von Superville – auch dieses Buch wurde den Lehrern an die Hand gegeben – vom Deutschen ins Französische und zurück übersetzt werden.

Ob die vom Konsistorium bestimmten Maßnahmen von Erfolg gekrönt waren, geht aus dem Quellenmaterial nicht unmittelbar hervor. Die Schulkommission zumindest wurde angehalten, auf die Umsetzung des Reglements zu achten²⁹. So hatte man bereits einige Monate vor seiner Publikation der Witwe Aumeras die Erlaubnis zur Gründung einer Schule mit der Begründung verweigert, daß sie die französische Sprache nicht beherrsche³⁰.

Die zweite Anordnung datiert vom März 1769. Es entbehrt nicht einer gewissen Ironie, daß sich just die oben erwähnte Strategie – am Französischen

²⁸ Tatsächlich besuchten viele deutsche Kinder die französischen Schulen. Vor allem der zweisprachige Unterricht und das oftmals moderate Schulgeld scheinen ihre hohe Anziehungskraft ausgemacht zu haben.

²⁹ AFRD (wie Anm. 16), Rep. 04–660, Bl. 52 (08.09.1773).

³⁰ Ibid., Rep. 04–2411, S. 191 (14.07.1773).

als Liturgiesprache festzuhalten – als ursächlich für diese Anordnung erweist. Die durch diese Sprachpolitik hervorgerufenen Verständnisprobleme nämlich sorgten für immer mehr Übertritte zur deutsch-reformierten Kirche. Die Betroffenen argumentierten, sich in ihren eigenen Kirchen nicht mehr erbauen, geschweige denn dem Gottesdienst folgen zu können. Alarmiert vom Mitgliederschwind in den eigenen Reihen, wurde das Französische Oberkonsistorium endlich tätig. Die Art und Weise, wie man den Austritten entgegenzusteuern beschloß, mutet freilich etwas befremdlich an. Abhilfe nämlich sollte nicht etwa ein Wechsel der Kultussprache schaffen, sondern die einzelnen Schulmeister. Ihnen wurde aufgetragen, für die Bewahrung der französischen Sprache unter ihren Schülern Sorge zu tragen:

Chers & bien aimés salut! Plusieurs membres des Églises françaises se déterminant depuis quelque tems à demander des Lettres Dimissoires [sic] sous prétexte de ne pas entendre suffisamment la langue française, ce qui tend au détriment de Nos Colonies, Nous vous enjoignons par les présentes, 1. d'ordonner le plus sérieusement de Nôtre part à vos Maîtres d'Ecole de s'acquitter fidèlement de leur devoir à cet égard en donnant aux enfans qu'ils instruisent toutes les instructions & tous les secours possibles pour leur rendre la langue française familière; & 2. de déclarer à tous les membres de vôtre troupeau que ceux qui négligeront d'instruire leurs enfans dans ladite langue, & qui sans des raisons suffisantes quitteront l'Eglise française seront privés de tous les avantages dont eux & leurs enfans auroient pu jouir, & qu'ils auroient pu obtenir de Nos établissemens & fondations pieuses³¹.

Da zahlreiche Eltern des Französischen nicht mehr mächtig waren, erschien die Idee sinnvoll, den Lehrern die Spracherziehung zu übertragen – wären da nicht zwei signifikante Schwierigkeiten aufgetreten: Zum einen war es um die Versorgung der französischen Schulen in jenen Jahren schlecht bestellt, viele mußten aufgrund Lehrermangels schließen³². Zum anderen galt das vorhandene Lehrpersonal vielerorts als nicht ausreichend qualifiziert. Die Berliner *École de Charité* als größte unter allen französischen Elementarschulen in Brandenburg-Preußen etwa erklärte selbst, oftmals gezwungen gewesen zu sein, *höchst mittelmäßige* Lehrer anzustellen, weil bessere nicht hatten gefunden werden können³³.

³¹ GStA PK (wie Anm. 13), I. HA Rep. 76 alt (Ältere Oberbehörden für Wissenschaft, Kunst, Kirchen- und Schulsachen), VI, Nr. 25, Bl. 117 (25.03.1769).

³² Vgl. für Magdeburg, Halberstadt und Burg: Henri TOLLIN, Geschichte der Französischen Colonie von Magdeburg, 6 Bde., Halle 1886–1894, Bd. 3/1C, S. 808; AFRD (wie Anm. 16), Rep. 04–1523, Bl. 117 (22.02.1779).

³³ Bibliothek des Französischen Doms, Berlin (= BFRD), L–111 (Relation de l'École de Charité, 1775), S. 5. Für erste Informationen zur *École de Charité* vgl. Eduard MURET, Geschichte der französischen Kolonie in Brandenburg-Preußen, unter besonderer Berücksichtigung der Berliner Gemeinde, Berlin 1885, S. 157–166.

3. Die *Pépinière des Chantres et Maîtres d'École*

Bereits wenige Monate nach der Verfügung vom März 1769 mußte das Oberkonsistorium daher erneut handeln. Ihm war bekannt, daß die *École de Charité* seit geraumer Zeit ehemalige Schüler zu Lehrern weiterbildete. In einer geregelten Lehrerausbildung offenbar die Lösung für seine drängenden Probleme sehend, ermunterte es die Schulleitung, dieses Projekt auszubauen. Die Direktion der *École de Charité* konnte aber damals nur die Ausbildung einiger weniger Jungen zusagen, weil es ihr an Räumlichkeiten mangelte³⁴. Als fünf Jahre später der Neubau an der Jägerstraße fertiggestellt war, sollte die Lehrerausbildung professioneller aufgezogen werden³⁵. In der Zwischenzeit hatte sich der Bedarf an geeigneten Lehrkräften immer stärker abgezeichnet, und sowohl die Armenschule als auch mehrere französische Kolonien litten unter der schlechten Versorgungslage. Auch hatte das Oberkonsistorium erneut interveniert. 1775 aber konnten die Leiter der *École de Charité* in ihrem Jahresbericht endlich vermelden, vier ständige Plätze für die Unterweisung künftiger Lehrer geschaffen zu haben. Unter der Aufsicht eines Lehrers sollten diese Schüler Anleitungen erhalten, die sie für ihren späteren Beruf qualifizierten: *La lecture & l'écriture françoise & allemande, l'orthographe, l'arithmétique, le chant, une instruction plus détaillée, & plus approfondie dans la Religion sont les objets dont ils seront uniquement occupés*³⁶. Waren die jungen Männer in ihren Studien ausreichend fortgeschritten und hatten ein bestimmtes, nicht weiter präziertes Alter erreicht, sollten sie sich an der *École de Charité* üben können. Wenn sie sich durch Leistungen und Betragen bewährt hatten, sollten Anstellungen für sie gesucht werden. Erster Kandidat des Programms an der Armenschule war ein gewisser Daniel Nicolas³⁷. Bereits nach zwei Jahren konnte dieser auf Anfrage der dortigen Kirche nach Halberstadt gehen, wo er zunächst Hilfslehrer der Kolonieschule wurde, um kurz darauf Nachfolger des Hauptlehrers zu werden³⁸. 1788 kehrte er nach Berlin zurück. Hier wurde er anfangs Lehrer an der Domschule, dann Aufseher an der *Pépinière*³⁹. Ein zweiter Kandidat dieses Programms trat 1777 eine Stelle in Frankfurt/Oder an⁴⁰.

³⁴ AFrD (wie Anm. 16), Rep. 04–817, S. 321 (11.09.1769).

³⁵ BFrD (wie Anm. 33), L–111 (Relation de l'École de Charité, 1775), S. 4; AFrD (wie Anm. 16), Rep. 04–818, S. 406 (13.02.1775).

³⁶ BFrD (wie Anm. 33), L–111 (Relation de l'École de Charité, 1775), S. 5.

³⁷ Ibid., S. 6.

³⁸ Ibid., L–111 (Relation de l'École de Charité, 1777), S. 6.

³⁹ Vgl. ibid., L–111 (Relation de l'École de Charité, 1790), S. 4; AFrD (wie Anm. 16), Rep. 04–504, Nr. 309. Einige Jahre später machte er sich mit einem Mädchenpensionat selbständig.

⁴⁰ BFrD (wie Anm. 33), L–111 (Relation de l'École de Charité, 1777), S. 6.

Von derartigen Erfolgen überzeugt, beschloß die *Compagnie du Consistoire* schließlich in enger Zusammenarbeit mit der Leitung der *École de Charité* die Gründung einer eigenständigen Institution. Eine Kommission arbeitete hierfür ein Konzept aus, das dem Oberkonsistorium, der Versammlung der Familienväter und den Kirchen des Landes vorgelegt wurde⁴¹. Nach deren Genehmigung vereinbarte die *Compagnie du Consistoire* mit der *École de Charité*, daß die *Pépinière* zwar unabhängig von dieser bestehen, die Kandidaten aber zunächst gegen eine fixe Pension von 25 Reichstalern in deren Räumlichkeiten untergebracht werden sollten. Finanziert und geleitet wurde das neue Institut von der *Compagnie du Consistoire*⁴². Am 20. Januar 1779 wurde das von der Kommission vorgelegte Generalreglement gebilligt, und am 5. Oktober 1779 konnte das Lehrerseminar eröffnet werden⁴³.

Damit besaßen die Hugenotten eines der wenigen Lehrerseminare jener Zeit. Tatsächlich stellte die Lehrtätigkeit bis ins 19. Jahrhundert hinein keinen eigenständigen, hauptamtlichen Beruf dar: Küster, Handwerker, Schneider, Kesselflicker und (invalide) Soldaten, zuweilen auch Gymnasiasten betätigten sich gleichermaßen auf dem Gebiet der institutionellen Kindererziehung. Hatte der Lehrer einer niederen Schule überhaupt eine Ausbildung erhalten, so durch Anleitung eines älteren Kollegen oder eines Geistlichen⁴⁴. Daneben gab es immer wieder Schulmeisterdynastien, in denen die Väter ihre Söhne anleiteten, bevor diese ihnen im Amt nachfolgten⁴⁵. Bis zur Wende zum 19. Jahrhundert zählt Michael Sauer rund zehn Seminargründungen für die Ausbildung preußischer Elementarschullehrer⁴⁶.

Aufgenommen in die *Pépinière des Chantres et Maîtres d'École* wurden hugenottische Jugendliche, die das Alter von 14 Jahren erreicht haben mußten. Ihr Lehrplan, der im Generalreglement fixiert ist, führt folgende Unterrichtseinheiten auf:

1. la lecture, et l'écriture française, et Allemande, qu'il faut tacher de porter à la plus grande perfection possible, en leur donnant une idée Elémentaire de la Grammaire française.

2. l'Arithmétique.

3. le Chant des Psaumes [...]

⁴¹ Ibid., L–111 (Relation de l'École de Charité, 1778), S. 5.

⁴² AFRD (wie Anm. 16), Rep. 04–819, S. 127 (14.12.1778), S. 160 (11.10.1779).

⁴³ Festgehalten ibid., Rep. 04–2413, S. 17–21 (27.01.1779). Eine leicht modifizierte Fassung der Anstaltssatzungen findet sich in: Reglements der Compagnie (wie Anm. 14), Abschn. 1, Kap. 36.

⁴⁴ Michael SAUER, Volksschullehrerbildung in Preußen. Die Seminare und Präparandenanstalten vom 18. Jahrhundert bis zur Weimarer Republik, Köln, Wien 1987 (Studien und Dokumentationen zur deutschen Bildungsgeschichte, 37), S. 11.

⁴⁵ Wolfgang NEUGEBAUER, Absolutistischer Staat und Schulwirklichkeit in Brandenburg-Preußen. Mit einer Einführung von Otto Büsch, Berlin, New York 1985 (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin, 62), S. 368–370.

⁴⁶ SAUER, Volksschullehrerbildung (wie Anm. 44), S. 15.

4. la Religion dont il importe de les instruire, de manière qu'ils soient en état, d'en donner aux enfans la coñnoissance élémentaire.

5. une connoissance élémentaire de l'histoire de la Géographie, ainsi que quelques notions de l'histoire naturelle⁴⁷.

Bei einem Vergleich mit den Curricula anderer zeitgenössischer Lehrerseminare fällt auf, daß sich die Lehrpläne trotz der verschiedenen Anstaltsträger kaum unterschieden – bis auf zwei Ausnahmen: Zum einen wurde an der *Pépinière des Chantres et Maîtres d'École* besonderes Augenmerk auf die Vermittlung der spezifischen Glaubensinhalte gelegt. Dazu dienten neben den Unterrichtsfächern Psalmensingen und Religion die täglichen Frömmigkeitsübungen im Seminar (Gebete, Bibellektüre und eben Psalmensingen), der Besuch der sonntäglichen Gottesdienste in der friedrichstädtischen Kirche und die Niederschrift der dort gehörten Predigten. Zum anderen bildete der Unterricht im Französischen, das selbstverständlich auch Umgangssprache war, einen Schwerpunkt der Ausbildung. Daß die Hugenotten ein eigenes Lehrerseminar eingerichtet hatten und unter erheblichen (finanziellen) Anstrengungen bis 1836 am Leben halten konnten⁴⁸, läßt sich also weniger auf ein besonderes Wissensprogramm zurückführen. Seine Gründung erklärt sich vielmehr aus der Absicht, die französischen Erziehungsinstitute in Stadt und Land mit einem adäquat geschulten Personal zu versorgen, das heißt: mit Lehrern, die in Glaubensfragen firm und in der französischen Sprache geübt waren.

Tatsächlich gelang es den hugenottischen Führungsinstanzen mit Hilfe des Seminars, die französische Schullandschaft in Brandenburg-Preußen wiederzubeleben. Die Reichweite des Seminars war bemerkenswert. Ein Jahr nach seiner Gründung tauchen in den Schülerlisten, die auf den letzten Seiten der Jahresberichte der *École de Charité* abgedruckt wurden, erstmals auch die Zöglinge der *Pépinière* auf. 1780 zählte sie sieben Schüler, davon vier Neuzugänge⁴⁹. 1782 waren es acht Schüler, und in den nächsten Jahren schwankte ihre Zahl kontinuierlich zwischen sieben und neun⁵⁰. Seit 1784 wurden dem Leser der Relationen auch Art und Ort der Anstellung mitgeteilt, die die Absolventen der *Pépinière* inzwischen gefunden hatten. Aufgeführt wurden in diesem Jahr sechs Jungen: Philippe Cordier hatte eine Anstellung als Küster und Schulmeister der französischen Kirche in Schwedt gefunden, Jean Betac

⁴⁷ AFRD (wie Anm. 16), Rep. 04–2413, S. 17–21 (27.01.1779), Art. 15.

⁴⁸ Zum ersten Mal hatte der Betrieb der *Pépinière* zwischen 1809 und 1817 eingestellt werden müssen. Auch die Schließung 1836 war nicht endgültig: Von 1855 bis 1872 bestand das Lehrerseminar als Konvikt, und noch bis 1908 konnte aus seinem ehemaligen Fonds die Ausbildung von Seminaristen am Lehrerseminar in Köpenick finanziert werden. Vgl. Ursula FUHRICH-GRUBERT, Die Französische Kirche zu Berlin. Ihre Einrichtungen 1672–1945, Bad Karlshafen 1992 (Tagungsschriften des Deutschen Hugenotten-Vereins, 11), S. 39.

⁴⁹ BFRD (wie Anm. 33), L–111 (Relation de l'École de Charité, 1780), S. 14.

⁵⁰ Eine Ausnahme bildet das Jahr 1788, in dem nur fünf Lehramtskandidaten die *Pépinière* besuchten.

als Lehrer am Magdeburger französischen Waisenhaus, Jean Malbran als Lehrer am Magdeburger wallonischen Waisenhaus, Pierre Sarre als Küster und Schulmeister in Strasburg/Uckermark, und Jean Cazalét war nach Schlesien gegangen⁵¹. Der sechste Absolvent, Jean George, unterrichtete als Schreiblehrer an der *École de Charité*.

Zwar erlaubt die lückenhafte Überlieferung keine systematische Analyse der späteren Karrieren der Absolventen, doch läßt die folgende Übersicht einige allgemeine Tendenzen erkennen: Nach einer durchschnittlichen Studiendauer von vier Jahren schlug ein Großteil der Schulabgänger eine pädagogische Laufbahn ein. Dabei fällt das breite geographische Tätigkeitsfeld ehemaliger Schüler der *Pépinière* auf. Während nur fünf der insgesamt dreißig faßbar werdenden Absolventen als Buchstabierlehrer an der *École de Charité* oder als Aufseher an der *Pépinière* verblieben und vier von ihnen in Berlin Karriere machten, fand ein Großteil in Instituten Anstellung, die sich über die gesamte Mark Brandenburg verteilten. Die Beispiele Pierre Sy und Jean Jacob Noé, die als Lehrer in Königsberg bzw. in Wesel tätig waren, verweisen darauf, daß Absolventen der *Pépinière* sogar außerhalb dieses engeren Tätigkeitsgebietes gefragt waren⁵².

Absolventen der Pépinière mit anschließender Anstellung (1774–1815)

1. Nennung	Schüler	Austrittsjahr	Anstellung/Fortbildung
	Jean Maire	1774	Buchstabierlehrer und Kommissionär der <i>École de Charité</i>
	David Guiard	1779	Buchstabierlehrer der <i>École de Charité</i>

⁵¹ BFrD (wie Anm. 33), L–111 (Relation de l'École de Charité, 1784), S. 13.

⁵² Die Daten der folgenden Tabelle stammen von mir ergänzt aus: Ibid., L–111 (Relationen 1765–1815). Verzeichnet wurden hier nur die Absolventen der *Pépinière*, zu deren späterer Anstellung Informationen überkommen sind. Erläuterung zur Tabelle: 1/Jahr der Ersterwähnung: Angegeben wird hier, wann ein Schüler erstmals in den Zöglingslisten auftaucht, die am Ende der jährlich publizierten Relationen der *École de Charité* abgedruckt wurden. 2/Schüler: Ist der Name mit einem (*) versehen, bedeutet dies, daß der Schüler in diesem Jahr in die *Pépinière* aufgenommen wurde. Bei den übrigen Personen handelt es sich zwar um eine Ersterwähnung, doch muß dies nicht unbedingt heißen, daß es sich zugleich um ihr erstes Ausbildungsjahr handelt. 3/Austrittsjahr: Angegeben wird hier, wann der Schüler die *Pépinière* nachweislich verlassen hat. 4/Anstellung: Bei vielen Absolventen der *Pépinière* wurde vermerkt, welche Art von Anstellung sie wo gefunden hatten. Bei anderen indes beschränkte man sich auf die Bemerkung, daß sie eine Anstellung gefunden hatten, oder auf eine Notiz, welchen Weg sie einzuschlagen gedachten.

1782	Jean Malbran Jean Godefroy Patet Pierre Cordier *Pierre Sy Benjamin Prestiot Jean George Jean Betac	1784 1783 1783 1785 1783 1784 1784	Erzieher im Waisenhaus der wal- lonischen Kirche, Magdeburg Kantor in Strassburg/Uckermark Kantor in Frankfurt/Oder Erzieher der Pensionäre von Pfarrer Fort in Königsberg Aufseher der Pensionäre der École de Charité Schreiblehrer an der École de Charité Erzieher im französischen Waisenhaus Magdeburg
1783	*Philippe Cordier	1784	Lehrer und Kantor in Schwedt
1784	*Jean Cazalét Pierre Sarre	1784 1784	Anstellung in Schlesien Kantor und Lehrer in Strassburg/Uckermark
1785	*Jacques Le Comte *Jean Jacob Noé *Pierre Francois Sabouré	1789 1786 1789	Kirchenbediensteter in Berlin Kantor und Lehrer in Wesel Kirchenbediensteter in Berlin
1786	*Pierre Mathieu	1789	Kirchenbediensteter in Berlin
1789	Jean Jaques Valette	1790	Kantor in Klein-Ziethen
1794	Samuel Bocard	1794	Kantor in Halle
1796	Guillaume Legrom *Francois Provencal	1797 1797	Kantor in Brandenburg Studium am Französischen Gymnasium in Berlin fortgesetzt
1798	Samuel Chambeau	1798	Eintritt in das Predigerseminar
1799	Henri Clément	1801	Kantor in Halberstadt
1800	Isaac Bocard Henri Guyot *Jean Lefevre	1804 1804 1804	Lehrer und Vertreter des Kantors in Königsberg Kantor in Neuhaldensleben Kantor in Halberstadt
1805	Jean Abraham Laurent	1808	Aufseher der École de Charité
1812	Jean Frederic Lapierre Guillaume Hurtienne	1817 1815	Kantor in der Werderkirche Anstellung beim Kaufmann Arnous
1813	Jean Daniel Frederic Blanbois	1814	Aufseher der École de Charité
1814	Samuel Marot	1815	Aufseher der École de Charité

Trotz all dieser Bemühungen und vieler Erfolge konnten die hugenottischen Führungsgremien die politische Auflösung ihrer Kolonien und damit den Verlust ihrer Privilegien auf die Dauer nicht abwenden. Die Verwaltungsreformen des preußischen Staates von 1808/09 bestätigten die schlimmsten Befürchtungen der Hugenotten, selbst wenn sie sich einige Rechte zu sichern wußten – etwa

weiterhin die Aufsicht über das französische Elementarschulwesen ausüben zu dürfen⁵³. Zumindest aber war es gelungen, einem Teil des Nachwuchses seine Herkunft bewußt zu machen und in ihm den Wunsch zu wecken, diese Tradition fortzusetzen. In diesem Sinne soll abschließend ein Absolvent der *Pépinière* zu Wort kommen, Louis Albert Beauvais. Beauvais war 1818 in das Lehrerseminar aufgenommen worden und hatte dort eine vierjährige Ausbildung erhalten⁵⁴. Anschließend hatte er eine Anstellung am hugenottischen Waisenhaus gefunden, wo man mit ihm so zufrieden war, daß er in der Festschrift anlässlich der Hundertjahrfeier der Anstalt (1825) wegen seiner Verdienste um die Erziehung der Zöglinge lobend erwähnt wurde⁵⁵. Im Jahr 1828 wandte er sich schriftlich an die Direktoren des Hauses mit dem Vorschlag, eine Sonntagschule für Lehrlinge einzurichten. Die Erziehungsanstalten der Hugenotten kümmerten sich nämlich über die Schulzeit hinaus um ihre Abgänger, indem sie ihnen Lehr- oder Dienstverhältnisse vermittelten. Besonders die Überwachung der Lehrlinge erwies sich aber als mühsam. Zum einen liefen die jungen Leute häufig aus der Lehre davon, zum anderen verloren sie bei deutschen Meistern ihre Französischkompetenz. Gerade dieser zweite Aspekt besorgte Beauvais, wie seine Argumentation für die Errichtung der Sonntagschule zeigt:

Niemals [schreibt er einleitend] hat sich die Notwendigkeit, die französische Sprache wiederzubeleben, derart spüren lassen wie in unseren Tagen. Unsere Kirchen sind verlassen, kaum noch sieht man die Spuren der Bruderschaftsbande, die früher alle Kinder der französischen Refugierten wie eine einzige und gleiche Familie verbanden. Nicht mir kommt es zu, über die Mittel ins Detail zu gehen, mit denen man dem Geist der Nachfahren dieser Helden des Evangeliums [...] einen neuen Aufschwung geben und ein neues Leben einhauchen könnte. Heute möchte ich Ihnen nur, meine Herren, für die zukünftigen Mitglieder unserer Kolonie, die in unseren frommen Stiftungen erzogen und mehr oder weniger im Französischen unterrichtet wurden, einen Weg weisen, wie die französische Sprache erhalten werden kann.

Nachdem er dieses Projekt vorgestellt hat, kommt Beauvais auf die Vorzüge der *École de Dimanche* zu sprechen, namentlich auf ihr Ziel, die »guten Sitten unter den Lehrlingen aufrechtzuerhalten« und diesen »die Geschichte ihrer noblen Herkunft« ins Herz zu pflanzen, die dann eine »feurige Liebe für ihre Religion« entflammen werde⁵⁶.

⁵³ Dies freilich in Abhängigkeit von der Geistlichen und Schul-Deputation der Kurmärkischen Regierung. Vgl. die Kabinettsorder vom 03.02.1812, abgedruckt bei MURET, Brandenburg-Preußen (wie Anm. 33), S. 312; und AFRd (wie Anm. 16), Rep. 04–661, Bl. 4f. (27.02.1712).

⁵⁴ BFRd (wie Anm. 33), A–330 (Relation de l'École de Charité, 1818), S. 7: Eintritt; A–330 (Relation de l'École de Charité, 1822), S. 9: Austritt.

⁵⁵ Relation de la Maison d'Orphelins publiée à l'occasion de son jubilé centenaire célébré le 31. May 1825, Berlin 1825, S. 22.

⁵⁶ Das Originalzitat lautet im Zusammenhang: *Jamais le besoin de faire revivre parmi nous la langue de nos pères ne s'est fait sentir davantage que de nos jours. Nos temples sont déserts et à peine voit on quelques traces de ce lien de fraternité qui jadis unissait tous les enfants*

Das überzeugte die Direktoren. Tatsächlich kam es 1829 zur Gründung der *École de Dimanche*, ihre Leitung wurde Beauvais übertragen. Doch zeichnet sich an ihrem Geschick bereits der Untergang des französischen Bildungswesens in Berlin ab: Sie hatte nur ein Jahr Bestand⁵⁷.

Résumé français

Selon le règlement des Églises réformées françaises, elles étaient obligées d'assurer l'enseignement de la jeunesse. Conformément à cette règle, les huguenots commencèrent directement après leur établissement dans le Brandebourg-Prusse à créer des centres d'éducation. Quelque temps après, toute communauté française possédait au moins une école élémentaire. À Berlin, où se trouvait la plus grande colonie sur le territoire des Hohenzollern, on créait par surcroît des établissements de formation approfondie – des centres d'enseignement supérieur, un lycée, un séminaire de prédicateurs. Le séminaire des professeurs huguenots, la *Pépinière des Chantres et Maîtres d'École*, fut fondé en 1779 par la *Compagnie du Consistoire* à Berlin. La cause de cette fondation était le manque croissant d'enseignants dont souffraient les écoles primaires françaises dans la capitale et à la campagne. La contrainte de fermer un nombre croissant d'écoles, qui résultait de cette situation, contrariait les efforts des comités directeurs huguenots de conserver l'indépendance de l'Église française et des colonies. Cette autonomie qui était basée sur des privilèges leur semblait dépendre surtout du maintien du français comme langue courante et culturelle. Comme un grand nombre de descendants des réfugiés entre-temps avait perdu la connaissance du français, la salle de classe française proposait un bon moyen de formation linguistique. En conséquence, dans le séminaire des professeurs, l'accent était mis sur l'enseignement de la religion et du français – pour le reste, il ne se distinguait guère des autres séminaires de professeurs contemporains qui étaient peu nombreux. Jusqu'en 1809, au moment où la *Pépinière* fut fermée pour la première fois, du moins temporairement, plusieurs douzaines d'étudiants avaient reçu en règle générale une formation de plusieurs années. Quelques-uns trouvaient par la suite un emploi dans une institution éducative française à Berlin ou dans le Brandebourg, parfois ils étaient même embauchés à Königsberg ou à Wesel. Certes, à long terme de tels succès ne pouvaient pas éviter la désintégration politique de ces colonies françaises, mais ils pouvaient retarder la disparition de leurs écoles longtemps après la réforme de l'État prussien qui eut lieu au début du XIX^e siècle.

des réfugiés français en une seule et même famille. Il ne m'appartient pas d'entrer dans de grands détails sur les moyens qu'il faudrait mettre en usage pour donner un nouvel élan et prêter une nouvelle vie à l'esprit des descendants de ces héros de l'Evangile [...], je ne veux aujourd'hui, Messieurs, Vous entretenir que d'un moyen de conserver la langue française, applicable à ceux des membres futurs de notre colonie, qui, élevés dans nos fondations pieuses, instruits plus ou moins dans le français, sont placés ensuite, la plupart chez des maîtres allemands, oublient, pendant les quatre ou cinq années que dure leur apprentissage, tout ce qui [sic] peuvent avoir appris de leur langue. [...] Outre la conservation de la langue française il y auroit encore un autre avantage [...]. Le tuteur chargé de cette école pourra [pourvoir] en même temps au maintien des bons mœurs des apprentis [...]. Ils trouveraient en lui un conseiller, un ami, un père et ainsi ils s'empresseront à profiter des leçons qu'on leur donnera. L'histoire de leur noble origine, et des sacrifices multiples dont ils ont été les objets ferait revivre dans leurs jeunes cœurs l'esprit de leurs pères et leur inspirerait à tous un amour ardent pour leur religion, AFRD (wie Anm. 16), Rep. 04–903, Bl. 90f.

⁵⁷ Zur *École de Dimanche* vgl. MURET, Brandenburg-Preußen (wie Anm. 33), S. 163f.

III. LES HUGUENOTS À BERLIN ET LEURS RELATIONS AVEC LA FRANCE

FRÉDÉRIC HARTWEG

TOLERANZ, NATURRECHT UND AUFKLÄRUNG/LUMIÈRES IM BERLINER REFUGE

Auf einem Damenfächer, der sich im Berliner Hugenottenmuseum befindet und der eine dem Maler und Mitglied der Berliner Hugenottengemeinde Daniel Chodowiecki zugeschriebene Abbildung des Turmes der »Französischen Kirche auf der Friedrichsstadt« – der Baumeister Louis Cayard soll sie dem zerstörten Tempel von Charenton nachempfunden haben – trägt, ist die Inschrift zu lesen: »Die Toleranz baut die Tempel wieder auf, die der Fanatismus zerstörte« (*La tolérance réédifie les temples démolis par le fanatisme*). Friedrich II. setzte sich selbst auf der letzten Seite seiner »Denkwürdigkeiten zur Geschichte des Hauses Brandenburg« mit den folgenden Worten ein Denkmal: *Der falsche Eifer ist ein Tyrann, der Länder entvölkert; die Toleranz ist eine zärtliche Mutter, die für ihr Wohlergehen sorgt*¹.

Neben anderen Beweggründen, die sich im Begriff der »Peuplierungspolitik« zusammenfassen lassen, war der Toleranzgedanke für die Aufnahme der hugenottischen Refugiés in Brandenburg-Preußen grundlegend. Im 11. Artikel des Potsdamer Edikts heißt es:

*In einer jeden Stadt wollen wir gedachten Unsern frantzösischen Glaubens-Genossen einen besonderen Prediger halten, auch einen bequemen Ort anweisen lassen, woselbst das exercitium Religionis Reformatæ in frantzösischer Sprache, und der Gottesdienst mit eben denen Gebräuchen und Ceremonien gehalten werden soll, wie es biß anhero bey den Evangelisch Reformirten Kirchen in Franckreich bräuchlich gewesen*².

Diese Begründung, wie die notwendige Solidarität mit den verfolgten Glaubensgenossen, wurde auch im durch das Naturalisierungspatent vom 29. Februar 1720 bestätigten Edikt vom 13. März 1709 wiederholt.

Diese staatlich verordnete Toleranz fand, besonders in den ersten Aufnahmejahren eher selten die Zustimmung der Untertanen, die die verliehenen Privilegien und die Zwangskollekten zugunsten der Neuankömmlinge mißbilligten und sich zuweilen an ihren Eß- und Bestattungsgewohnheiten stießen³. In

¹ Gustav Berthold VOLZ (Hg.), Die Werke Friedrichs des Großen, Bd. 1, Berlin 1912, S. 201.

² Faksimile-Ausgabe 1985.

³ Vgl. Frédéric HARTWEG, Hugenotten(tum) und Preußentum, in: Ingrid MITTENZWEI (Hg.), Hugenotten in Brandenburg-Preußen, Berlin 1987 (Studien zur Geschichte, 8), S. 313–352; Viviane ROSEN-PREST, L'historiographie des huguenots en Prusse au temps des Lumières.

einem Land, das nicht wenige Fehden zwischen Reformierten und Lutheranern kannte, die der Große Kurfürst zu befrieden beziehungsweise zu unterbinden versuchte, mußte die lutherische Geistlichkeit befürchten, daß die Hohenzollern ihrem Land die reformierte Konfession aufdrängen wollten und dabei die Hugenotten als willige Instrumente benutzen würden. Da die Grenzen zwischen eigenständiger und summeepiskopal-obrigkeitlicher Gewalt fließend waren, das Herrscherhaus eine Art Verstaatlichung der Kirche anstrebte und wie andere deutsche Landesobrigkeiten sein eigenes Bekenntnis privilegierte, blieb auch in Brandenburg-Preußen das Grundmuster des deutschen Protestantismus erhalten: Zwar durften die Réfugiés die »Discipline ecclésiastique«⁴ beibehalten, aber die Einführung einer Synodalverfassung wurde mit dem Machtwort einer »Declaration« (7. Dezember 1689) untersagt⁵.

Obwohl die Ansiedlung der Glaubensflüchtlinge ein sichtbares Zeichen der Toleranzpolitik in der Landschaft darstellte, dominierten zunächst die Vertreter der strikten Orthodoxie in den Gemeinden. Sie waren bemüht, Schutzwälle zur Abwehr auch gemäßigter rationalistischer Bestrebungen aufzurichten. So geschah es, daß Réfugiés von anderen ehemals Verfolgten recht unduldsam behandelt und verdächtigt wurden. Obwohl sich das Berliner Refuge in der Organisation der praktischen Nächstenliebe auszeichnete und nur wenig Anstöße in Richtung einer neuen Bewertung des Evangeliums, wie dies zum Beispiel im Pietismus geschah, von dort ausgingen, kam es zu lebhaften Richtungskämpfen. Als Berliner Gefolgsmann von Jurieu, der sich als Großinquisitor des Refuge gebärdete, als Vollstrecker der Vorsehung betrachtete und seine »Lettres pastorales« in den Dienst der strengen Orthodoxie und der Mobilisierung gegen Ludwig XIV. stellte, kann François Gaultier de Saint Blancard gelten. Der einflußreiche Pastor warnte vor den Illusionen, die von katholischen Reunionspolitikern verbreitet wurden⁶. Seinem Impuls und der Richtung, die er vertrat, ist wohl die Initiative zuzuschreiben, die 1691 zur Redaktion eines Glaubensbekenntnisses führte, das allen französischen Pastoren der kurfürstlichen Staaten zur Bekräftigung des reinen Glaubens zur Unterschrift vorgelegt und der in Naerden tagenden wallonischen Synode zugeleitet wurde. Das Rundschreiben vom 21. Juli 1691 bezieht sich auf ein ähnliches Unternehmen in England, wo 93 refugiierte Pastoren eine Erklärung unterzeichnet hatten. Es bestätigt, daß Holland als Herd der heterodoxen Bestrebungen galt,

Entre mémoire, histoire et légende: J.P. Erman et P.C.F. Reclam, *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés français dans les États du Roi (1782–1799)*, Paris 2002 (Vie des huguenots, 23).

⁴ [Isaac] D'HUISSEAU, *La discipline ecclésiastique des églises réformées de France [etc.]*, Amsterdam 1710.

⁵ Ernst MENGIN, *Das Recht der französisch-reformierten Kirche in Preußen*, Berlin 1929.

⁶ Gegen die Reunionspläne schrieb er die: *Dialogues entre Photin et Irénée sur le dessein de la réunion des religions: et sur la question: si l'on doit employer les peines et les récompenses, pour convertir les hérétiques*, 2 Bde., Mainz 1685.

gegen die man sich abgrenzen wollte. Die wallonische Synode wurde als höhere Instanz im Kampf um die Orthodoxie anerkannt. Mit ihrer baldigen Zusammenkunft wurde das Eilverfahren – mehrere Abschriften der Erklärung wurden in Umgang gesetzt – begründet, das die Unterschriftensammlung beschleunigen sollte⁷.

Die Erklärung, die als Abwehrmaßnahme gegen von der Orthodoxie abweichende Lehrmeinungen zu werten ist, nimmt Bezug auf die in Frankreich verbliebenen Glaubensbrüder, deren schwierige Situation nicht durch zusätzliche Anfechtungen noch erschwert werden durfte. Neben den alten »Ketzerhüten«, die weiter verteilt werden, um neue Lehren zu verurteilen (Arius, Pélage), erscheinen auch die klassischen Bezeichnungen (*Esprits libertins, et amateurs des nouveautéz*), die gebraucht wurden, um der Neuheit die Legitimität abzusprechen und die geistige Neugierde zu diskreditieren. Bezeichnenderweise erscheint der Vorwurf des »Arminianismus« hier nicht wörtlich. An seiner Stelle wird die konsequentere Richtung des »Sozinianismus« an den Pranger gestellt. Mit ihm wird auch später gegen Barbeyrac vorgegangen werden⁸. An der Universität Frankfurt/Oder wurde diese Richtung ebenfalls bekämpft. Die Anschuldigung (oder die Verdächtigung), dieser Lehrmeinung anzuhängen, wurde auch in mehreren Auseinandersetzungen zwischen französischen Pastoren in Berlin in den folgenden Jahren gebraucht.

Im Begleitschreiben wird die Verzögerung mit der Einschaltung des Kurfürsten, dessen Eifer für die Religion gelobt wird, begründet. Die angewandte Prozedur ermöglichte ebenfalls die Einbindung der deutschreformierten Kirche, die auf höchster Ebene durch diese Erklärung verpflichtet wurde.

Die Beratungen im Konsistorium (1694) – diesmal erscheint der Begriff »Arminianismus« – bestätigen, daß die Erklärung Folgemaßnahmen verlangte. Das auch in den folgenden Jahrzehnten um die Wahrnehmung seines Zensurrechts bemühte Konsistorium erwies sich als strenger Hüter der Orthodoxie.

Ein beträchtlicher Teil der intellektuellen Auseinandersetzungen fand in der Frühphase des Berliner Refuge im kirchlichen Rahmen statt, da die sich mit dem wachsenden Zustrom der Flüchtlinge allmählich etablierende französisch-reformierte Kirche mit ihren Pastoren als geistigen Führern und im fremdsprachigen Ausland noch stärker als in Frankreich selbst ein natürlicher Ort des Geisteslebens war. Unter grundlegend veränderten Bedingungen – aus der Bekenner-, Widerstands- und Märtyrerkirche, die als staatsgefährdende Opposi-

⁷ Vgl. Frédéric HARTWEG, Frühaufklärung und Orthodoxie im Widerstreit. Dokumente aus der Frühphase der französisch-reformierten Kirche in Berlin, in: *Recherches germaniques* 16 (1986), S. 225–248.

⁸ Vgl. Sieglinde C. OTHMER, Berlin und die Verbreitung des Naturrechts in Europa. Kultur- und sozialgeschichtliche Studien zu Jean Barbeyracs Pufendorf-Übersetzungen und eine Analyse seiner Leserschaft, Berlin 1970 (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin, 30).

tion ausgerottet werden sollte, war eine in das staatliche System eingebundene Institution geworden – mußte sie die durch die Revokation des Edikts von Nantes freigesetzten Energien und die nach 1685 auftretenden Divergenzen kanalisieren. In kirchenpolitischer Hinsicht verfuhrten die Kurfürsten pragmatisch: Sie umgaben sich mit Beamten und Beratern, die den geistigen Neuerungen gegenüber aufgeschlossen waren, und überließen nicht allein der Kirche das Aufsichtsrecht über wichtige Ausbildungsstätten wie das *Collège françois*, kamen aber deren Anspruch nach, Predigerstellen mit streng orthodoxen Anwärtern zu besetzen. Am Hof wurden Aktivitäten, die auf eine Annäherung zwischen Reformierten und Lutheranern abzielten, entfaltet: »In Berlin drängte der Große Kurfürst auf eine Einigung. Friedrich I. ließ sich anläßlich seiner Krönung in Königsberg beim Abendmahl demonstrativ das Brot von einem reformierten, den Kelch von einem lutherischen Geistlichen reichen«⁹. Trotz aller Fehden mit den Lutheranern – man denke an den Fall Paul Gerhard – konnte der wie Christian Thomasius von der dogmatischen Orthodoxie nach Berlin vertriebene Philipp Jakob Spener, Propst an der Nikolai-kirche, an den im lutherischen Sachsen bedrängten August Hermann Francke schreiben, daß *es das ansehen gewinnt, ob wolte Gott die Churfürstlichen Lande zum Refugio anderer beträngten und rechtschaffenen machen*¹⁰.

Dem durch die absolutistische Staatsgewalt eingeschnürten und vorwiegend auf Abwehr bedachten französischen Protestantismus gelang es im europäischen Refuge, seine geistige Isolation zu durchbrechen. Durch die Revokation des Edikts von Nantes erfuhr er eine Reaktivierung seiner intellektuellen Potenzen, die jenseits der Grenzen freigesetzt werden konnten und als treibende Kraft an der »Revolutionierung des Denkens in der Übergansphase zur Aufklärung«¹¹ mitwirken sollten. Die »nicht mehr nur als Getriebene«¹² handelnden Refugiés wurden zu Akteuren der geistigen Umwälzung, die als »tüchtige Handwerker«, als »wißbegierige, aktive Köpfe, starke Charaktere«¹³, die das Los der Verbannung der Abschwörung vorgezogen hatten, wichtige Beiträge »zur Entwicklung analytischer Denkformen am Ende des 17. Jahrhunderts«¹⁴ leisteten. Die von der stark aristokratisch geprägten Kultur der französischen

⁹ Erich HAASE, Einführung in die Literatur des Refuge. Der Beitrag der französischen Protestanten zur Entwicklung analytischer Denkformen am Ende des 17. Jahrhunderts, Berlin 1959, S. 280.

¹⁰ Gustav KRAMER (Hg.), Beiträge zur Geschichte August Hermann Francke's enthaltend den Briefwechsel Francke's und Spener's, Halle 1861, S. 205f.

¹¹ Rolf GEISSLER, Die protestantische Kontroversliteratur als Wegbereiter des antimetaphysischen Denkens, in: Winfried SCHRÖDER u.a., Französische Aufklärung – Bürgerliche Emanzipation, Literatur und Bewußtseinsbildung, Leipzig 1974, S. 125.

¹² HAASE, Literatur (wie Anm. 9), S. 101.

¹³ Paul HAZARD, La crise de la conscience européenne 1680–1715. Deutsch: Die Krise des europäischen Geistes, Hamburg 1939, S. 102.

¹⁴ HAASE, Literatur (wie Anm. 9).

Klassik ausgeschlossenen und infolgedessen nicht an ihren strengen, einengenden Normen orientierten Hugenotten waren maßgeblich an der Schaffung des literarischen Genres der wissenschaftlichen Publizistik beteiligt, dank welchem sie der Vielfalt ihres Denkens Gehör verschaffen konnten. Erich Haase beschreibt diese Entwicklung mit folgenden Worten:

Gegenüber dem einförmigen Tenor der reformierten Autoren vor der Revokation ergab sich eine Fülle von neuen Aspekten [...], als hätte der Schock der Revokation die Geister wachgerüttelt. Weiterhin ergab der Kontakt mit den Exilländern fruchtbare Anregungen. Und schließlich fiel dieser neue Antrieb, den die protestantischen Literaten erhielten, mit dem Niedergang der Kultur des »grand siècle« zusammen, in dem Maße, in dem dessen synthetische Bewußtseinsrichtung auseinanderfiel, gewannen alle divergierenden Tendenzen an Bedeutung¹⁵.

Als Vermittler gelehrter Information, die die Zeitschrift zu einem wichtigen Faktor des geistigen Lebens machten, als Wegbereiter des antimetaphysischen Denkens, die über die Kontroversliteratur die hergebrachten geschlossenen Systeme aufbrachen, haben die Refugiés an dem großen, von Paul Hazard beschriebenen, aber schon von Leibniz in einem Brief an Bossuet vom 18. April 1692 erkannten, allmählichen Machtverschiebungsprozeß vom katholisch-romanischen Süden zum protestantisch-germanischen Norden, der das Kulturgefälle zwischen diesen Gebieten einebnete, mitgewirkt.

In diesem Prozeß bildete das reformierte Holland, das gelobte Land der florierenden Universitäten, Druckereien und Buchhandlungen, in dem es keine Zensur gab und wo sonst abgelehnte Bücher einen Verleger fanden, die geistige Drehscheibe. Mit England ein Kern des Widerstands gegen die Hegemonieansprüche Ludwigs XIV., zog es viele *hommes de lettres* an und nahm zahlreiche Refugiés auf, die in der Phase der Frühindustrialisierung sein Wirtschaftspotenzial stärkten. Auch England zog hugenottische Kaufleute an, und die britischen Inseln sahen in dieser Einwanderung ein Mittel, um ihr Land zu bevölkern. Demgegenüber konnte Berlin weder die aufstrebende städtische Bürgerlichkeit, noch die geistigen Entfaltungsmöglichkeiten und auch nicht die Nähe zu Frankreich und die damit verbundenen Gelegenheiten, auf die ehemalige Heimat einzuwirken, anbieten¹⁶. Dagegen sicherten öffentliche Ämter, die Schaffung von Institutionen im Schulwesen und auf der Ebene der Gerichtsbarkeit, der Ausbau der »Ritterakademien« und eine nicht geringe Anzahl von Hauslehrer- und Erzieherstellen im Herrscherhaus und beim Adel sowie Predigerstellen in der französischen Kirche oder am Hof einer Gruppe von Flüchtlingen, die sich als Nebenbeschäftigung der Literatur oder den Wissen-

¹⁵ Ibid., S. 147f.

¹⁶ Friedrich II. formulierte dies prägnant: »Die Reichsten wandertennach England und Holland aus; die Ärmsten, aber Fleißigsten kamen nach Brandenburg«; zitiert bei Stefi JERSCHWENZEL, Preußen als Einwanderungsland, in: Manfred SCHLENKE (Hg.), Preußen. Beiträge zu einer politischen Kultur, Reinbek 1981 (Preußen. Versuch einer Bilanz, 2), S. 136.

schaften widmeten, eine auskömmliche Existenzgrundlage. Gerhard Oestreich hat nachgewiesen, daß die umfassende, von den Niederlanden ausgehende, kulturelle Bewegung – der philosophische und politische Neustoizismus des Justus Lipsius, der Erbe und Fortsetzer des europäischen Humanismus war, und die Natur- und Völkerrechtslehre des Hugo Grotius – auch Brandenburg-Preußen nachhaltig prägte, wobei der Calvinismus nach dem Konfessionswechsel des Herrscherhauses eine Brückenfunktion übernahm¹⁷. Eine Generation von Staatsmännern und Beamten absolvierte ihr Studium oder die *peregrinatio academica* in den Niederlanden; andere wurden in Brandenburg »im Geiste der neustoischen Ethik und Staatsauffassung«¹⁸ und nicht selten anhand von Lehrbüchern der niederländischen Staatskunde erzogen. Neben Staatsräson und Wirtschaftsräson war es auch der Toleranzgedanke, der im niederländischen Späthumanismus begründet war, und die naturrechtliche Lehre, die den Großen Kurfürsten dazu bewegten, religiös Verfolgte aufzunehmen. So kamen um 1690 zwei von der dogmatischen lutherischen Orthodoxie Vertriebene nach Berlin: Christian Thomasius floh an den Berliner Hof zu Pufendorf und Danckelmann, und Philipp Jakob Spener wurde Propst an der Nikolaikirche.

Daß die Hohenzollern sich nicht vom extremen Konfessionalismus leiten ließen, zeigt der erste, eine Akademie betreffende Gedanke, der von vornherein mit der Idee verbunden war, einen Hort für die Verfolgten zu schaffen¹⁹. Dieser Gedanke, an dem auch der Utrechter Philologe Graevius beteiligt war, war im Projekt des Freiherrn Benedikt von Skytte, der auf brandenburgischem Boden eine Universaluniversität gründen wollte, bereits enthalten. Skyttes Berliner Vorschläge wirken wie ein Konzentrat aller wissenschaftlichen Utopien und »Societäts«-Gedanken des 16. und 17. Jahrhunderts, die als Antwort auf den Zusammenbruch der geistig-politischen Einheit des Mittelalters zu verstehen und als ein Versuch zu werten sind, den Verfall aufzuhalten und, wie bei Johann Valentin Andreaä, die allgemeine und Generalreformation der Welt in einem Idealstaat zu erreichen. Diese Utopie des Wissenschaftsdenkens, die gleichzeitig den scholastischen Widerstand überall sprengen sollte und der Leibniz als irenischer und kosmopolitischer Geschäftsreisender in ganz Europa diente, sollte darüber hinaus die Zersplitterung der Kultur verhindern. Am 22. April 1667 wurde das Patent publiziert, das die gelehrten und *vertuosen* Leute der ganzen Welt ohne Rücksicht auf Stand, Glauben und Be-

¹⁷ Gerhard OESTREICH, Die niederländische Bewegung und Brandenburg-Preußen. Geschichtliche Einführung in die Ausstellung: Die Niederlande und Brandenburg-Preußen. Ein Jahrhundert geistiger Beziehungen in der europäischen Gelehrtenrepublik, Berlin 1968, S. 6f.

¹⁸ Ibid., S. 15.

¹⁹ Vgl. Frédéric HARTWEG, Die Hugenotten in der Berliner Akademie, in: Hans THIEME (Hg.), Humanismus und Naturrecht in Berlin-Brandenburg-Preußen. Ein Tagungsbericht, Berlin, New York 1979, S. 182–205.

ruf nach Kurbrandenburg zur Begründung der *Academia Gentium* einlud. Insbesondere an Schriftsteller, Gelehrte, Künstler, die *ihrer religiösen Anschauungen halber leiden oder die unter einem tyrannischen Regiment nach Befreiung lechzen*, aber auch an den, der *schuldlos durch ein Scherbengericht aus der Heimat verbannt oder von Haus und Hof vertrieben ist*, an jeden erging die Aufforderung, sich in dieser Metropole des Geistes niederzulassen. Nicht nur die Calvinisten, Arminianer, Lutheraner, römischen und griechischen Katholiken, sondern auch jüdische, arabische und andere *ungläubige* Gelehrte waren willkommen und sollten Religionsfreiheit genießen²⁰. In diesem Tempel der Musen und Sitz der Gelehrsamkeit sollte eine Art Synthese stattfinden zwischen den Bestrebungen der Renaissance nach Erkenntnis und geistigem Genuß als dem wahren Inhalt des Lebens, der Reformation, welche die Aufgabenstellung auf Erden und das damit verbundene Pflichtgefühl betonte, und dem tatkräftigen Eintreten für das Gemeinwohl. Auch die Leibnizschen Pläne und sein Ideal eines zentralen und universalen Forscher- und Gelehrtenkollegiums griffen das geistige Einheitsstreben nach einer universellen Harmonie wieder auf. Daß die Reformsozietäten des 17. Jahrhunderts unter ihren Mitgliedern und Stiftern Glaubensflüchtlinge und andere Opfer der Intoleranz aufwiesen, stellte ein weiteres Element der Kontinuität dar, in welche sich die »Societät der Wissenschaften« wenigstens ihrem Ansatz nach einreihen läßt. Der großartige Plan einer Universaluniversität für die Völker, Wissenschaften und Künste, die an diesem Zufluchtsort Steuerfreiheit, ewigen Frieden, permanente Neutralität, internationale Schirmherrschaft, eine Art Exterritorialität und weitgehende Selbstverwaltung genießen sollte, glich eher einem utopischen Gebilde als der später gestifteten Sozietät, aber beide Projekte sind aus ähnlichen geistigen Strömungen entstanden: Es sollte nicht nur für die geistige Vormachtstellung von Brandenburg-Preußen und für die damit verbundenen Verpflichtungen dem Protestantismus gegenüber Sorge getragen werden, sondern auch für die Aufnahme von Flüchtlingen (später der französischen Einwanderer), die dem Land nutzbar gemacht und mit den einheimischen Kräften vereinigt werden sollten. Der Plan, der zur Gründung der »Societät der Wissenschaften« führte, wurde jedoch sehr stark von Leibniz' Leidenschaft für den Gedanken der Einheit bzw. Vereinigung der gespaltenen Christenheit geprägt²¹, der auch in seinem gescheiterten Versuch der Kirchenreunion zum Ausdruck kam. Für Leibniz lag der Fortschritt der Wissenschaft in der Vereinigung von Theorie und Praxis, die Land und Leuten, dem Feldbau, den Manufakturen und dem Handel zugute kommen sollten; er sollte durch die Grün-

²⁰ Vgl. Carl HINRICHS, Die Idee des geistigen Mittelpunktes Europas im 17. und 18. Jahrhundert, in: Gerhard OESTREICH (Hg.), Preußen als historisches Problem. Gesammelte Abhandlungen, Berlin 1964, S. 272–298, hier S. 289f.

²¹ Vgl. Frédéric HARTWEG, Les Huguenots à Berlin: des artisans de l'Aufklärung, in: *Lendemains* 38/39 (1985), S. 69–75.

dung von Akademien, welche die Kanäle des ungehindert fließenden Wissens bildeten, beschleunigt werden.

Die verstreuten Kenntnisse sollten auf diese Art gesammelt und geordnet werden und praktische Anwendung finden. Die gleichzeitig zu leistende philosophische Arbeit bestand darin, die Beziehungen zwischen den Bereichen des menschlichen Wissens zu entdecken und darzustellen und die Spaltung zu verhindern, die die Philosophie und die schöne Literatur vom Baum der Erkenntnis abzusondern drohte, weil die sich entwickelnde mathematische Naturwissenschaft durch ihre Technizität sich von den übrigen Bereichen löste.

Wenn man die Pläne von Leibnitz mit dem Patent vom 22. April 1667 vergleicht, erscheint die Toleranzidee stark abgeschwächt:

dass von der gelehrten Körperschaft zwar christliche Tugend und Religion besonders gepflegt werden solle, jedoch bleibt derselben unbenommen, Leute von anderen Nationen und Religionen, wie wohl jedesmal mit unserem Vorbewußt und gnädigster Genehmigung einzunehmen und zu gebrauchen, aber die unter Unserm Schutz genommenen neuen Einwohner,

die Hugenotten und ihre Leistungen, werden in der »Generalinstruction für die Societät der Wissenschaften« vom 11. Juli 1700 ausdrücklich erwähnt²².

In einem von Paul von Fuchs entworfenen Brief schrieb der Große Kurfürst 1686:

*Wie heftig auch immer in der Regel der aus Verschiedenheit der Religionsmeinungen entstehende Haß sein mag, älter und heiliger ist doch das Gesetz der Natur, nach welchem der Mensch den Menschen tragen, dulden, ja dem ohne Schuld Gebeugten zu helfen verpflichtet ist. Denn ohne dieses Band der menschlichen Gesellschaft, durch welches nicht allein die gesitteten, sondern auch die barbarischen Völker in allen Zeiten miteinander verwachsen sind, hätte nie irgendein Verkehr unter den Völkern sein und bestehen können*²³.

Die 1700 in Berlin gegründete »Societät der Wissenschaften« bildete einen ersten Mittelpunkt der geistigen Tätigkeit der Réfugiés: In den ersten Jahrzehnten ihres Bestehens stellten die Hugenotten etwa ein Drittel der Mitglieder, und die Wahl des Französischen zur Akademiesprache begünstigte ihre Tätigkeit in dieser Institution²⁴. Sie waren Teil einer Bewegung, die es Preußen

²² Die in Leibniz' ursprünglichem Entwurf nicht vorhandenen Einschränkungen wurden vom Minister von Fuchs hinzugefügt.

²³ Zitiert bei OESTREICH, *Bewegung* (wie Anm. 17), S. 31.

²⁴ Die Akademie ist auch ein Ort der gesellschaftlichen Anerkennung und der Integration der geistigen Elite der französischen Bevölkerung Berlins geworden, deren Empfindlichkeit auf diesem Gebiet vom Hofprediger Daniel Ernst Jablonski dokumentiert wird: *Sonderlich ist nöthig einige der Herrn Frantzosen dazu zu nehmen, damit sie nicht meynen, man negligire sie gar*; zitiert bei OTHMER, *Berlin* (wie Anm. 8), S. 25. In Spanheims Haus, beim Kurator der französischen Kolonie also, nahmen Chauvin und Ancillon an vorbereitenden Zusammenkünften teil. Auch La Croze wirkte an den Bemühungen um die Gründung mit. Chauvin und Naudé waren an der Redaktion der vom Kurfürsten in dieser Angelegenheit genehmig-

erlaubte, den Anschluß an die geistige Entwicklung in Europa zu finden. Dies geschah nicht selten über das Medium der neuen Wissenschaftssprache Französisch. Die Verwendung des Französischen als Verhandlungs- und Veröffentlichungssprache der Akademie (1745) sollte die Verbreitung der Publikationen im Ausland und die Mitarbeit von Männern wie Voltaire, Maupertuis und La Mettrie sichern und entsprach der Neigung des Königs. Daß dies gegen Leibniz' Anliegen und den ausdrücklichen Wunsch des Stifters verstieß, die deutsche Sprache und Kultur zu fördern, ist nicht die geringste Paradoxie der Akademie gewesen. In französischer Sprache vermittelten die Hugenotten als Übersetzer oder publizistische Bearbeiter der Naturrechtslehre Pufendorfs oder der Wolffschen Philosophie Resonanz im gebildeten europäischen Publikum.

Der kulturelle Einfluß der als Mittler und Multiplikatoren wirkenden Réfugiés, die sich nicht nur an der Tradierung der französischen Klassik beteiligten, sondern auch deutsches historisches, philosophisches und staatspolitisches Gedankengut an die europäische Elite vermittelten, steht in engem Zusammenhang mit dem damals sehr hohen Status der französischen Sprache²⁵.

Wenn auch mit geringerem Erfolg als Pierre Coste, versuchte Isaac de Beausobre²⁶, einem geistigen Bedürfnis der Zeit, das die lateinische Altgelehrtenrepublik schrumpfen ließ, Rechnung zu tragen: Die immer größere Disfunktionalität der Bildungssprache Latein in der Erudition führte zu ihrer allmählichen Ersetzung durch das Französische. Erich Haase sieht in der »Diaspora der Emigranten« einen »wichtigen Faktor dafür, daß das Französische als universale Gelehrtensprache die Funktion des Lateinischen übernehmen konnte«²⁷. Mit einem stark ausgeprägten Selbstbewußtsein ausgerüstet, fühlten sie sich als Repräsentanten einer fortschrittlichen Kultur. Sie begnügten sich jedoch nicht damit, lateinische oder englische Werke ins Französische zu übersetzen. Sie legten an sie auch die für sie mit universaler Geltung ausgestatteten Maßstäbe des französischen Geschmacks an.

Diese Betrachtungen sollen jedoch nicht den Eindruck erwecken, im Berlin des ausgehenden 17. Jahrhunderts und bei den dort ansässigen Réfugiés hätten

ten Denkschrift beteiligt, und Leibniz hatte Naudé und La Croze für wichtige Aufgaben in der Sozietät ausersehen. Besonders im Umkreis der Kurfürstin Sophie Charlotte, die im französischen Geist erzogen worden war, konnten die Mitglieder der Kolonie, die sie um sich gesammelt hatte, ihren Einfluß geltend machen. Aus dem Briefwechsel zwischen Jablonski und Leibniz geht ferner hervor, daß das gesamtpolitische Ziel, das darin bestand, das intellektuelle und wirtschaftliche Niveau des protestantischen Deutschland unter der Führung von Brandenburg-Preußen durch die praktische Wissenschaft, Industrie und Landwirtschaft nach dem Vorbild der Niederlande zu heben, den Réfugiés durchaus bewußt war.

²⁵ Vgl. Myriam YARDENI, *Érudition et engagement: l'historiographie huguenote dans la Prusse des Lumières*, in: *Francia* 9 (1982), S. 584–601.

²⁶ Vgl. Frédéric HARTWEG, *Le Grand Beausobre. Aspekte des intellektuellen und kirchlichen Lebens der ersten Generation des Berliner Refuge*, in: Wilhelm TREUE (Hg.), *Geschichte als Aufgabe. Festschrift für Otto Büsch*, Berlin 1988, S. 55–81.

²⁷ HAASE, *Literatur* (wie Anm. 9), S. 461.

sich Hauptmerkmale der Aufklärung, wie die Unterscheidung von natürlichen und geoffenbarten übernatürlichen Wahrheiten oder der Übergang der Vernunft von einem heteronomen in einen autonomen Status, bereits durchgesetzt. Die regen intellektuellen Auseinandersetzungen, die in Holland, der »großen Arche der Flüchtlinge« (Bayle), von den geistigen Impulsen der zahlreichen heterodoxen Sekten befruchtet wurden, erreichten in Berlin keineswegs die gleiche Intensität. Wenn hier auch die Zurückweisung des Totalitätsanspruchs der katholischen Kirche sowie die Hoffnung auf eine eventuelle Rückkehr zunächst noch die geflüchteten Gelehrten beschäftigten, so trat doch bald die Diskussion mit den von Holland aus eindringenden Ideen in den Vordergrund. Während Abbadie in seinem »*Traité de la Vérité de la Religion chrétienne*« (1684), einem klassischen Werk der Apologetik, das selbst in Frankreich Beifall fand – Madame de Sévigné nannte es *un livre divin* –, versucht hatte, die Wahrheiten des Christentums rational zu beweisen, und die Gleichförmigkeit des »menschlichen Denkens mit der göttlichen Vernunft«²⁸ von ihm nicht in Frage gestellt wurde, traten Philippe Naudé²⁹ und der junge Isaac de Beausobre³⁰ zur Abwehr der Bayleschen Ideen in Berlin auf den Plan. Die Beschäftigung mit der Heterodoxie und »die gestiegenen Ansprüche an die religiösen Kontroversschriften«³¹ führten bei den Gelehrten unter den Berliner Refugiés zur notwendigen Ausweitung des philosophischen und historischen Horizonts. So entstanden in den folgenden Jahrzehnten im Berliner Refuge Arbeiten zur Kirchen- und Ketzergeschichte und zur Geschichte des christlichen und des heidnischen Altertums³², die, so Erich Haase, als »Resonanzboden und als Zeug-

²⁸ GEISSLER, Kontroversliteratur (wie Anm. 11), S. 124.

²⁹ Z.B. Philippe NAUDÉ, *Réfutation du Commentaire philosophique*, Berlin 1693; DERS., *La Morale évangélique opposée à quelques morales philosophiques*, Berlin 1699; DERS., *La souveraine perfection de Dieu dans ses divins attributs, et la parfaite intégrité de l'Ecriture prise au sens des anciens Réformés, défendue par la droite raison contre toutes les objections du manichéisme répandues dans les livres de Bayle*, Amsterdam 1708.

³⁰ Z.B. Isaac de BEAUSOBRE, *Défense de la doctrine des Réformés sur la Providence, sur la prédestination, sur la grâce et sur l'eucharistie*, Magdeburg 1693.

³¹ Eckart RICHTER, *Die Aufklärung und die Berliner Hugenotten*, in: *Beiträge zur Romanischen Philologie* 9/1 (1970), S. 56.

³² Z.B. Isaac de BEAUSOBRE, *Histoire critique de Manichée et du manichéisme*, 2 Bde., Amsterdam 1734–1739; DERS., *Histoire de la Réformation, ou origine et progrès du Luthéranisme dans l'Empire et les états de la Confédération d'Augsbourg, depuis 1517 jusqu'à 1530*, 4 Bde., Berlin 1785–1786; Jacques LENFANT, *Histoire du Concile de Constance*, Amsterdam 1714; DERS., *Histoire du Concile de Pise*, 2 Bde., Amsterdam 1724; DERS., *Histoire de la guerre des Hussites et du concile de Basle*, 2 Bde., Amsterdam 1731; Mathurin VEYSSIERE DE LACROZE, *Histoire du christianisme des Indes*, Den Haag 1724; DERS., *Histoire du christianisme d'Ethiopie et d'Arménie*, Den Haag 1739; Alphonse de VIGNOLLES, *Chronologie de l'histoire sainte et des histoires étrangères qui la concernent*, 2 Bde., Berlin 1738; Charles ANCILLON, *L'irrévocabilité de Nantes, prouvée par les principes du droit et de la politique*, Amsterdam 1690; DERS., *La France intéressée à rétablir l'Edit de Nantes*, Amsterdam 1690; DERS., *Histoire de l'établissement des François réfugiés dans les*

haus«³³ die kühneren Unternehmungen der Aufklärung vorbereiteten. Adolf von Harnacks Darstellung Berlins als eines der »Hauptquartier[e] der historisch-apologetischen protestantischen Wissenschaft, die aus den Quellen arbeitete, den Benediktinern ihr Monopol auf das kirchengeschichtliche Studium entriß und die Jesuiten mit den Waffen der Gelehrsamkeit bekämpfte«³⁴, erscheint jedoch etwas schmeichelhaft.

Während die von Pierre Coste, einem in England etablierten Hugenotten, in Frankreich zugänglich gemachte englische Philosophie – er übersetzte Schriften von Shaftesbury, Newton und Locke – und besonders der Sensualismus die französische Philosophie der Lumières stark beeinflusste, stand die deutsche Aufklärung lange im Zeichen der Wolffschen Philosophie. Deren Übernahme durch die Gelehrten des Refuge kann sogar als Prüfstein ihrer Integration in die deutsche geistige Welt gelten³⁵. Während die französischen Lumières den preußischen Hof eroberten, der Voltairianismus in Sanssouci den Ton angab und der Materialismus in die Akademie eindrang, hielten die dieser Institution angehörenden Refugiés Leibniz und Wolff weiterhin die Treue. Die zuweilen harten Urteile über die Vielschreiberei Formeys, eines prominenten Mitglieds der französischen Gemeinde und Sekretärs der Akademie, sollten jedoch nicht vergessen lassen, daß dieser nicht selten als eine Art Mittler der europäischen Lumières wirkte. Indem er die deutschen und lateinischen Beiträge für die *Miszellaneen* der Akademie ins Französische übersetzte und die Würdigungen ihrer verstorbenen Mitglieder redigierte, hinterließ er der Nachwelt einen nicht zu verachtenden Fundus für die Wissenschaftsgeschichte des 18. Jahrhunderts. Noch bevor d'Alembert und Diderot mit ihrem Plan an die Öffentlichkeit getreten waren, hatte Formey bereits die Idee einer Enzyklopädie konzipiert, die in Wörterbuchform das Wissen und die wissenschaftlichen Errungenschaften der Zeit darstellen sollte. Die Divergenzen zu den Enzyklopädisten im religiösen Bereich blieben jedoch unüberbrückbar.

Die Erzeugnisse der Hugenottenerudition ließen allmählich die religiöse Agitation in den Hintergrund treten, obwohl Abbadie in seinem »*Traité de la vérité de la religion chrétienne*« ebenso wie Jacquilot in seiner »*Préface*« zur »*Dissertation sur l'existence de Dieu*«, einem klassischen Werk der Apologetik, in einer nicht überspitzten konfessionellen Formulierung versucht hatte, die Wahrheiten des Christentums rational zu beweisen. Sobald die Religion ihres Mysteriums entkleidet war, begab man sich aber auf die Ebene der ausgeweglosen Spekulationen, die die von Bossuet verhöhnten »*Variations du Pro-*

Etats de son Altesse Electorale de Brandenbourg, Berlin 1690; DERS., *Histoire de la vie de Soliman II, Empereur des Turcs*, Rotterdam 1706; DERS., *Traité des Eunuques*, o.O. 1707.

³³ HAASE, *Literatur* (wie Anm. 9), S. 524.

³⁴ Adolf von HARNACK, *Geschichte der Königlich-Preußischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin*, Bd. 1, Berlin 1900, S. 107.

³⁵ Vgl. HARTWEG, *Les Huguenots à Berlin* (wie Anm. 21).

testantisme« demonstrierten. Ebenso aussichtslos war Ancillons juristisch fundierte Demonstration der Unmöglichkeit der Revokation des Edikts von Nantes, weil diese Maßnahme unvereinbar war mit der politischen Moral, der Rechtsverfassung und dem Rechtsbewußtsein. Auch die Toleranzforderung, der die Refugiés als lebendige Anklage Aktualität verliehen, war ein zweischneidiges Schwert. Wie konnte man einerseits Toleranz verlangen und sie andererseits in einem nicht mehr einheitlich religiös bestimmten Weltbild der Heterodoxie verweigern und damit einer doppelten Moral verfallen?

Das Konsistorium wandte die Bezeichnung »Sozinianertum«, wie aus den französischen Gemeindeakten ersichtlich ist, auch auf die Anhänger des Naturrechts an, wünschte aber keine offene Auseinandersetzung, da breite Kreise am Hof – besonders Alexander von Dohna und Paul von Fuchs – und in der Beamtenschaft dem Naturrecht gegenüber sehr aufgeschlossen waren. Der Fall Barbeyrac zeigte dies sehr deutlich, denn hier wurde »die Fiktion von der Identität von Untertan und konfessionell einwandfreiem Christen aufgegeben«³⁶. Barbeyrac wurde zwar der Religionsunterricht untersagt – und damit war der Stein des Anstoßes am *Collège François* ausgeräumt –, aber »weil Er ansonsten ein gar gelehrter Mann war«, wollte man auf seine Dienste nicht verzichten. Sieglinde Othmer erblickt darin ein erstes Beispiel der Handhabung »neuzeitlicher Staatsräson«³⁷, das um so bemerkenswerter war, als der Hof gegen ein zu dieser Zeit in Berlin umlaufendes sozinianisches Traktat scharf vorging. In Barbeyracs Lebensweg sieht sie die exemplarische Situation eines Mannes, der gewillt war, den Predigerberuf zu ergreifen, und erfahren mußte, daß die Denkfreiheit in der Theologie eingeschränkt wurde. Obwohl die Frömmigkeit seines Lebenswandels nicht angezweifelt wurde, mußte der angehende Berufstheologe, der sich der Orthodoxie nicht beugen wollte, die Gottesgelehrtheit zugunsten der Wissenschaft aufgeben. Der in Béziers geborene Lehrer am *Collège François* und spätere Professor der Rechte in Lausanne und Groningen, der es sich leisten konnte, in Genf die *formula consensus* zu verweigern, wurde nicht durch seine zahlreichen Abhandlungen über Aristophanes, Lukrez, die Glücksspiele und die moralischen Irrtümer der Kirchenväter bekannt, sondern erlangte Bedeutung durch seine mit sorgfältigen Einführungen und Kommentaren versehenen Übersetzungen der zwei Hauptwerke von Pufendorf³⁸. Darin wurde die Trennung – wenn auch ohne vollständige Säkularisierung – zwischen dem Bereich der Vernunft und dem der Offenbarung vollzogen. Die Theologie wurde auf den Himmel, die natürliche Vernunft

³⁶ OTHMER, Berlin (wie Anm. 8), S. 74 (mit Anm. 15).

³⁷ Ibid.

³⁸ Samuel von PUFENDORF, *De jure naturæ et gentium libri octo*, London 1672, erschien 1706 unter dem Titel: *Le droit de la nature et des gens [...]*, Amsterdam; DERS., *De officio hominis et civis juxta legem naturalem*, London 1673, erschien 1723 unter dem Titel: *Les devoirs de l'homme, et du citoyen, tels qu'ils sont prescrit par la loi naturelle*, Amsterdam.

auf die Erde bezogen, die Pflichten wurden zwar als von Gott gegeben, aber auch als dienlich und sogar notwendig für die Aufrechterhaltung der menschlichen Gesellschaft betrachtet. Der vernunftbegabte Mensch, und nicht der gläubige, wurde fortan in den Vordergrund gerückt und dem Staat die Zuständigkeit für die Seligkeit des einzelnen Bürgers abgesprochen, soweit er sich in seiner Religionsausübung nicht staatsfeindlich verhielt. Barbeyrac ging sogar weiter als Pufendorfs gemäßigter Absolutismus, der eine starke Staatsgewalt durch die ethische Bindung des Monarchen milderte. Im Gegensatz zu ihm führte er ein Widerstandsrecht, ein Recht zur Auflehnung ein, das eher auf Locke als auf Jurieu zurückzuführen ist. Barbeyrac übersetzte auch zwei politische Traktate des Professors der Rechte aus Leiden, Gerhardt Noodt³⁹, der die Gewissensfreiheit aufgrund des Naturrechts vertrat und dem Fürsten in religiöser Hinsicht nicht mehr Befugnisse einräumte als dem einzelnen Bürger. Das philosophische Traktat von Richard Cumberland⁴⁰ über die Naturgesetze – eine Widerlegung von Hobbes Thesen – und Grotius' »De jure belli ac pacis«⁴¹ machte er ebenfalls dem französisch sprechenden Publikum zugänglich und eröffnete dadurch den naturrechtlichen Lehren einen breiten Kulturbereich, besonders in einem Land, in dem das Naturrecht nicht offiziell anerkannt wurde. Dieses drang also in Schichten ein, die des Lateinischen unkundig waren und erreichte nach Barbeyracs Formulierung die *gens sans lettres et jeunes gens qui se destinent à l'étude*⁴². Das von Barbeyrac angestrebte Ziel wurde auch erreicht⁴³, und sein Erfolg veranlaßte wahrscheinlich Formey, 1758 eine französische Bearbeitung des »Jus Naturæ« von Christian Wolff zu veröffentlichen⁴⁴. Der Artikel »Jurisprudenz« der »Enzyklopädie« ist weitgehend eine von de Jaucourt zusammengestellte Kompilation aus Pufendorf, Barbeyrac und dessen Schüler Burlamaqui. Doch Barbeyrac war nicht das einzige Mitglied der in ihrer konfessionellen Existenz dadurch betroffenen Kolonie, das sich für das Naturrecht interessierte. Charles Ancillon, gelegentlicher Mitarbeiter von Chauvins »Journal« stand in Kontakt mit Thomasius, den er für den

³⁹ Gerhardt NOODT, Du pouvoir des souverains et De la liberté de conscience, Amsterdam 1707.

⁴⁰ Richard CUMBERLAND, Traité philosophique des loix naturelles, où l'on recherche et l'on établit, par la nature des choses, la forme de ces loix, leurs principaux chefs, leur ordre, leur publication et leur obligation: on y réfute aussi les éléments de la morale de Hobbes, Amsterdam 1744.

⁴¹ Hugo GROTIUS, Le droit de la guerre et de la paix divisé en trois livres, où il explique le droit de nature, le droit des gens, & les principaux points du droit public, ou que concerne le gouvernement public d'un état, Amsterdam 1720.

⁴² OTHMER, Berlin (wie Anm. 8), S. 128f.

⁴³ Siehe dazu HAASE, Literatur (wie Anm. 9), S. 417, Anm. 132: *Peut-être que par ce moi en quelques étincelles de la Vérité volant jusques dans les Païs où est le Siège de la Tyrannie & le Roiaume des Ténébres, feront ouvrir les yeux à un grand nombre de gens, & les porteront, ou à secouer le joug, ou à se retirer les uns après les autres dans les Païs de liberté, & à laisser ainsi les Tyrans incorrigibles régner avec leurs suppôts sur de vastes solitudes.*

⁴⁴ Unter dem Titel: Christian WOLFF, Droit de la Nature et des gens, Amsterdam 1758.

Initiator der Reformbestrebungen in der Jurisprudenz hielt. Für ihn war das römische Recht, das einem universalen Naturrecht weichen sollte, überholt. An der Diskussion im privaten Kreis waren auch Teissier und Chauvin beteiligt. Der Hofhistoriograph, der eine angesehene Position in der Kolonie innehatte, fertigte eine »private« Übersetzung Pufendorfs an, hatte aber seine Stellung durch eine, wenn auch nur kurze, Mitgliedschaft im Konsistorium gegen den Vorwurf des Arminianismus und des Sozinianertums abgesichert. Chauvins »Journal« war eine Informationsquelle für die am Naturrecht Interessierten und ermöglichte die Verbreitung über den Kreis der juristisch Gebildeten hinaus⁴⁵. Die Gelegenheit einer Neuauflage von »De jure belli ac pacis« wurde zum Beispiel genutzt, um Grotius zu loben, um einen historischen Überblick über das Naturrecht zu geben und die Hugenotten aufzufordern, Arbeiten zu diesem Thema anzufertigen.

Étienne Chauvin hat durch sein Wirken die intellektuelle Atmosphäre in Berlin entscheidend mitgeprägt. Seine publizistische Tätigkeit als Herausgeber des »Nouveau Journal des Sçavans« war ein erfolgreicher Versuch, die Isolation des Refuge zu sprengen. Mit Danckelmanns Unterstützung, der das französische kulturelle Element stark förderte, wurde das geistige Panorama der Residenzstadt verändert und dem anderer westeuropäischer Hauptstädte etwas angeglichen. Obwohl die Nachahmung von Bayles Unternehmen nicht den gleichen Beifall fand und nach drei Jahrgängen (1696–1698) einging⁴⁶, schuf Chauvin doch ein Sprachrohr der gebildeten Franzosen und zugleich ein Gegenstück zu den engen orthodoxen Auffassungen des reformierten Konsistoriums. Sein Beispiel wirkte anspornend. Er wandte sich an ein überkonfessionelles, französisch sprechendes Publikum, dem er die Lektüre lateinischer Werke ersparte. Sein Vorsatz, die intellektuell aufgeschlossene und gelehrte Welt über kulturelle Vorgänge in Berlin-Brandenburg zu informieren, das Interesse an der europäischen Buchproduktion zu wecken, ist als Versuch zu werten, in Deutschland, wenn auch in bescheidenem Umfang, die geistige Atmosphäre der Niederlande zu schaffen. Was die rezensierten Bücher betraf, stützte sich Chauvin hauptsächlich auf Druckerzeugnisse aus Frankreich und Berlin; die französischen Titel und die theologischen, historischen und medizinischen blieben vorherrschend. Nach Ansicht Sieglinde Othmers war das »Nouveau Journal« für Leibniz ein Zeichen, daß Berlin für seine Akademiepläne reif war. Chauvin verlor mit Danckelmann seinen Gönner und Förderer. Er gehörte zu jenen Theologen, die eine Neigung für die Naturwissenschaften

⁴⁵ Zum Beispiel anlässlich der Ankündigung eines Werkes von Johann Franz Buddeus.

⁴⁶ Chauvin hatte in Rotterdam Erfahrung auf diesem Gebiet erworben, und er bemühte sich, wie ein Brief an Leibniz vom 14. April 1696 bezeugt, oft in einem regelrechten Wettrennen um den Druck von Auszügen aus neuen Werken.

mit ihrem Interesse für die Philosophie verbanden⁴⁷. Auch Materialien der Geographie, der Astronomie und der Politik fanden neben solchen der Logik, Metaphysik und Theologie in sein Lexikon (dem Symbol des allumfassenden Wissens) Eingang.

Unter den zahlreichen in der wissenschaftlichen Publizistik und in der Literatur tätigen Hugenotten waren ein gewisser Eklektizismus und das Streben nach der *aurea mediocritas* kennzeichnend. Stellvertretend für diese Haltung sei hier der Mathematiker Philippe Naudé der Ältere erwähnt, der aber fast ausschließlich durch seine theologischen Schriften bekannt war. In seinen Maximen über weltliche und christliche Moral erwies er sich als ein für das Refugium sehr typischer Anhänger des goldenen Mittelwegs, indem er eine »hypostasierte weltliche Moral mit der christlichen Sittenlehre« verband und dadurch zwei Gefahren auszuräumen glaubte, welche die Geister der Religion zu entfremden drohten: Bayles Skeptizismus und die Erstarrung in der intoleranten Orthodoxie. Der Prediger der französischen Gemeinde in Köpenick und Direktor der mathematischen Klasse der Sozietät war ebenfalls mit Leibniz befreundet; seine Pläne, die Chronik des Martinus Polonus mit ihm gemeinsam herauszugeben, wurden nicht verwirklicht. Mit seiner in jahrzehntelanger Arbeit entstandenen »Chronologie« versuchte er die Bibel gegen Richard Simons Kritik zu verteidigen. Für Sieglinde Othmer wird der »Anschluß an die geistige Elite Europas« zwar erreicht, und dies ist weitgehend dem durch den Hof geförderten »kulturellen Ehrgeiz der Hugenotten« zuzuschreiben. Sie bestreitet jedoch, daß die Akademie eine große Wirkung gehabt hätte, und setzt den Akzent auf das Jahrzehnt, das der Gründung der Sozietät vorausging, auf das Wirken von Männern wie Paul von Fuchs, Danckelmann, Ezechiel Spanheim und auf Organe, die, wie Chauvins »Nouveau Journal«, eine »außerordentliche Neuheit« darstellten. Für sie lieferte die Akademie, die das geistige Potential der deutschen und französischen Gelehrten vereinigen sollte und die »nach

⁴⁷ Der in Nîmes geborene Chauvin verbrachte zwanzig Jahre in den Niederlanden als Vorsteher eines Pensionats und als reformierter Pastor. In Berlin wirkte er als Hauptprediger der reformierten Kirche und als Inspektor und Professor der Philosophie am *Collège François*. Sein Hauptwerk, dessen Ruf ihm bei seiner Übersiedlung nach Berlin 1695 behilflich war, war bereits 1692 in Rotterdam erschienen (*Lexicon rationale sive thesaurus philosophicus ordine alphabetico digestus*). Obwohl zahlreiche aristotelisch-scholastische Reminiszenzen festzustellen sind, zeugte das Werk von den physikalischen Kenntnissen seines Autors. Es unterschied sich von den damaligen philosophischen Wörterbüchern dadurch, daß nicht nur die philosophischen Begriffe, sondern auch die Gegenstände mit Zeichnungen illustriert und die verschiedenen Ansichten darüber berücksichtigt wurden. Die streng cartesianische Ausrichtung des Autors, die nicht genau vollzogene Trennung zwischen den Naturwissenschaften und der Moralthologie, die Beibehaltung des Gottesbeweises machen das Werk zum dogmatischen Pendant des »*Dictionnaire historique et critique*« von Bayle. Barbeyrac heiratete Chauvins Tochter. Um den Anschluß an den Pariser Geschmack nicht zu verlieren, organisierte Chauvin die im Refuge einzigartigen *Conférences sur la langue française* (1697–1698).

außen hin ihre Repräsentationsfunktion erfüllte«, keine wesentlichen Denkanstöße, während die »städtische Gelehrsamkeit« fruchtbar wurde.

Die Akademie hatte auch das Verdienst, die soziale Anerkennung der hugenottischen Intellektuellen zu fördern, indem sie das persönliche Prestige ihrer Mitglieder hob. Die Hugenotten entfalteten in der Residenzstadt ihres Gastlandes eine rege gelehrte Betriebsamkeit; keiner der deutschen Gelehrten in Berlin hatte vor der Einwanderung der Hugenotten ein literarisch-kritisches Journal herausgegeben, für das es weder Verleger noch Publikum gab. Dieses »Nouveau Journal des Sçavans, dressé à Berlin« sollte stimulierend wirken; allerdings heißt es schmeichelhafte Vorschußlorbeeren verteilen, wenn Chauvin schreibt: *Il se trouve dans cette capitale du Brandebourg un nombre considérable de personnes lettrées qui tous les jours produisent des ouvrages d'une exquise érudition.* Man wollte offensichtlich hier die intellektuelle Atmosphäre der Niederlande, einen neuen geistigen Schmelztiegel an der Spree schaffen, indem man das Interesse für die europäische Buchproduktion weckte. Dieses Journal vertrat das religiös ungebundene Denken gegenüber der Disziplin der reformierten Kirche, die sich noch in der Phase des ängstlichen Bewahrens befand.

Die Hugenotten haben also, wenn auch vorwiegend außerhalb der »Sozietät« und oft eher rezeptiv als schöpferisch, dazu beigetragen, den Anschluß an das europäische Geistesgeschehen zu festigen. Sie haben zum Teil das Modell des *honnête homme* vermittelt, aber gleichzeitig auch den Übergang zum Ideal des *philosophe* vorbereitet. Auch verhalfen sie dem Französischen dazu, zu einer neuen Gelehrtensprache zu werden, die das Latein auf dem Gebiet der Erudition etwas verdrängte, wenn auch nicht so ausschließlich, wie oft behauptet worden ist. Der sprachliche Wandel machte sich besonders auf dem Büchermarkt bemerkbar, wo eine neue Leserschaft erschlossen werden konnte.

Die frühere Literatur hat etwas einseitig betont, daß eines der fruchtbarsten Ergebnisse der Revokation des Edikts von Nantes die Zerstreuung einer Reihe von Mittlern und Multiplikatoren über Europa war, die nicht nur den französischen kulturellen Einfluß verbreiteten, indem sie zum Beispiel die Tradierung der französischen Klassik gewährleisteten. Die erste Generation der Réfugiés und besonders Erman und Reclam kultivierten das Klischee Frankreichs als Schule der Künste, der Wissenschaften, des guten Geschmacks und der eleganten Sitten⁴⁸. Ihre geistige Produktion, der die Weite des gesellschaftlichen Hin-

⁴⁸ Jean-Pierre ERMAN, Pierre-Christian-Frédéric RECLAM, *Mémoires pour servir à l'Histoire des Réfugiés Français dans les Etats du Roi*, 9 Bde., Berlin 1782–1799. Sie übernehmen von Jerusalem die Vorstellung von Deutschlands erstem, den Hugenotten zu verdankenden kulturellen »Morgenrot«. *Lettre sur la littérature allemande*, S. 7: *C'est à la Nation Française & particulièrement à la Colonie qu'un fanatisme persécuteur banni de la France & et que le grand Electeur recueillit dans ses Etats, que l'Allemagne dut la première aurore de la politesse des mœurs & du bon goût dans les sciences. Des manières nobles & insinuates, l'élégance des mœurs, les agréments d'une langue cultivée ouvrirent à ces fugitifs l'entrée*

tergrunds fehlte, war zuweilen mit einem gewissen Provinzialismus behaftet. In der Akademie widmeten sie sich hauptsächlich der Herausgabe gelehrter, kritischer, exegetischer, philosophischer und geschichtlicher Arbeiten, Editionen und Miscellaneen. Vor allem aber verliehen sie der Übersetzerfunktion⁴⁹ eine »ganz neue Würde«, denn sie, die am »Kreuzpunkt aller Wege« standen, beschränkten sich keineswegs auf eine »servile wörtliche Treue«, sondern betrachteten sich als »bevollmächtigte Gesandte«, die, wie Pierre Coste es im Vorwort seiner Übersetzung von Locke formulierte, »ihre Vorteile [nur] richtig ausnutzen« konnten, »wenn ihre Vollmachten [nicht] zu eng begrenzt« waren. So ist auch Pufendorf weitgehend in der mit Kommentar versehenen und recht eigenwilligen Übersetzung von Barbeyrac dem europäischen Publikum zugänglich gemacht worden.

Die Frage des geistesgeschichtlichen Standorts der hugenottischen Intellektuellen in Berlin, ihre Zugehörigkeit zur französischen und/oder deutschen Geistesgeschichte kann nur differenziert und stark generationsbedingt beantwortet werden⁵⁰. Akkulturationsprozesse verlaufen auf individueller und gruppenspezifischer Ebene und sind durch exogene und endogene Faktoren bedingt. Ein Indikator der Integration wie die Mischehe ist statistisch relativ leicht faßbar. Der Sprachwechsel ist im schriftlichen Bereich noch gut nachzuvollziehen. Um Sprachwechsel beziehungsweise -verlust, aktive und passive Zweisprachigkeit zu dokumentieren, sind aussagekräftige Quellen schon seltener, und die verschiedenen Formen der Diglossie sowie der Kommunikationsradius der Idiome sind nur mittelbar festzustellen. Die Erhaltung der hugenottischen Gruppenidentität förderte die Integration der Réfugiés, und ihr ausgeprägtes kollektives Gedächtnis half bei der neuen Identitätsfindung, selbst wenn der Umweg über die Überhöhung der Aus- und Einwanderungswirklichkeit beschritten wurde. Mit den Strebepfeilern der militanten Geschichtsschreibung und der frommen Legende wurden die Väter und ihr Opfer heroii-

des cours & du grand monde, tout à coup ils devinrent les précepteurs de notre nation. Avec leur langue se répandit la connaissance des chefs-d'œuvre de la Littérature Française. Nous n'avions encore rien qui pût leur être comparé; zitiert *ibid.*, Bd. 1, S. 305f.

⁴⁹ Vgl. Jens HÄSELER, Antony MCKENNA, *La vie intellectuelle aux Refuges protestants*, Bd. II: Les Huguenots traducteurs. Actes de la table ronde de Dublin, juillet 1999, Paris 2002 (Vie des huguenots, 20).

⁵⁰ Vgl. Christiane BERKVENZ-STEVELINCK, *L'évolution spirituelle des pasteurs réfugiés de Berlin*, in: Manuela BÖHM, Jens HÄSELER, Robert VIOLET (Hg.), *Hugenotten zwischen Migration und Integration*, Berlin 2005, S. 205–220; Jens HÄSELER, *Provinzialismus aus geistiger Assimilation?* in: *ibid.*, S. 241–253; Martin FONTIUS, *Zwischen »Libertas Philosophandi« und »siècle de la philosophie«*. Zum geistesgeschichtlichen Standort Formeys und der zweiten Generation der Réfugiés, in: Michel DELON, Jean MONDOT (Hg.), *L'Allemagne et la France des Lumières – Deutsche und französische Aufklärung. Mélanges offerts à Jochen Schlobach*, Paris 2003, S. 45–68; Martin FONTIUS, *Zwischen Lumières und Aufklärung (als Manuskript eingesehen, erscheint in: DERS. u.a. [Hg.], Franzosen in Berlin. Ein Beitrag zur Ideengeschichte des 18. Jahrhunderts, Berlin 2007)*.

siert und die Not der ersten Jahre idyllisiert. Auf die staatlich verordnete Duldung folgte die Achtung der Zeitgenossen. Da in Brandenburg-Preußen das wirtschaftliche, technologische und kulturelle Gefälle zu Frankreich größer war als in Holland oder England, konnte von der Spannung zwischen Gruppenidentität und Assimilationstendenzen eine größere Dynamik ausgehen.

Im politischen Bereich erfolgte der Loyalitätstransfer, je nach Temperament, Stellung oder Amt – zum Beispiel das des Hofhistoriographen –, allmählich oder schlagartig. Wie das Volk Israel an den Flüssen Babylons wartete, so harhten auch die Refugiés fiebernd, zumindest in den ersten Jahren, aufgestachelt durch die flammenden Hirtenbriefe, die Jurieu von Holland aussandte, auf den Sturz des Tyrannen oder die vertraglich gesicherte, friedliche Rückkehr in die Heimat.

Nach einigen an den Ufern der Spree verbrachten Jahrzehnten wurden Wahlverwandtschaften mit dem Preußen des protestantischen Prinzips entdeckt. Das ursprüngliche französische kulturelle Sendungsbewußtsein verblaßte allmählich mit der stärkeren Einbindung in die geistigen Strömungen des Aufnahmelandes, und dies unter Beibehaltung der europäisch-kosmopolitischen Solidaritäts- und Beziehungsnetzwerke und der Publikationskanäle des Refuges: Nicht wenige Werke der Berliner Autoren erschienen in den Niederlanden. Als fleißige Handwerker der République des lettres haben diese emsigen Arbeiter im Weinberg des Gastlandes zahlreiche Werke und für Formey eine umfangreiche Korrespondenz hinterlassen, die ihre geistesgeschichtliche Einordnung ermöglichen.

Ein großer Teil der wissenschaftlich, literarisch und publizistisch tätigen Autoren im Refuge waren ausgebildete Theologen und amtierende Prediger. Die Vertreter der ersten Generation betonten noch die grundlegende Spannung zwischen Glauben und Vernunft und operierten mit den klassischen Mitteln der Kontroverse, die sie in den Dienst der Orthodoxie stellten, gegen Rom, aber auch gegen die echten und vermeintlichen Abweichungen. Bei Jacques Abbadie steht die Sorge um moralische Dekadenz im Exil sowie die strikte Ablehnung jeder religiös bedingten Verfolgung im Vordergrund, die auch aus der existentiellen Erfahrung der Intoleranz und der Flucht herrührt. Beim streitbaren Gabriel d'Artis dominiert der unermüdliche polemische Eifer, mit welchem er seine echten oder vermeintlichen Gegner des »Sozinianismus« bezichtigt.

In der darauffolgenden, noch in Frankreich geborenen Generation – zum Beispiel bei Jacques Lenfant und Isaac de Beausobre – tritt die dogmatische Kontroverse zugunsten der Beschäftigung mit der Geschichte früher, nicht römisch-katholischer Traditionen in der Entwicklung des Christentums zurück. Bei ihnen ist auch der historisch-kritische Zugang zur Bibel im Sinne von Jean Le Clerc, Hugo Grotius und Richard Simon festzustellen. Herz und

Empfindsamkeit der Gläubigen werden stärker betont, was auf einen Einfluß des pietistisch geprägten Luthertums schließen läßt.

Für den Pfarrer, Philosophieprofessor am *Collège François*, ständigen Sekretär der Akademie und Polyhistor J. H. S. Formey, der sich stark an Christian Wolffs Rationalismus und dessen Denkrichtung in »La belle Wolfienne« anlehnte, sie im Stil der Zeit vulgarisierte und der französischlesenden Gesellschaft zugänglich machte, stehen die beiden von Gott unmittelbar herrührenden Elemente Natur und Vernunft – ein Weg, den Beausobre bereits angebahnt hatte – nicht in Widerspruch zum Glauben. Mit stark moralorientierter Tendenz brachte er die Argumente der Vernunft nachdrücklich in die Berliner französisch-reformierte Homiletik ein, ohne dabei auf das Ansprechen der Herzen zu verzichten. Berücksichtigt man ebenfalls den internationalen geistigen Bezugsrahmen, so sind er und seine hugenottischen Zeitgenossen eher der deutschen Aufklärung und ihrem philosophischen Diskurs zuzuordnen. Die »aufgeklärte Frömmigkeit« eines Formey (vier Bände des »Le Philosophe Chrétien« erschienen zwischen 1750 und 1757 in Leiden – eine deutsche Übersetzung in Frankfurt a. M. – und trugen den Untertitel »Discours moraux«) bildet den Leitbegriff seines Denkens. Gegen Voltaire, Rousseau, Diderot und die Enzyklopädisten, gegen die »transzendenten Geometer« hielt Formey an einer erkenntnistheoretischen Hierarchisierung fest, die die Metaphysik über die Beobachtung und die Subalternwissenschaftler der Einzelfächer stellte. Über deren *esprit philosophique subalterne* stand als »Emanation von oben«, als »Strahl der Gottheit«, ein *esprit philosophique supérieur*⁵¹. Seine Betrachtungen über Formeys Beitrag zur theologischen Aufklärung im Protestantismus schließt Martin Fontius mit einem Zitat eines zeitgenössischen Kronzeugen: In einem Brief vom 7. Februar 1766 bittet Kant Mendelssohn Exemplare von den »Träumen eines Geistersehers« (Untertitel: »erläutert durch Träume der Metaphysik«) *den guten Köpfen ihrer Gegend* zuzustellen. Unter den Adressaten wird *Professor Formey* genannt⁵².

⁵¹ Vgl. Jens HÄSELER, Provinzialismus aus geistiger Assimilation? in: BÖHM, HÄSELER, VIOLET (Hg.), *Migration* (wie Anm. 50), S. 241–253; FONTIUS, *Franzosen in Berlin* (wie Anm. 50).

⁵² Wie Anm. 51.

Résumé français

L'idée de tolérance/intolérance est très présente dans le discours des réfugiés et des souverains du Brandebourg et de la Prusse. Implicite dans l'édit de Potsdam de 1685, elle se trouve en butte à l'antagonisme des autorités ecclésiastiques luthériennes et, dans la phase où l'illusion d'un retour en France reste maintenue, à la stricte orthodoxie réformée, inquiète de la contamination par des éléments rationalistes, combattus comme socinianisme ou arminianisme. Les réfugiés sont des artisans actifs, tant par leurs publications, traductions et compilations que par leurs institutions scolaires, leur participation à la création de l'Académie des sciences de Berlin. La phase de réflexion préparatoire de cette académie, influencée par Leibniz et la pensée néerlandaise, portait de l'idée d'un espace de tolérance extraterritorial. De même, les réfugiés montrent leur activité au sein de l'académie et participent, parfois modestement, au vaste mouvement des idées européennes dont le foyer principal se trouve aux Pays-Bas; ils contribuent de ce fait à la vulgarisation en langue française des ouvrages latins qui traitent du droit naturel ou de l'histoire du christianisme primitif non romain. Ils se trouvent ainsi au carrefour des Lumières déistes, agnostiques, voire athées et d'une Aufklärung qui, du fait de la fragmentation confessionnelle, maintient des références chrétiennes, même fortement empreintes de rationalisme. Par leur simple existence historique, les réfugiés portent témoignage de l'absolutisme religieux uniformisant du royaume de France et d'une tolérance faisant droit au pluralisme dans les terres d'accueil. Les travaux de Chauvin, de Barbeyrac ou Formey, ceux de Beausobre comptent parmi les plus notables dans cette entreprise de transfert culturel à l'échelle européenne, favorisée par le vaste réseau intellectuel des académies savantes et des correspondances dans la république des lettres.

JENS HÄSELER

ENTRE LA FRANCE ET LE BRANDEBOURG LA RÉPUBLIQUE DES LETTRES

Choix et repères de gens de lettres huguenots au XVIII^e siècle

I. Témoignages de voyageurs huguenots en France

À la différence des voyageurs allemands, jeunes seigneurs qui suivent volontiers la tradition du grand tour en parcourant surtout l'Italie, la France et parfois l'Angleterre¹, les Français protestants ne rentrent pas facilement en France après la Révocation de l'édit de Nantes. Ils ont été très nombreux à fuir la persécution religieuse et à s'installer en Suisse, en Angleterre, dans certains États allemands, surtout la Hesse et le Brandebourg-Prusse ainsi qu'aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède. Après les dernières vagues d'émigration, donc après les années 1710 et suivantes, la situation s'est calmée à peu près. Ayant abandonné l'espoir d'un retour rapide, ils s'adaptent plus ou moins à la nouvelle patrie. Malgré les craintes des pasteurs et anciens, rares sont les réfugiés ou leurs descendants qui retournent en France en abjurant leur foi². Dans les années 1720³ le souvenir de la persécution est encore bien vif. Cependant, il y a déjà un nombre de huguenots d'Allemagne qui ne se rendent pas seulement en Suisse pour achever leurs études, ou aux Pays-Bas pour les affaires, mais qui entreprennent des voyages de formation y compris en France. Ce type de pérégrinations est mal étudié jusqu'ici, car il n'obéit pas aux modèles connus de la mobilité notamment nobiliaire mais aussi savante au XVIII^e siècle. Dans le contexte d'une étude sur les rapports des gens de lettres huguenots avec la France et le Brandebourg, les témoignages d'expériences de voyages peuvent être particulièrement instructifs. Ces expériences s'ajoutent, en les modifiant,

¹ Illustré dernièrement par le répertoire: Joachim REES, Winfried SIEBERS, *Erfahrungsraum Europa. Reisen politischer Funktionsträger des Alten Reichs 1750–1800. Ein kommentiertes Verzeichnis handschriftlicher Quellen*, Berlin 2005.

² Eckart BIRNSTIEL, *Le retour des Huguenots du Refuge en France, de la Révocation à la Révolution*, dans: *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* 135 (1989) p. 763–790.

³ En témoigne la réponse des rédacteurs de la «Bibliothèque germanique» à la critique du «Journal des savants», voir *Bibliothèque germanique* (février 1721), p. 188.

aux souvenirs des fondateurs des colonies de réfugiés et éclaireissent les prises de position des huguenots jusqu'au milieu du XVIII^e siècle.

Le premier exemple choisi est celui du voyage littéraire entrepris par Charles Étienne Jordan (1700–1745)⁴ en 1733. Jordan est un fils de réfugiés, né à Berlin, élevé à Berlin et à Magdebourg. Il fait ses études de théologie à Genève, Lausanne et Berlin et obtient en 1725 un poste de pasteur à Potzlow, puis à Prenzlau dans la Marche Ukraine. Sa grande passion c'est l'histoire littéraire et savante, la philosophie et l'érudition. À Berlin il fait partie d'un petit cercle de disciples du bénédictin converti Mathurin Veyssière La Croze dont il rédigera plus tard la biographie⁵. À la mort de son père, marchand de quincaillerie d'abord, ensuite joaillier et fondateur de la célèbre maison des joailliers de la cour de Prusse (plus tard Jordan et Lautier), Charles Étienne Jordan emploie une partie de son héritage pour entreprendre un périple qui le mène à travers l'Allemagne, la France, l'Angleterre et les Pays-Bas. À première vue, un itinéraire presque classique auquel ne manque que le Sud. C'est un voyage de six mois entrepris dans la belle saison de l'année 1733. Jordan suit les traces d'autres voyageurs, dont Béat Louis de Muralt et de l'Allemand Nemeitz, de Juste Zinzerling, de Wallin, etc. dont les récits sont communément utilisés par les Français d'Allemagne. Il se propose surtout de voir les savants et les bibliothèques et d'étendre sa connaissance d'éditions rares. L'«Histoire d'un voyage littéraire»⁶ qu'il publie tout de suite après son retour, témoigne de ses impressions et de sa manière de voir les choses et nous renseigne sur les expériences d'un réfugié qui découvre Paris. Contrairement à ce que l'énumération des pays parcourus laisse croire, il s'agit surtout d'un voyage de France, voir du voyage de Paris. La description du séjour parisien de presque trois mois occupe au-delà de la moitié du récit. C'est un mélange d'informations pratiques, d'impressions, de jugements et de détails d'histoire littéraire. Malgré le respect des lois du genre, le texte nous permet de suivre un jeune théologien protestant à la découverte de la ville-modèle: *J'arrivai à Paris le 20 mai. Nous entrâmes par la Porte de St. Martin. Un étranger qui entre dans cette ville, et qui se trouve au milieu de ce bruyant Tumulte, en est comme étourdi*, constate-t-il d'emblée pour faire voir qu'il s'agit d'une grande ville qui n'a pas d'égal. Au lieu de la comparer aux villes visitées auparavant comme Leipzig, Francfort-sur-le-Main et Strasbourg, à ses yeux, seule la référence classique permet

⁴ Pour le détail de la biographie, voir Jens HÄSELER, *Ein Wanderer zwischen den Welten. Charles Étienne Jordan (1700–1745)*, Sigmaringen 1993 (Beihefte der Francia, 28).

⁵ Histoire de la vie et des ouvrages de Mr. La Croze, avec des remarques de cet auteur sur divers sujets, Amsterdam 1741.

⁶ Charles Étienne JORDAN, *Histoire d'un voyage littéraire fait en 1733 en France, en Angleterre et en Hollande, avec un Discours préliminaire de M. La Croze touchant le Système étonnant et les Athei detecti, du père Hardouin; et une Lettre fort curieuse concernant les prétendus Miracles de l'Abbé Paris, et les convulsions risibles du Chevalier Folard*, La Haye ²1736.

d'exprimer l'importance de cette capitale. Il cite le 130^e sonnet des »Regrets« de Joachim Du Bellay:

semblable à la Grand'Mer / Est ce Paris sans pair, où l'on voit aboyer / Tout ce qui là-dedans de toutes parts abonde / Paris est en savoir une Grèce seconde; / Une Rome en grandeur, Paris on peult nommer / Une Asie en richesse on le peult estimer, / En rares nouveautés, une Afrique second / etc.

Voilà donc Paris – capitale modèle dans les yeux d'un jeune voyageur protestant. L'admiration pour la richesse de la ville, les amusements qui lui étaient inconnus jusque-là, comme l'opéra, les théâtres, etc., tout cela ne signifie nullement qu'il renonce à la critique. Il est étonné de voir le faste des cérémonies religieuses et il est surpris des croyances populaires: *Les gens un peu éclairés, parmi les Catholiques, ont une Religion bien différente de celle du Peuple, qui est toujours chargée de Petites Superstitieuses*, constate-t-il en résumant ses impressions divergentes⁷. Sa critique du fanatisme religieux prend la forme d'une longue »Lettre sur les convulsionnaires de Paris et sur le chevalier Folard«, où il met en relief le tort que la croyance aux miracles fait à la vraie religion. Mais ce n'est pas là le plus important pour notre visiteur. Il parcourt toutes les bibliothèques, fréquente les bouquinistes et surtout les savants. Il est partout parfaitement bien accueilli, soit chez Fontenelle, chez les pères Nicéron et Montfaucon, Étienne de Fourmont, chez l'auteur de la »Henriade«, chez Réaumur, chez l'abbé Du Bos, chez Rollin, etc. L'ouverture d'esprit et parfois même la libéralité érudite des savants et gens de lettres lui permet de se sentir chez lui à Paris et de comprendre qu'il est arrivé dans le lieu central de la république des lettres. Les préjugés nationaux semblent vaincus quand il entend Fontenelle désapprouver expressément *l'impertinente question proposée par Bouhours, Si un Allemand pouvoit avoir de l'Esprit*⁸. Bref, les attraites de la vie mondaine parisienne, théâtre, concerts, promenades dont tous les visiteurs sont enchantés s'ajoutent à la richesse des bibliothèques et libraires fascinante pour le jeune protestant. Ce qui cependant semble avoir été le plus important, c'est l'expérience d'avoir été admis comme »allemand« dans cette société des gens de lettres. Leurs intérêts communs pour toutes les branches de l'érudition et des belles-lettres et le respect de certaines règles sociales sont les fondements de cette bonne entente qui vaut plus que les différences religieuses entre un savant protestant et ses collègues catholiques, différences nettement exposées cependant, même dans ce récit de voyage où ils apparaissent clairement à propos de certains textes de Marot ou d'autres auteurs sensibles surtout de l'époque de la Réforme dont Jordan se plaît à commenter les éditions retrouvées.

⁷ Ibid., p. 39.

⁸ Ibid., p. 52.

Ce témoignage du voyage de Jordan permet de tirer quelques premières conclusions. Retrouvant la patrie de ses ancêtres, il apprécie la culture, la politesse et la bonne compagnie tout en remarquant une nette distance causée par la différence de confession. En dépit de la communauté linguistique, il est considéré comme étranger. Il se sent reconnu comme savant et membre de la république des lettres tout en étant considéré comme »allemand«. Le récit de ce voyage littéraire montre donc une nette distance prise par Jordan vis-à-vis de la patrie de ses pères et témoigne de la possibilité d'identification intellectuelle au sein de la communauté idéale et supra-confessionnelle de la république des lettres.

Jordan est suivi d'autres voyageurs, mais qui malheureusement n'ont pas laissé ou n'ont pas imprimé leur journal. Jacques de Pérard, prédicateur de la cour à Stettin a fait le voyage à la fin des années 1730, utilisant l'»Histoire« de Jordan et la corrigeant. Nous regrettons de n'en avoir que certains échos dans sa correspondance avec Formey. C'est cette correspondance qui garde les traces d'autres voyages, comme de celui de Louis d'Ausin, chambellan à Bayreuth qui passe par Lyon, Paris et Besançon. Il y constate le 12 janvier 1755:

Je trouve le monde bien grand, et surtout je suis enchanté de la France. On y est très poli, on trouve par ci par là de petits maîtres avec aussi petit mérite et qui me font pitié; dans l'auberge ou je loge il y a une table d'hôte composée de fort aimables gens, parmi lesquels il y a plusieurs gens d'Église, entre autres l'abbé de la Farre très aimable quoiqu'un peu libertin. Je tâche de m'amuser avec ces gens-là prenant toujours bien garde de ne pas me livrer à eux⁹.

Ce mélange entre fascination, imitation des usages polis, conversation spirituelle et refus de tout ce qui sent le libertinage est une réaction fréquente des voyageurs français d'Allemagne à Paris. Louis Élie Pajon de Leipzig écrit en 1754 à Formey après avoir rencontré le berlinois Louis de Beausobre à son retour de Paris: *Je trouve que le séjour de Paris lui a été fort avantageux, et qu'à l'exception d'une prononciation un peu trop parisienne, il a pris le bon de ce pays-là, et en a évité le mauvais¹⁰.*

La possibilités de »carrière« pour beaucoup de gens de lettres huguenots en Brandebourg-Prusse ainsi que leur rapprochement, encouragé par la culture protestante commune, de la vie intellectuelle en Allemagne expliquent pour une bonne partie aussi la distance vis-à-vis de la France dont font preuve les témoignages de voyage.

⁹ Louis d'Ausin à Formey, Besançon, 12 janvier 1755, Fonds Formey, Staatsbibliothek zu Berlin Preußischer Kulturbesitz, désormais FF, fol. 133r.

¹⁰ Louis Elie Pajon de Moncets à Formey, Leipzig, 27 novembre 1754, FF, fol. 21r.

II. Gens de lettres huguenots au service de la Prusse et la république des lettres

La Colonie française formée en Brandebourg suite aux privilèges donnés par le Grand Électeur Frédéric Guillaume en promulguant l'édit de Potsdam était le cadre du développement de la communauté française autour notamment des églises réformées. La Colonie possédait non seulement son administration et juridiction propres, mais surtout ses institutions charitables et ses écoles allant jusqu'au collège français¹¹. Les descendants des réfugiés, formés dans le Brandebourg, au collège à Berlin, puis aux universités de Francfort-sur-l'Oder ou à Halle, ou en Suisse, pouvaient aspirer – souvent après quelques années de travail en tant que précepteur –, à un poste de pasteur, de juge ou d'enseignant dans la Colonie. Les compétences linguistiques supplémentaires – d'allemand notamment – parmi les réfugiés de la deuxième et troisième génération leur offraient en plus la possibilité d'aspirer à des postes clef à la cour ou dans l'administration prussiennes.

La proximité confessionnelle aidant, les Hohenzollern n'hésitaient pas à faire appel aux huguenots pour remplir des charges à la cour et ceci non seulement en ce qui concerne les affaires de la Colonie. Il convient de citer d'abord les exemples des prédicateurs de la cour, Jacques Lenfant et Isaac de Beausobre, qui grâce à leur bonne réputation de théologiens savants aux intérêts philosophiques sont les interlocuteurs directs de la reine et une référence pour les princes. Mathurin Veyssière La Croze, l'orientaliste et savant philologue d'esprit libéral¹² déjà mentionné est l'un de ceux qui remplissent la charge de précepteur dans la famille royale. Un autre précepteur connu c'est Jacques Égide Duhan de Jandan. L'un des fils d'Isaac Beausobre sera chargé par Frédéric II de veiller à son imprimerie. Il sera facile de dresser une longue liste de gens de lettres protestants français au service de la famille royale¹³. Il y en a aussi qui accèdent aux postes clef de l'État. Philippe de Jariges, par exemple, juriste et membre de l'Académie de Berlin, fait une carrière brillante et devient en 1748 président de la cour suprême à Berlin et, en 1755, grand chance-

¹¹ Voir pour plus de détails et une bibliographie remise à jour: Manuela BÖHM, Jens HÄSELER, Robert VIOLET (dir.), *Hugenotten zwischen Migration und Integration. Neue Forschungen zum Refuge in Berlin und Brandenburg*, Berlin 2005.

¹² Récemment étudié par Martin MULSOW, *Die drei Ringe. Toleranz und clandestine Gelehrsamkeit bei Mathurin Veyssière La Croze (1661–1739)*, Tübingen 2001.

¹³ Pierre-Paul Sagave fait commencer sa liste des précepteurs par Alexandre de Dohna, précepteur du futur Frédéric Guillaume I^{er} qui s'était adjoint l'informateur Jean Philippe Rebeur († 1703). Nicolas Béguelin de Courtlari (Suisse) fut précepteur du futur Frédéric Guillaume II, Guillaume Moulines l'un des précepteurs du futur Frédéric Guillaume III (1784). Jean Pierre Frédéric Ancillon participe à l'éducation du futur Frédéric Guillaume IV à partir de 1810. Voir Pierre-Paul SAGAVE, *Berlin und Frankreich 1685–1871*, Berlin 1980.

lier de justice et conseiller privé d'État et de guerre. Ce Charles Dantal que François Waquet a sauvé de l'oubli est le dernier des lecteurs de Frédéric II. Il témoigne par son journal de l'attachement qu'il partage avec beaucoup de gens de lettres français pour le roi¹⁴.

Revenons à l'exemple du voyageur Charles Étienne Jordan. Après le retour de son voyage, il s'installe à Berlin, reprend ses études d'histoire littéraire, fréquente les milieux érudits de la capitale et reprend ses correspondances littéraires. Il est recommandé au prince royal qui après son mariage s'apprête à s'établir à Rheinsberg et cherche un secrétaire et conseiller littéraire. Son expérience française, les contacts avec Fontenelle, Rollin, Voltaire, Thiriot, l'ont fait apparaître sans doute comme le candidat idéal pour cette position prometteuse. En 1736, Jordan accompagne le prince royal à Rheinsberg. Il corrige les lettres du prince, le conseille sur les meilleures traductions françaises des anciens, l'accompagne dans ses études et lui fait découvrir la richesse du «Dictionnaire historique et critique» de Pierre Bayle. Le goût des belles-lettres, de la poésie, l'intérêt pour la philosophie wolffienne d'abord, sceptique ensuite, sont les bases de la bonne entente entre les deux hommes. Tandis que Frédéric s'occupe de plus en plus de théorie politique, rédige l'«Anti-Machiavel», puis sera absorbé par la première guerre de Silésie, Jordan continue ses travaux d'érudit, participe à certaines revues de Formey et s'engage avec d'autres notamment dans la réorganisation de l'Académie royale des sciences (1743/44), dont il sera le vice-président. Ce faisant, Jordan continue ses fonctions de conseiller littéraire et – pendant la guerre – de correspondant littéraire berlinois du roi, tout en jouant un rôle de relais envers l'Académie des sciences. D'autres membres du cercle amical de Rheinsberg, Chazot, Guichard, n'ont pas su agir à deux niveaux comme Jordan l'a prouvé en reliant la sphère de la cour et celle de l'Académie.

En maintenant dans la mesure du possible sa propre activité savante, Jordan prouve qu'il se partage entre l'appartenance à la république des lettres et le service de son roi. L'Académie sous Frédéric semble adopter de temps en temps les deux caractères, elle est fidèle à son protecteur et en même temps un appui de la république transnationale des lettres. Bien que se sentant «allemands» par rapports aux interlocuteurs dans la patrie des ancêtres et fidèles aux Hohenzollern leurs maîtres, il y a bien des gens de lettres huguenots, qui se considèrent d'abord comme républicains des lettres. C'est peut-être à ce titre qu'ils servent au mieux leur nouvelle patrie.

Un deuxième exemple parlant est celui de Jean Henri Samuel Formey (1711–1797) qui sans avoir voyagé en France, a su nourrir de bonnes relations littéraires et académiques avec la patrie de ses ancêtres et les mettre à profit de

¹⁴ François WAQUET, *Le prince et son lecteur. Avec l'édition de Charles Dantal, Les délassements littéraires ou heures de lecture de Frédéric II*, Paris 2000.

sa patrie brandebourgeoise. Formey est né à Brandebourg. Il fait une carrière brillante de pasteur, devient professeur de philosophie au collège français de Berlin et finalement membre et secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences et belles-lettres de Berlin. Étant proche des milieux wolffiens à Berlin, il conçoit son enseignement de philosophie au collège d'après la logique de Christian Wolff et n'hésite pas à présenter certains écrits de Wolff sous la forme d'entretiens mondains intitulés »La Belle Wolfienne« (1741–1753). Dans ses écrits de théologie morale il s'allie aux néologues et participe – tout en utilisant le français comme langue de communication – aux discussions de l'*Aufklärung* protestante¹⁵. C'est par deux moyens qu'il maintient le contact avec la France et fait valoir ses connaissances de la vie intellectuelle allemande. D'abord sa vaste correspondance, bien enracinée en Brandebourg, s'étend pratiquement à toute l'Europe¹⁶. Il peut, grâce notamment à ses correspondants français, le libraire Briasson, l'abbé Trublet, l'académicien La Condamine et d'autres échanger les dernières nouvelles littéraires et entreprendre des projets de publication communs. À un autre registre, il maintient de bonnes relations épistolaires avec certains parents restés en Champagne. Le deuxième outil de communication pour lui sont ses périodiques. Formey a publié lui-même toute une série de périodiques littéraires et savants en français. Il importe de mentionner ici sa participation à la »Bibliothèque germanique«. Cette revue savante régionale, fondée en 1720 par Jacques Lenfant, Isaac de Beausobre et d'autres réfugiés berlinois de la première génération, s'est proposée de présenter aux lecteurs francophones toutes les informations concernant la vie intellectuelle en Allemagne, en Suisse et dans les pays du Nord. Grâce à leur connaissance du latin et de l'allemand et appuyés sur leurs correspondances et contacts dans la nouvelle patrie, ils la représentent au sein de la république des lettres. Formey participe aux côtés d'Isaac de Beausobre à la labeur, reprend en main une partie de la rédaction à la mort de Beausobre et continue finalement à partir de 1750 jusqu'en 1759 la »Nouvelle Bibliothèque germanique« sous sa seule responsabilité. Enraciné peut-être encore plus que Jordan dans l'*Aufklärung* protestante et représentant le milieu académique de Berlin, Formey peut grâce à sa correspondance, grâce à ses périodiques et autres ouvrages agir comme intermédiaire entre le Brandebourg-Prusse et le public savant francophone – en France – continuant une tradition d'échanges de la république des lettres.

¹⁵ Martin FONTIUS, Zwischen »libertas philosophandi« und »siècle de la philosophie«. Zum geistesgeschichtlichen Standort Formeys und der zweiten Generation der *Réfugiés*, dans: Michel DELON, Jean MONDOT (dir.), *L'Allemagne et la France des Lumières/Deutsche und französische Aufklärung*. Mélanges offerts à Jochen Schlobach par ses élèves et amis, Paris 2003, p. 45–68.

¹⁶ Jens HÄSELER (dir.), *La Correspondance de Jean Henri Samuel Formey (1711–1797): inventaire alphabétique*. Avec la bibliographie des écrits de Jean Henri Samuel Formey par Rolf Geissler, Paris 2003 (Vie des huguenots, 29).

III. Clivages philosophiques franco-allemands

Il serait facile de multiplier les exemples – peut-être moins illustres – de gens de lettres huguenots qui tout en servant fidèlement leur nouvelle patrie, font preuve d'ouverture sur la France et notamment sur ce milieu cosmopolite qui, jusque dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, se réclame de la république des lettres. Cependant, c'est ce même cosmopolitisme des Lumières et l'ouverture prussienne à l'immigration philosophique qui ne tardera pas à déclencher des conflits et qui brouillera les pistes de notre analyse.

Les témoignages de voyage distinguaient constamment entre les bons et les mauvais traits des Français, entre ce qu'on pouvait imiter et ce qu'il fallait éviter. Curieusement, ce jugement bi-polaire est très fréquent, à partir des années 1750 au moins, non seulement pour les voyageurs mais aussi par rapport aux nouveautés littéraires qui viennent de Paris. L'intérêt pour les productions littéraires légères et spirituelles est infailliblement accompagné d'une grande méfiance vis-à-vis de tout ce qui sent le libertinage et la critique de la religion. Nous avons des échos de correspondants de Formey de Brandebourg, de Londres et de Genève qui sont unanimes dans ce sens et qui coïncident avec ce qu'on pense dans les milieux réformés de Berlin. Les Berlinoïses cependant se trouvent confrontés directement aux représentants des Lumières radicales. Aussi Jacob Vernet par exemple, écrivant en 1749 à Formey, est plein de regrets:

*Je vous plains de voir arriver chez vous des La Mettrie et gens semblables, qui en vérité n'ont qu'une lueur de bel esprit avec beaucoup de hardiesse. Cet homme-là a été comme chassé du régiment des gardes françaises dont il était médecin, et cela autant p[ou]r mauvaise conduite que p[ou]r mauvais sentiments. Si l'on laisse faire ces gens-là, il n'y aura bientôt plus de morale dans le monde. Cette contagion gagne à Paris à un point déplorable; il ne faut plus mettre en question s'il y a réellement des athées; on en trouve et en grand nombre. Que le faux bel esprit est loin du bon sens!*¹⁷

Il y a donc la critique de la frivolité de beaucoup de productions littéraires éphémères qui sortent de Paris et qui envahissent l'Europe, mais il y a, parmi les protestants un malaise profond sur la confrontation ouverte entre Lumières françaises et religion. Se sentant plus proches de l'*Aufklärung* modérée, ils sont nombreux à chercher une voie médiane de réformes – par la divulgation de connaissances scientifiques et par la recherche de fondements nouveaux de la morale. Basé souvent sur les idées du droit naturel, des gens comme Formey à Berlin ou Emer de Vattel à Neuchâtel mènent un double combat, à savoir contre les Lumières françaises et contre l'orthodoxie religieuse. Ainsi Formey

¹⁷ Jacob Vernet à Formey, 25 mai 1749, Coll. Varnhagen von Ense de la Staatsbibliothek zu Berlin, conservée à la bibliothèque Jagiellonne de Cracovie.

n'avait pas hésité à entrer en lice avec Voltaire au sujet du déisme, s'attirant la »Défense de Mylord Bolingbroke«¹⁸. Il répond aux »Pensées philosophiques« de Diderot¹⁹ et répond également au »Discours« de Jean-Jacques Rousseau sur l'influence des sciences sur les mœurs²⁰ pour chercher une »troisième voie« entre la critique générale et un plat optimisme, prônant l'instruction scientifique dans les principes de morale sur la base du droit naturel.

Les gens de lettres huguenots de la deuxième et troisième génération qui bien que cultivant souvent des relations privilégiées avec la France s'engagent au sein du mouvement de l'*Aufklärung* protestante et se retrouvent sous le règne de Frédéric II dans une société cosmopolite aux débats croisés. Cette société des gens de lettres à Berlin et au Brandebourg – autour de l'Académie et de la cour de Frédéric II – est composée d'Allemands, de huguenots, de Français, de Suisses, d'Italiens, etc. Elle se forme sur la base des échanges dans le cadre de la république des lettres, et devient à plusieurs reprises le théâtre de la polarisation de la lutte des philosophes français. Il y a des divergences et des effets de groupe qui compliquent la vision qu'on pourrait essayer de dégager d'une constellation de rapports de fidélité patriotique. Ces divergences ne s'expliquent pas en ce milieu du XVIII^e siècle par la seule originalité de la position intellectuelle des immigrés huguenots en tant qu'acteurs dans les débats allemands et »français«, mais touchent à la dynamique des mouvements philosophiques en Europe.

¹⁸ Voir par exemple Jens HÄSELER, Voltaire vu par Formey et ses amis, ou éléments d'une histoire de la réception de Voltaire en Prusse, dans: Ulla KÖLVING, Christiane MERVAUD (dir.), Voltaire et ses combats. Actes du congrès international d'Oxford-Paris, 2 vol., Oxford 1997, t. II, p. 969–975.

¹⁹ Pensées raisonnables opposées aux »Pensées philosophiques«, Berlin [Leyde], C.F. Voss [E. Luzac] 1749.

²⁰ Examen philosophique de la liaison réelle qu'il y a entre les sciences et les mœurs, dans lequel on trouvera la solution de la dispute de M. J.-J. Rousseau avec ses adversaires sur la question proposée par l'Académie de Dijon au sujet du bien ou du mal que les sciences ont occasionné dans les mœurs, Avignon 1755.

Deutsche Zusammenfassung

Nachdem die Hoffnung auf eine baldige Rückkehr nach Frankreich geschwunden war, wurde für viele nach Brandenburg eingewanderte Hugenotten und noch stärker für die im Refuge geborene Generation die Loyalität und enge Beziehung zur neuen Heimat der bestimmende Charakterzug. Dieser wurde durch gute Möglichkeiten, in den Hof- bzw. Staatsdienst zu treten, verstärkt. Gleichzeitig lassen sich immer wieder enge Beziehungen nach Frankreich erkennen.

Bisher kaum betrachtet wurden in diesem Zusammenhang Zeugnisse von Reisen, die Hugenotten im 18. Jahrhundert nach Frankreich unternahmen. Aus dem Reisebericht von Charles Étienne Jordan und einigen brieflichen Zeugnissen anderer Reisender ergibt sich Sympathie für die französische Lebensart und Distanz sowohl zu katholischer Frömmigkeit als auch zu Erscheinungen von Libertinage. Jordan wurde in Frankreich als ›Deutscher‹ wahrgenommen und erkannte in der mit seinen Gesprächspartnern gemeinsamen Zugehörigkeit zur Gelehrtenrepublik das verbindende Element. Ein ähnlicher Befund ergibt sich für den nicht reisenden Berliner Jean Henri Samuel Formey, dem es gelang, durch seine ausgedehnten Korrespondenzen sehr gute Beziehungen nach Frankreich zu pflegen, indem er sich bewußt in den Rahmen des gelehrten Austauschs stellte, aber gleichzeitig seine familiäre Herkunft zu nutzen wußte. Die Anwesenheit französischer *philosophes* in Preußen insbesondere ab der Mitte des Jahrhunderts wurde durch die Hugenotten nicht nur als willkommene Bereicherung der frankophonen Kultur erfahren, sondern durchaus kritisch kommentiert, fühlten sie selbst sich doch stark der deutschen protestantischen Aufklärung verbunden. Dies führte dazu, daß sie Distanz zu den radikalen Positionen eines Voltaire oder La Mettrie hielten.

MYRIAM YARDENI

CONCLUSIONS

L'importance des questions relevant de la recherche sur les migrations anciennes pour notre temps n'est plus à démontrer. Il est vrai, l'histoire ne se répète pas. Les conditions, les circonstances et les contextes ne sont plus les mêmes, seuls les problèmes et les dilemmes continuent à persister aussi bien chez les émigrés ou encore les immigrés que pour ceux qui doivent les intégrer.

C'est Eckart Birnstiel qui attire tout spécialement l'attention sur cet aspect des émigrations dans son article »Asyl und Integration der Hugenotten in Brandenburg-Preußen«.

La plupart des autres communications se concentrent sur les problèmes présentés par l'émigration massive des calvinistes français dans les différents états allemands: royaumes, duchés, margraviats ou bien villes libres, et les différentes solutions que ces états ont mis en œuvre, chacun suivant les réalités politiques, religieuses, culturelles, économiques et sociales existant sur place.

Toutes les communications de ce volume ne répondent pas individuellement à toutes les questions posées et n'analysent pas tous les problèmes en lice. Néanmoins, de leur ensemble, on peut dégager plusieurs enseignements. La grande importance de ces articles consiste, en premier lieu, dans un affinissement sensible de l'analyse des processus d'assimilation et dans l'emploi d'une terminologie extrêmement nuancée à leur égard, avec une distinction très claire entre assimilation, acculturation, incorporation et intégration, des phases qui répondent en quelque sorte aux distinctions posées par l'émigration, l'immigration, le refuge ou bien l'exil.

L'état qui constitue le champ d'analyse le plus riche est bien sûr le Brandebourg-Prusse¹. D'abord, à cause du grand nombre de réfugiés qu'il accueille, mais aussi à cause de la solution mise en place par ses souverains, notamment celle de traiter les émigrés français comme une nation à part (*Sondernation*). N'empêche qu'à un rythme différent, les phases – et parfois les étapes – de l'assimilation, de l'acculturation ou bien de l'intégration sont sensiblement les mêmes partout. Probablement c'est la similitude des problèmes que les réfu-

¹ Voir à cet égard Manuela BÖHM, Jens HÄSELER, Robert VIOLET (dir.), *Hugenotten zwischen Migration und Integration. Neue Forschungen zum Refuge in Berlin und Brandenburg*, Berlin 2005.

giés doivent affronter qui engendre ces mêmes étapes et mêmes phases dans les différents États allemands.

L'acquisition de la langue de leur nouvel environnement est un problème qui préoccupe tous les émigrants de tous les temps. Dans sa communication, »Le changement du français à l'allemand chez les huguenots de la colonie de Berlin et dans les colonies rurales du Brandebourg«, Manuela Böhm traite de ce problème non seulement en ce qui concerne la première génération des réfugiés, mais elle place l'acquisition de la nouvelle langue, en l'occurrence l'allemand, dans la longue durée et la traite comme processus culturel et anthropologique. Elle analyse la perte de la langue française et l'acquisition de l'allemand comme deux processus parallèles, aussi bien dans les colonies urbaines que dans les colonies rurales. Elle considère que les pressions sociales qui s'exercent sur les émigrés sont plus fortes dans les villages. Des différences sensibles existent aussi entre le langage écrit et le langage parlé, avec le passage lent d'un unilinguisme français (première génération) à un bilinguisme français/allemand pour aboutir à un unilinguisme allemand qui constitue pour elle le point d'arrivée. Böhm suit ce processus plus spécifiquement dans les écoles.

Un autre »point d'arrivée« est celui des jeunes seigneurs huguenots érudits de retour en Prusse après leurs pérégrinations et grand tour en Europe, y compris la France. Jens Häselser les étudie dans sa communication consacrée aux gens de lettres et la république des lettres. Il trouve que malgré le fait qu'ils écrivent en français, leur enracinement profond dans l'*Aufklärung* protestante et modérée les approche beaucoup plus des Lumières prussiennes et cosmopolites de Berlin que de Voltaire, Diderot ou Rousseau.

Viviane Rosen-Prest examine le degré de l'intégration de la communauté huguenote dans son environnement allemand en décodant les »Mémoires« d'Erman et Reclam. Elle pense que dans les années quatre-vingt du XVIII^e siècle, cette communauté est déjà dans un état avancé de décomposition. Le but des »Mémoires« est justement de faire réunir les différents composants de ce refuge, nobles, classes moyennes et paysans par le seul lien qui le relie encore, l'histoire commune de leur exil. C'est à l'aide d'une idéologie, la mise en évidence de la spécificité de ce refuge avec les messages »lumières« dont elle est porteuse qu'ils envisagent d'obtenir leur but.

Parmi les émigrés français, les Orangeois constituent un groupe tout à fait spécial à Berlin, analysé par Françoise Moreil. D'abord, ils arrivent tard, en 1704. Leur accueil est soigneusement organisé. Après la mort de Guillaume III, ils se considèrent sujets du roi de Prusse. Ce qui les caractérise tout spécialement, c'est qu'ils gardent leur hiérarchie sociale d'auparavant et qu'ils sont aidés en fonction directe de leur statut social.

Susanne Lachenicht compare les intentions politiques des souverains de Hesse-Cassel et de Brandebourg et de leurs successeurs, analysant les diffé-

rents édits et privilèges qu'ils accordent aux réfugiés. Elle trouve que les landgraves de Hesse-Cassel cherchent l'intégration des réfugiés, sans ›amalgamer‹ les deux nations. Les souverains de Brandebourg, puis de Prusse, sauf le roi Frédéric-Guillaume I^{er}, sont plutôt pour la séparation des deux nations.

Une séparation constituant le point de départ d'Eckart Birnstiel qui examine la signification du fait d'être étranger (*Fremde*). Il distingue plusieurs phases dans leur sensibilité d'être étranger. La première, c'est leur ›francisation‹ dont ils se rendent compte justement au refuge². La seconde, c'est leur statut de minorité privilégiée dont on veut l'incorporation, mais pas l'intégration. Le problème de l'intégration se pose avec l'édit du *Wahlbürgerrecht* de Frédéric II de 1772 et l'édit de Tolérance de 1787 qui les obligent de clarifier leur position concernant leur appartenance nationale qualifiée d'›Identitätswandel‹ par Birnstiel. D'où la différence entre une intégration ordonnée et venue d'en haut et une intégration vécue.

Avec les interventions suivantes nous quittons le Brandebourg-Prusse. Dominique Guilleminot-Ehrmantraut analyse comment dans le Palatinat s'élabore une longue tradition d'accueil de réfugiés, qui se transforme par la suite en une politique protectrice de l'émigration et de la fondation de nouvelles colonies pour les émigrants.

Katharina Middell qui se penche sur le cas de la Saxe montre que dans ce pays luthérien, dès le début de la Réforme, toutes les autres religions sont mal vues. Après la guerre de Trente Ans, on constate cependant quelques changements, surtout sur le plan économique. Seule exception: la ville de Leipzig, haut lieu du commerce qui attire plusieurs réformés individuels, surtout de riches marchands et qui restent sur place malgré leur statut de minorité discriminée. Avec le temps, on passe à une ›émancipation informelle‹ due surtout à la volonté de ces émigrés d'être ›incorporés‹. Mais c'est un processus lent et pénible d'acculturation et d'assimilation.

Dans son article sur le Brandebourg-Bayreuth, Ulrich Niggemann montre comment la volonté des souverains de communiquer avec leurs sujets dans les textes officiels émis par eux – édits et privilèges – contribue à l'intégration des réfugiés. Ceux-ci percevaient fort bien cette volonté de communiquer en y répondant volontiers et d'une manière active.

Les villes libres ajoutent encore une dimension au problème imbriqué de l'assimilation des émigrés. D'une part, à cause de leur territoire exigu, ces villes ne peuvent pas envisager de colonisation. Les villes libres, qui sont aussi des centres de grand commerce, sauvegardent d'autre part jalousement leurs privilèges.

Michelle Magdelaine montre dans sa communication sur Francfort-sur-le-Main comment les citoyens de la ville luttent contre le danger que les Français

² Myriam YARDENI, *Le Refuge protestant*, Paris 1985, p. 47.

représentent et craignent surtout qu'ils ne deviennent pas majoritaires dans la ville. Ainsi, malgré le fait que Francfort-sur-le-Main accueille temporairement un nombre considérable de réfugiés, ceux-ci ne peuvent pas s'y installer. Les exceptions sont rares et il s'agit surtout de quelques riches marchands ou des métiers privilégiés. C'est l'Église qui se charge de l'assistance des réfugiés qui transitent dans la ville et les soutient, surtout à l'aide de collectes, dons et legs.

Klaus Weber traite d'une autre ville-État, Hambourg dont les habitants Luthériens n'aiment pas du tout les calvinistes français. Quelques-uns y viennent tout de même et réussissent dans le grand commerce, grâce aux bonnes relations qu'ils gardent avec leur ancienne patrie³, tout comme les juifs avant eux. Ici il s'agit de la mobilité d'une élite et non pas d'une émigration de réfugiés.

On a vu que les voies de l'intégration, de l'acculturation et de l'assimilation sont multiples. Elles s'adaptent toujours aux conditions politiques, culturelles, religieuses, économiques et sociales sur place. Ce qui n'empêche pas pourtant d'y tirer aussi quelques enseignements généraux et universels et surtout de conclure qu'en fin de compte, tout processus d'intégration se solde par l'assimilation du groupe minoritaire qui se dissout dans la majorité environnante. Seule la mémoire collective des deux groupes peut encore laisser percevoir les différences.

³ Warren CANDLER SCOVILLE, *The Persecution of Huguenots and French Economic Development, 1680–1720*, Berkeley, Los Angeles, 1960.

ORTS- UND SACHREGISTER

- Aachen/Aix-la-Chapelle 28
 Académie royale des sciences et belles-
 lettres de Berlin 219, 221, 224–227,
 229, 235–237, 239
 Adelsheim 44
 Afrika/Afrique 233
 Aisch 107, 115
 Allgemeines Preußisches Landrecht 78–
 83
 Altheim 119f
 Altona 126, 131
 Amerika/Amérique 134
 Amsterdam 38, 44, 127–131, 142
 Anglikanische Kirche/Église anglicane
 37
 Annweiler 28, 31
 Ansbach-Bayreuth 44
 Antillen, französische/Antilles françaises
 128f., 133
 Antwerpen/Anvers 28, 30
 Archenweyer 25
 Artois 30, 41
 Asien/Asie 233
 Aufklärung/Lumières 12, 171, 178, 185,
 187–192, 211–230, 238
 Augsbургische Konfession/confession
 d'Augsbourg 8, 52
 Aunis 7
- Babylon/Babylone 228
 Baiersdorf 107, 114f
 Baltikum/Baltique 32, 131
 Barberot 31
 Bartholomäusnacht/Saint-Barthélemy,
 nuit de la (1572) 37
 Basel/Bâle 41, 86
 Battin, Uckermark/Marche Ukraine 155–
 169
 Bayern/Bavière 19, 21
 Bayreuth 44, 115, 234
 Bergel 119, 122
 Bergzabern 29
 Berlin 9, 11–13, 41, 58, 60, 63, 85–106,
 147, 152, 155–169, 171, 173f., 176,
 179–181, 187, 193–208, 211–230, 234–
 239
- Besançon 234
 Béziers 222
 Billigheim 25, 31
 Böckelheim 18
 Bockenheim 38, 40, 43f.
 Bonneville, Picardie 40
 Bordeaux 127–129
 Bourg 89, 106
 Brandenburg, Havel/Brandebourg, Havel
 156
 Brandenburg-Ansbach/Brandebourg-
 Ansbach 116
 Brandenburg-Bayreuth/Brandebourg-
 Bayreuth 11, 107–124
 Brandenburg-Preußen/Brandebourg-
 Preusse 9, 11–13, 25, 38, 43f., 48, 53,
 56, 58, 64, 68, 71–83, 85f., 90–92, 97,
 99, 101f., 106f., 113, 116, 118, 126,
 130, 134, 139–169, 171f., 175f., 178,
 182, 184, 186f., 190–195, 201, 204–
 206, 211f., 216–220, 228, 230, 231–240
 Brasilien/Brésil 128, 133
 Braunsberg, Ruppín 156
 Bremen/Brême 131
 Bretagne 130
 Brüssel/Bruxelles 30
 Burgbernheim 119, 122
- Calais 27
 Calwer Zeughandlungskompagnie
 21
 Catéchisme de Superville 200
 Cevennen/Cévennes 42, 97
 Champagne 239
 Chancellerie française
 – in Hessen-Kassel/en Hesse-Cassel 73,
 75
 Charenton 211
 Charleston 99
 Clairac, Lot 130
 Clingen 25
 Collège françois, Hochschule/école
 supérieure 163, 214, 222, 229
 Compagnie de Caracas 130
 Compagnie du Consistoire 196, 199–202,
 203, 208

- Concessions et Privileges 72–74
 Confessio Augustana invariata 8, 52
 Connewitz 65
 Corpus Evangelicorum 55
 Courthézon 94, 98

 Dänemark/Danemark 231
 Dauphiné 7, 40, 42
 Dessau 174
 Deutsche reformierte Kirche/Église
 allemande réformée 38, 42, 162, 201f
 Deutschland/Allemagne 9, 12f., 40, 46,
 130, 134, 139, 149, 153, 173, 188f.,
 224, 231f., 234, 237
 Dezemberdekret von Hessen-Kassel
 77
 Dictionnaire de l'Académie française
 166f.
 Dorotheenstadt 87
 Dreißigjähriger Krieg/guerre de Trente
 Ans 8, 18, 20, 25, 27f., 48, 53, 55, 130,
 143, 159
 Dresden/Dresde 52, 58, 62, 65, 68f
 Düsseldorf 41

 Edikt von Fontainebleau/édit de
 Fontainebleau (1685) 7f., 39, 53, 72f.,
 86, 125, 135, 173–175, 195, 214f., 222,
 226, 231
 Edikt von Nantes/édit de Nantes (1598)
 7, 24, 61, 72, 135, 171, 194f., 214, 222,
 226
 Edikt von Potsdam, »Potsdamer Edikt«/
 édit de Potsdam (1685) 11, 33, 58, 72,
 76–78, 80f., 86, 113, 142–146, 155f.,
 172, 193, 195, 197, 211, 235
 Edingen 28
 Eilenburg 55
 Eintrachtikirche in Mannheim 21
 Elbe 126, 128
 Elsaß/Alsace 7
 Encyclopédie ou dictionnaire raisonné
 des sciences, des arts et des métiers,
 hg. von/éditée par d'Alembert et
 Diderot 181f., 225
 England/Angleterre 8–10, 19, 28, 36,
 55f., 76f., 82, 85f., 89, 126, 128, 212,
 215, 223, 228, 231f.
 – Kolonien/colonies 8
 Erlangen, Christian-Erlang 44, 62, 107f.,
 115, 117f., 120f
 Erlenbach 25

 Europa/Europe 8f., 39, 60, 85, 98, 102,
 125, 128, 130f., 133–135, 174, 185,
 189, 216, 219, 226, 237–239
 exercitium religionis privatim 62

 Fahrenwalde 156
 Fiume, heute/de nos jours Rijeka 128
 Flämische Kirche/Église flamande 37, 42
 Flandern/Flandre 25, 27
 Flüchtlings- und Ansiedlungskommission,
 landgräfliche Kommission in Hessen-
 Kassel 73
 Fontainebleau siehe/voir Edikt von
 Fontainebleau/édit de Fontainebleau
 Francheval 32
 Franchimont 18
 Franken/Franconie 9
 Frankenthal 18, 27f., 30f.
 Frankfurt am Main/Francfort-sur-le-Main
 11, 18, 27, 29, 32, 35–49, 86, 142, 229,
 232
 Frankfurt an der Oder/Francfort-sur-
 l'Oder 156f., 202, 206, 213, 235
 Frankreich/France 7, 12, 25, 31, 38f., 42,
 47, 51, 54, 56, 60, 63f., 67, 71f., 76f.,
 80, 85f., 125, 127f., 132–135, 139–144,
 148f., 151, 153, 166–168, 172, 178,
 183–187, 189, 191, 194, 213, 215, 220–
 224, 226–228, 231f., 234, 236–239
 Französische Kolonie in Brandenburg-
 Preußen/Colonie française au
 Brandebourg-Prusse 146f., 149–152,
 156, 159, 171–176, 178, 180f., 184,
 186, 191f., 208, 235
 Französische Kommission, früher
 Commission française, in Brandenburg-
 Preußen/Französische Kommission,
 jadis Commission française, au
 Brandebourg-Prusse 78
 Französische Nationalver-
 sammlung/Assemblée nationale 146,
 148f., 153
 Französische reformierte Kirche/Église
 française réformée 37f., 40, 42f., 49,
 87, 98, 101, 147, 150, 156, 162f., 179f.,
 195f., 198
 Französische Revolution/Révolution
 française 153, 191
 Freyheits-Concession und Begnadigung
 72
 Friedrichsfeld 26f., 31
 Friedrichstadt 87

- Gallikanische Kirche/Église gallicane 142
 Geheimer Rat zu Bayreuth 111f., 116
 Geheimes Consilium, Geheimer Rat zu Sachsen 52, 55, 61
 Generalstaaten der Vereinigten Provinzen/États-Généraux des Provinces-Unies siehe/voir
 Niederlande/Pays-Bas
 Genf/Genève 41f., 44, 62, 71f., 85f., 96–98, 105, 224, 232, 238
 Gernersheim 25f.
 Greifenstein 40
 Grenoble 42
 Griechenland/Grèce 185, 233
 Groningen 224
 Großziethen 159
 Guyenne 7

 Hainaut 30
 Halberstadt 106, 202, 206
 Halle 56, 62, 206, 235
 Hamburg/Hambourg 11, 32, 41, 60, 125–136, 142
 Hanau 27, 33, 35–38, 43
 Hanau-Lichtenberg 44
 Heidelberg 17–31, 165
 Heidelberger Katechismus 81
 Heiliges Römisches Reich deutscher Nation/Saint Empire romain germanique 7–9, 11, 13, 126
 Hessen/Hesse 33, 44, 48, 126, 130, 134, 160, 231
 Hessen-Darmstadt/Hesse-Darmstadt 44
 Hessen-Homburg/Hesse-Hombourg 44
 Hessen-Kassel/Hesse-Cassel 9, 11, 38, 43f., 71–83, 113, 116, 118
 Hofgeismar 44
 Hoheneck 119f.
 Hohenlohe 44
 Hohenzollern, -staat/État des 69, 79f., 139, 142, 145, 150, 193, 212, 216, 235f.
 Holland/Hollande siehe/voir
 Niederlande/Pays-Bas
 Homburg/Hombourg 35, 36

 Impflingen 25
 Irland/Irlande 8–10
 Issoudun 44
 Italien/Italie 231
 ius reformandi 18, 21

 Juden/Juifs 35f., 125, 132f., 143, 145, 150, 160

 Kaiserslautern 18
 Kalter Krieg/guerre froide 134
 Karibische Inseln/Caraïbes 133
 Karlshafen, früher/jadis Sieburg 74
 Kassel/Cassel 40, 44, 74
 Kirchendisziplin/Discipline ecclésiastique 116, 146, 156, 212, 226
 Kleinziethen 159f., 206
 Kleve/Clève 78, 142
 Köln/Cologne 36, 142
 Königsberg 205f., 214
 Konsistorium/Consistoire der wallonischen und französischen reformierten Gemeinden in Deutschland bzw. der deutschen lutherischen Kirchen 28, 30, 32, 42, 52, 60f., 64, 76f., 92, 97, 101, 111, 115f., 150, 157–166, 173, 176f., 196–203, 213, 222, 224
 Köpenick 225
 Kuba/Cuba 128

 La Rochelle 130
 Lambrecht 28–30
 Languedoc 7, 60, 159
 Lausanne 40, 71–76, 232
 Leiden/Leyde 19, 23, 28f., 99, 223, 229
 Leipzig 32, 51, 55f., 60–70, 232, 234
 Limburg/Limbourg 18
 Lingen/Linange 92
 Lingua franca 141, 159
 Lingua sacra 141
 Lippe 44
 Loire 7
 London/Londres 238
 Lorient 131
 Lüttich/Liège 18, 27f., 30
 Luzern/Lucerne 26
 Lyon 41, 44, 234

 Maastricht/Mastricht 33
 Magdeburg/Magdebourg 30, 33, 62, 78, 100, 106, 156, 205f., 232
 Main 35
 Mainz/Mayence 35
 Malmedy 18
 Malta/Malte 41
 Mannheim 17–33
 Marburg/Marbourg 72, 93
 Meisenheim 29

- Meißen/Misnie 55–58
 Metz 33, 159, 171
 Mexiko/Mexique 134
 Middelbourg, Seeland/Zélande 40
 Moers/Mœurs 92
 Mönchshofen/Mönchshofe 28
 Montauban, Beschlüsse von/articles de 64
 Montpellier 72
 Morlaix 131
 Mörlheim 26
 Mülhausen/Mulhouse 99
 Münchaurach 115
 Nantes 128
 siehe auch/voir aussi Edikt von/édit de
 Nassau-Friesland/Nassau-Frise 85
 Neckarschule 30
 Neuchâtel 99, 238
 Neudorf 27
 Neuwaldensleben 206
 Neustadt an der Aisch 107
 Neustadt, Pfalz/Palatinat 18
 Niederlande/Pays-Bas 8, 18, 22, 32, 40, 43f., 48, 55f., 68, 127f., 134, 212, 215–218, 220, 224, 226, 228, 231f
 Niedersachsen 9
 Nordafrika/Afrique du Nord 151
 Nordischer Krieg 55
 Nördlingen 28
 Nordsee/mer du Nord 127
 Normandie 7, 130
 Oberdirektorium/Grand Directoire, Conseil français für die französischen Kolonien in Brandenburg-Preußen 81
 Oder 100
 Offenbach 36
 Oranien/Orange 11, 80, 85–106
 – Gerichtshof des Fürstentums/tribunal de 91
 – Haus/Maison de 99, 101f., 106
 Ordonnance française für die französischen Kolonien in Brandenburg-Preußen 77, 82
 Oschatz 56–58
 Osnabrücker Friedensvertrag (1648) 8
 Ostsee/mer Baltique 127
 Ottenhofen 122
 Otterberg 18, 27f., 33
 Paris 41, 159, 232–234, 238
 Pépinière des Chantres et Maîtres d'École 194, 202–204, 208
 Peru/Pérou 134
 Pfalz/Palatinat 8f., 11, 17–34, 37, 40, 42, 46, 48, 80, 107, 160
 Pfälzischer Krieg/guerre de la Ligue d'Augsbourg 144
 Picardie 40, 44
 Piemont/Piémont 26, 44, 80
 Poitou 7, 180
 Portugal 126
 Portugiesischer Unabhängigkeitskrieg/guerre d'Indépendance du Portugal 133
 Potsdam 156f.
 siehe auch/voir aussi Edikt von/édit de
 Potzlow 156, 232
 Pouilly-sur-Loire 44
 Pragela, Piemont 44
 Prenzlau 156, 232
 Raucourt 30
 Regensburger Stillstand (1684) 7
 République des lettres 12, 159, 228, 231–240
 Revokation/Révocation siehe/voir Edikt von/Fontainebleau
 Rhein/Rhin 18, 22, 29, 32, 35, 86
 Rheinsberg 236
 Riga 130
 Rijswijk/Ryswick, Friedensvertrag von/traité de 144
 Rocroi, Schlacht von/bataille de (1643) 133
 Rohrbach 25
 Rom/Rome 185, 228, 233
 Rotterdam 128
 Rouen 131
 Sachsen, Kur-/Saxe, Saxe électorale 11, 32, 51–70, 126, 130, 214
 Saint-Sébastien 130
 Saintonge 7
 Sankt-Lambrecht, Kloster/Saint-Lambrecht, couvent 18
 Sanssouci 221
 Santo Domingo/Saint-Domingue, île de 128, 133
 Saumur 31, 72
 Schlesien/Silésie 130f., 134, 205f., 236
 Schönauf/Schœnauf 18, 27, 28, 30
 Schweden/Suède 233

- Schwedt, Uckermark/Marche Ukraine 156, 180, 204
 Schweiz/Suisse 8, 32, 46, 72, 77, 79, 86, 97f., 231, 235, 237
 Seckenheim 26
 Sedan 18, 27, 30f., 159
 Siebenjähriger Krieg 65
 Simon & Arnail Fournier, Haus/maison 131
 Skandinavien/Scandinavie 128
 Solms-Braunfels 35, 44
 Spanien/Espagne 126, 128, 131–135
 Spree 100, 226, 228
 Stadelhof 115
 Stavelot 18
 Steinweiler 25
 Stettin 234
 Stockholm 130
 Strasbourg, Uckermark/Marche Ukraine 155–169, 205f.
 Straßburg/Strasbourg 28, 38, 42, 232
 Südafrika/Afrique du Sud 69
 Tecklenburg/Tecklenbourg 92
 Thiérache 27
 Tirol/Tyrol 32
 Torgau 55–59
 Triest/Trieste 128
 Uckermark/Marche Ukraine 33, 157, 159, 232
 Utrecht 28, 98
 Vassy 37
 Versailles 142
 Verviers 18, 23, 28
 Vincennes 19
 Vivarais 89
 Wallonen/Wallons 17, 29, 31–33, 38–40, 140, 150
 Wallonie 36
 Wallonische Kirche/Église wallonne 28, 31–33
 Warschau/Varsovie 57
 Wesel 36, 38, 205f.
 Westfalen/Westphalie 18f., 131
 Wien/Vienne 19
 Wilhelmsdorf 108, 120–122
 Windsheim 119f.
 Wittenberg 60
 Worms 28
 Württemberg/Wurtemberg 9
 Zweibrücken/Deux-Ponts 29, 43
 Zweiter Weltkrieg/Seconde Guerre mondiale 180

PERSONENREGISTER

Autorenangaben und Namensnennungen, die nur als Quellenbelege aufgeführt sind,
wurden nicht berücksichtigt. Fürsten und übrige Herrscher sind unter ihrem
Vornamen eingeordnet.

- Abbadie, Jacques 183, 220f., 228
Achard, Antoine 93
Agout, François d' 42
Alembert, Jean Baptiste le Rond d' 221
Amalie-Elisabeth, Landgräfin von Hessen-Kassel/Amélie-Élisabeth, landgravine de Hesse-Cassel (1626–1693) 38, 43
Ancillon, Charles 171, 178, 183, 185, 222f.
Ancillon, David 171
Andrae, Johann Valentin 216
Anières, Paul Lorient d' 176
Aristophanes/Aristophane 222
Arius 213
Artis, Gabriel d' 228
Arzberger, Johann Friedrich 115
Assas, François d' 42
Augier, Familie/famille 93
August II., König von Polen/Auguste II, roi de Pologne siehe/voir Friedrich August I./Frédéric-Auguste I^{er}
Aumeras, Witwe/veuve 200
Aunet 97f
Ausin, Louis d' 234

Baleux, Jean 44
Bannet, Élisabeth 28
Barbeyrac, Jean 213, 222f., 227, 230
Barfuss, de 78
Barnouin, Familie/famille 93
Bastide, Familie/famille 91, 93, 99, 104
Bayle, Pierre 220, 224f., 236
Beaucastel, Familie/famille 94, 105
Beausobre, Charles Louis de 92
Beausobre, Isaac de 219f., 228–230, 235, 237
Beausobre, Louis de 234
Beauvais, Louis Albert 207f.

Bellay, Joachim du 233
Berckin, Jean 44
Béranger, Frédéric de, Herr von Beaufain und Freiherr von Violès/seigneur de Beaufain et baron de Violès 90f., 99
Bergier d'Alençon, Alexandre de 90f.
Bergier d'Alençon, François de 91
Bernard, Frédéric-Henri 92, 105
Bertrand, Jean 44
Bertrand, Marie 96
Betac, Jean 204, 206
Beyer, Hartmann 36
Bismarck, Otto von 184
Blancart/Blancquard, Pierre 29
Blancart/Blancquard, Abraham 29
Bodin, Jean 134
Borcke, Heinrich Adrian Graf von/comte de 175
Bossuet, Jacques Bénigne 215, 221
Boué, Jacques 132
Boué, Pierre 127, 129–132, 134
Boué, Susanne 129
Bouhours, Dominique 233
Bouillon, Herzog von/duc de 18
Bourguet, Louis und Familie/et sa famille 93, 105
Bourguet, Sekretär/secrétaire 91
Boyer, Händler in Hamburg/commerçant à Hambourg 134
Boyer, Réfugié in Berlin/réfugié à Berlin 87
Brandt, Eusebius von, Staatsrat/conseiller d'État 78, 86
Brehé, Réfugié in Berlin/réfugié à Berlin 87
Bréssillon, Pierre 96
Breton, Familie/famille 87
Briasson, Buchhändler/libraire 237
Brunel, Antoine 44
Brunel, Étienne 44
Burlamaqui, Jean-Jacques 223

- Calvin, Jean 7, 141, 194
 Campagne, Alexandre Auguste de 177, 179
 Cargès, Otto 86
 Castagnier, Pierre 40
 Cayard, Louis 211
 Cazalét, Jean 205f.
 Chalanqui, Schlosser/serrurier 93
 Chalon, Guillaume de 91
 Chambaud, Louis 90
 Chapat, Louis 100
 Charlotte, Landgräfin von Hessen-Kassel/landgravine de Hesse-Cassel (1627–1686) 21
 Chatain, Suzanne 96f.
 Chauvet, Noé 90
 Chauvin, Étienne 223–226, 230
 Chazot 236
 Chièze, Paul 90, 104
 Chièze, Phillippe 100
 Chion, Gaspard 91, 98, 101, 105
 Chodowiecki, Daniel 211
 Christian Ernst, Markgraf von Brandenburg-Bayreuth/margrave de Brandebourg-Bayreuth (1644–1712) 107–114, 117–119, 121f.
 Christian I., Kurfürst von Sachsen/Christian I^{er}, électeur de Saxe (1560–1591) 52
 Clignet, Henri 28f., 32
 Clignet, Jacques 28
 Clignet, Nicolas 28
 Clignet, Pierre 28
 Cnapius Andronicus, Jean 36
 Cochius, Herman 86
 Colbert, Jean-Baptiste 185
 Coninxloo, Adrian von 28
 Convenent, Gabriel de 91, 103
 Convenent, Jean 91, 98, 101f., 104
 Cooper, Anthony Ashley, III. earl of Shaftesbury (1671–1713) 221
 Cordier, Philippe 204, 206
 Cornand 90
 Corneille, Pierre 141
 Costa, Duarte Nunes da 133
 Coste, Pierre 219, 221, 227
 Coudray, François 59
 Courselle, Jacqueline de 41
 Couston, Judith 96
 Crès, Magdelaine 100
 Cumberland, Richard 223
 Danckelmann, Eberhard Christoph Balthasar von 78, 86, 216, 224f.
 Dantal, Charles 236
 Daubigny, Pierre 73
 Deckenberger, Hans 29
 Degenfeld, Luise von 21
 Descartes, René 21
 Dewert, Marin 90–92, 104
 Diderot, Denis 221, 229, 239
 Dohna, Alexander von 78f., 222
 Dörnberg, Wolfgang Ferdinand Freiherr von/baron de 178
 Drouet, Jean 86
 Drouin 26
 Du Bos, Abt/l'abbé 233
 Du Cros, Joseph August 110–114, 119, 122
 Dubois, Gaspard 91, 103
 Ducros, Familie/famille 93
 Dufour, Jacques Ferdinand, Freiherr/baron Dufour von/de Feronce 66
 Dufour, Jacques Marc Antoine oder/ou Marc Antoine 65f
 Dumas, Jean Louis Alexandre 67
 Dumont, Gabriel 59
 Duras, Herzog von/duc de 41
 Duvigneau, David Antoine 65, 67
 Duvigneau, Gabriel Philippe 66
 Ebrard, August 108
 Elisabeth Stuart, Tochter König Jakobs I. von England/Élisabeth Stuart, fille du roi Jacques I^{er} d'Angleterre (1596–1662) 18
 Elisabeth-Charlotte, Tochter Karl Ludwigs, Kurfürst von der Pfalz/Élisabeth-Charlotte, fille de l'électeur palatin Charles-Louis 21
 Erichs, Peter 129
 Erman, Jean-Pierre 171–192, 226
 Ewald Friedrich, Graf von Hertzberg/comte de Hertzberg (1725–1795) 179
 Fabre, Witwe/veuve 90
 Faravel, Balthazard 88
 Farre, Abt/l'abbé de la 236
 Feautrier, Jeanne 90
 Félix, Pierre 93, 104
 Ferdinand II., Kaiser/Ferdinand II, empereur (1578–1637) 8, 53

- Ferrand 93
 Feuquier, Jean 73
 Feuquière, Jean Baptiste 73
 Fiers, Jeanne 96
 Firmin 90
 Fontenelle, Bernard Le Bouyer de 233, 236
 Fontius, Martin 229
 Formey, Jean Henri Samuel 176, 221, 223, 228–230, 234, 236–238
 Fourmont, Étienne de 233
 Fournier, Arnail 131
 Fournier, Simon 131
 Francezon, Pierre 93, 101
 Francke, Hermann August 214
 Frege, Christian Gottlob 66
 Friedrich August I., der Starke, Kurfürst von Sachsen/Frédéric-Auguste I^{er}, le Fort, électeur de Saxe (1670–1733) 51–62
 Friedrich August II., Kurfürst von Sachsen/Frédéric-Auguste II, électeur de Saxe (1696–1763) 60
 Friedrich August III. Kurfürst von Sachsen/Frédéric-Auguste III, électeur de Saxe (1750–1827), seit 1806 als Friedrich August I. König von Sachsen 68
 Friedrich I., König in Preußen/Frédéric I^{er}, roi de Prusse (1657–1713) 57, 77, 79, 81, 86, 97, 99, 144, 172, 180, 196, 214
 Friedrich I., Landgraf von Hessen-Kassel, König von Schweden/Frédéric I^{er}, landgrave de Hesse-Cassel, roi de Suède (1676–1751) 74f.
 Friedrich II., der Große, König von Preußen/Frédéric II, le Grand, roi de Prusse (1712–1786) 68, 146f., 164, 186, 211, 235f., 239
 Friedrich II., Landgraf von Hessen-Homburg/Frédéric II, landgrave de Hesse-Hombourg (1633–1708) 44
 Friedrich II., Landgraf von Hessen-Kassel/Frédéric II, landgrave de Hesse-Cassel (1720–1785) 73
 Friedrich III., Kurfürst von Brandenburg, Herzog von Preußen/Frédéric III, électeur de Brandebourg, duc de Prusse, siehe/voir Friedrich I., König in Preußen/Frédéric I^{er}, roi de Prusse
 Friedrich III., Kurfürst von der Pfalz/Frédéric III, électeur palatin (1515–1576) 17, 27
 Friedrich IV., Kurfürst von der Pfalz/Frédéric IV, électeur palatin (1574–1610) 18
 Friedrich V., Kurfürst von der Pfalz/Frédéric V, électeur palatin (1596–1632) 18
 Friedrich Wilhelm I., Kurfürst von Brandenburg, Herzog von Preußen, der Große Kurfürst/Frédéric-Guillaume I^{er}, électeur de Brandebourg, duc de Prusse, le Grand-Électeur (1620–1688) 43, 76, 78, 82, 142, 195, 235
 Friedrich Wilhelm I., König in Preußen/Frédéric-Guillaume I^{er} roi de Prusse (1688–1740) 78, 81–83, 155f.
 Friedrich Wilhelm II., König von Preußen/Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse (1744–1797) 163
 Friedrich Wilhelm III., König von Preußen/Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse (1770–1840) 149
 Friedrich-Heinrich von Oranien-Nassau/Frédéric-Henri d'Orange-Nassau (1584–1647) 19, 85
 Fuchs, Paul von 218, 222, 225
 Gardiol, Suzanne 93
 Gaudin, Pierre 90
 Gaultier de Saint Blancard, François 212
 Geltner, Pierre 36
 Gely, Catherine 96
 George, Jean 205f.
 Gerhard, Paul 214
 Glaubourg, Jean 36
 Gleize 93
 Gourand, Daniel 40
 Gourdeau, Claude 90
 Goy, Marie 44
 Graevius, Johann Georg 216
 Grandidier, Pastor/pasteur 33
 Granet, André 99
 Grotius, Hugo 21, 216, 223f., 228
 Grumbkow, Joachim Ernst von 78
 Guaimard, Françoise 96
 Guichard, Charles Théophile 238
 Guillaume 90
 Guy, Pierre 86, 105
 Guyon, Jeanne 96

- Halcke, Gustav Georg von 73
 Harnacks, Adolf von 221
 Hazard, Paul 215
 Heinrich IV., König von Frankreich/Henri IV, roi de France (1553–1610) 18
 Henri-Charles, Herzog von Trémoille, Freiherr von Vitré/duc de la Trémoille, baron de Vitré (1620–1672) 38
 Herff, Henri 28
 Herff, Marie Elisabeth 28
 His, Händler/commerçant 134
 Hobbes, Thomas 223
- Jacquelot, Isaac 221
 Jakob, Andreas 109
 Jakob I., König von England/Jacques I^{er}, roi d'Angleterre (1566–1625) 18
 Jammis, Marguerite 96
 Jandan, Jacques Égide Duhan de 235
 Jariges, Philippe de 235
 Jaucourt, Louis de 223
 Jean, Denis 41
 Johann Georg III., Kurfürst von Sachsen/Jean-George III, électeur de Saxe (1647–1691) 52
 Johann Georg IV., Kurfürst von Sachsen/Jean-George IV, électeur de Saxe (1668–1694) 52
 Johann-Kasimir, Pfalzgraf/Jean-Casimir, comte palatin (1543–1592) 18
 Jordan, Charles Étienne 232–236, 237
 Jordan, Daniel 100
 Jordan, Gustav von 193
 Juny, Jacques 40
 Jurieu, Pierre 212, 223, 228
- Kant, Immanuel 229
 Karl, Landgraf von Hessen-Kassel/Charles, landgrave de Hesse-Cassel (1654–1730) 72–74, 82
 Karl Ludwig I., Kurfürst von der Pfalz/Charles-Louis I^{er}, électeur palatin (1618–1680) 18, 19–23, 26, 28–30, 33
 Karl II. Kurfürst von der Pfalz/Charles II, électeur palatin (1651–1685) 17, 18, 26
 Katharina Belgica, Gräfin von Nassau/Catherine Belgia, comtesse de Nassau (1578–1648) 37
 Kepler, Johannes 21
 Klitzing, Mädchenname/nom de jeune fille: Mangelin 180
- La Condamine, Charles Marie de 237
 La Houssaye, François de Paule, Ritter, Herr von Sardan, Vicomte von/chevalier, seigneur de Sardan, vicomte de 72
 La Mettrie, Julien Offray de 219, 238, 240
 Laigneau, Anne 96
 Lalouette, Frédéric de, Ritter von Vernicourt/chevalier de Vernicourt 73
 Langes, François de, Freiherr von Lubières/baron de Lubières 99, 103
 Lautier, Juwelier/joaillier 232
 Laveaux, Jean-Charles Thibault de 165f.
 Le Clerc, Jean 228
 Le Coq, Jacques 57–62
 Le Loup, Daniel 26
 Le Roy, Pierre 26
 Leibniz, Gottfried Wilhelm 215–221, 224f., 230
 Lenfant, Jacques 228, 235, 237
 Leplat, Raymond 59
 Lessing, Johann Gotthold 65
 Lipsius, Justus 216
 Lith, Gabriel von der 60
 Locke, John 221, 223, 227
 Loge, Josué de 31
 Longuelune, Zacharias 59
 Loreilhe, Händler/marchand 127, 134
 Louis, Jean, Vater/père 27
 Louis, Jean, Sohn/fils 27
 Lubière, Freiherr von/baron de 86, 90f., 97, 99
 Ludwig IV. der Bayer, Kaiser/Louis IV de Bavière, empereur (1281/82–1347) 35
 Ludwig VI., Kurfürst von der Pfalz/Louis VI, électeur palatin (1539–1583) 18, 28
 Ludwig XIV., König von Frankreich/Louis XIV, roi de France (1638–1715) 7, 21, 26, 39, 54, 80, 85, 125, 127, 132, 140, 142, 185, 187, 189, 195, 212, 215
 Ludwig XVI., König von Frankreich/Louis XVI, roi de France (1754–1793) 146–148, 153
 Ludwig-Philipp von Simmern/Louis-Philippe de Simmern (1602–1655) 17
 Luise Henriette von Oranien-Nassau/Louise-Henriette d'Orange-Nassau (1627–1667) 85
 Lukrez/Lucrèce 222
 Luther, Martin 18, 189

- Malbran, Jean 205, 206
 Mallein, Suzon 44
 Marconnay, Familie/famille 180
 Maréchal, Bernard 90
 Marot, Clément 233
 Marperger, Jacob 35, 53
 Mary Tudor, Königin von England/Marie Tudor, reine d'Angleterre (1496–1533) 36
 Maupertuis, Pierre Louis Moreau de 219
 Maurau, Moysse 90
 Mayet 181
 Melanchton, Philipp/Mélanchton, Philippe 36
 Mendelssohn, Moses 229
 Mercier, Jean Pierre 58
 Merian, Christoph 43, 48
 Merian de la Grivelière, Charles Gustave 86
 Michel, Marie 93
 Mirabeau, Honoré Gabriel Riqueti, Graf von/comte de 181
 Mirmand, Henri, Marquis von/marquis de (1650–1721) 72, 74, 79
 Mollerus, Pierre 28
 Monlaret, Jean 42
 Montfaucon, Bernard de, Benediktiner/bénédictin 233
 Moritz, Kurfürst von Sachsen/électeur de Saxe (1521–1553) 54
 Moritz, Landgraf von Hessen-Kassel/landgrave de Hesse-Cassel (1572–1632) 72
 Moritz, Pfalzgraf/comte palatin (1621–1652) 19
 Mösch, Andreas 118, 121
 Muralt, Béat Louis de 232

 Napoleon I., Kaiser der Franzosen/Napoléon I^{er}, empereur des Français (1769–1821) 176
 Naudé, Philippe, Vater/père 225
 Naudé, Philippe, Sohn/fils 220
 Nemeitz, Joachim Christoph 232
 Neufville, Pierre de 29
 Newton, Isaac 221
 Nicéron, Jean-Pierre 233
 Nicola, Daniel 202
 Noé, Jean Jacob 205f.
 Noodt, Gerhardt 223
 Nouvel, Jean 44
 Nouvel, Pierre 44

 Olevianus, Gaspard 17
 Ottheinrich, Kurfürst von der Pfalz/Othon-Henri, électeur palatin (1502–1559) 17
 Ougier, Jean 92, 104, 105
 Ougier, Jeanne 92

 Pajon, Louis Élie 234
 Pelagius/Pélage 213
 Pelet, André 92, 104
 Pellet, Jean 129f.
 Pepliers, Robert Jean des 200
 Pérard, Jacques de 234
 Péricard, Sébastien Salomon 30
 Petit, Charles 86, 90f., 98, 101, 104
 Pez, Ozias 98
 Philipp I., Landgraf von Hessen-Kassel/Philippe I^{er}, landgrave de Hesse-Cassel (1504–1567) 71f.
 Philipp II., König von Spanien/Philippe II, roi d'Espagne (1527–1598) 17
 Philipp von Orleans/Philippe d'Orléans (1674–1723) 21
 Philipp Ludwig II., Graf von Hanau-Münzenberg/Philippe-Louis II, comte de Hanau-Münzenberg (1576–1612) 37
 Philipp Wilhelm Prinz von Oranien/Philippe-Guillaume prince d'Orange (1554–1618) 91
 Poirer, Pierre 33
 Poitevin, Samuel 33
 Polonus, Martinus 225
 Ponnier, Jean Pierre 114, 122
 Pouillon, Anne 27
 Poullain, Valérand 36
 Pourvoyeur, Jean 27
 Prémontval, André-Pierre Le Guay de 165f.
 Pufendorf, Samuel von 216, 219, 222–227

 Quentin, Adam 93

 Rabaut Saint-Étienne, Jean-Paul 173f
 Raby, Thomas Wentworth, baron, earl of Strafford 89f
 Racine, Jean 141
 Raynal, Abt/abbé 174–175, 181
 Réaumur, René-Antoine Ferchault de 233

- Rebeur, Korrespondent in Schwedt,
Uckermark/correspondant à Schwedt,
Marche Ukraine 180
- Reclam, Pierre Chrétien Frédéric 163,
171–192, 226
- Richelieu, Armand Jean du Plessis,
Herzog von/duc de 7, 19
- Richter, Johann Adolph 65f.
- Rion, Dominique 129
- Ritter, Mathias 36
- Robert, Joseph 96
- Rochau, von 73
- Rollin, Charles 233, 236
- Rosales, Jacob 133
- Rost, Pastor/pasteur 28
- Rotenschild 21
- Rousseau, hugenottischer
Immigrant/immigrant huguenot 87
- Rousseau, Jean-Jacques 183, 229, 239
- Roux, Jacob 164
- Roux, Jeanne 96
- Ruat, Guillaume 91, 104
- Rupert, Pfalzgraf bei Rhein/comte palatin
du Rhin (1619–1682) 19
- Saint-Ange, Anne 99
- Saint-Blancard, Gaultier de 183
- Saint-Laurent/Saint-Laurens, Louis de 91
- Sanchon, oranischer Refugié in
Berlin/réfugié orangeois à Berlin 93
- Sardan, Ritter Herr von/chevalier seigneur
de 72
- Sarre, Pierre 205f.
- Sauzin, Françoise de 99
- Sauzin, Joseph de 103
- Schanz, Georg 108
- Schlüter, Rat/conseiller 177
- Schomberg, Friedrich Hermann Graf
von/comte de 183
- Sémeri, Suzanne 44
- Serres, Jean-Jacques 90, 104, 105
- Sévigé, Marie de Rabutin-Chantal,
Marquise von/marquise de 220
- Silvestre, Louis de 59
- Simons, Richard 225, 228
- Skytte, Benedikt von 216
- Sophie Charlotte, Königin in
Preußen/reine de Prusse (1668–1705)
91
- Spanheim, Ezechiel von 78, 225
- Spener, Philipp Jakob 214, 216
- Spinoza, Baruch 21
- Stosch, Marie-Charlotte 176
- Sy, Pierre 205
- Teissier, Antoine 224
- Teissier, Ève 93
- Thiebault, Dieudonné 175
- Thieriot, Jacques Henri 66
- Thiriot, Nicolas-Claude 236
- Thomasius, Christian 214, 216, 223
- Tourtin, Pastor/pasteur 41
- Trublet, Nicholas-Charles-Joseph,
Abt/l'abbé 237
- Ursinus, Zacharias/Zacharie 17
- Vasseur, Antoine 40
- Vattel, Emer de 238
- Vernet, Jacob 238
- Veyne, Paul 179
- Veyssiére La Croze, Mathurin 232, 235
- Vigut, Annibal 101, 105
- Villegagnon, Ritter/chevalier 41
- Vioujas 89
- Viset, französischer Diplomat in
Brandenburg-Bayreuth/diplomate
français à Brandebourg-Bayreuth 114
- Voltaire, François-Marie Arouet de 165,
187, 219, 229, 236, 239
- Voulaire, Händler/marchand 100f.
- Wallin, Georg 232
- Warin, Anthoine 29
- Wilhelm, Nicolas 28
- Wilhelm I. von Oranien-
Nassau/Guillaume I^{er} d'Orange-Nassau
(1533–1584) 37
- Wilhelm III. von Oranien-Nassau, König
von England/Guillaume III d'Orange-
Nassau, roi d'Angleterre (1650–1702)
43, 79, 85f., 97
- Wilhelm V., Landgraf von Hessen-
Kassel/Guillaume V, landgrave de
Hesse-Cassel (1602–1637) 38
- Wolff, Schulmeister/maître d'école
30
- Wolff, Christian 188, 219, 221, 223, 229,
236f.
- Wolzogen, Christoph Andreas von 29
- Zeller, Moritz 30
- Zinzerling, Juste 232
- Zollikofer, Georg Joachim 64, 67

VERZEICHNIS DER AUTORINNEN UND AUTOREN

Dr. Eckart BIRNSTIEL, maître de conférences à l'université de Toulouse II –
Le Mirail

Manuela BÖHM (M.A.), Universität Potsdam

Dr. Dr. Guido BRAUN, Deutsches Historisches Institut Paris

Dr. Dominique GUILLEMENOT-EHRMANTRAUT, Evangelische Kirche der
Pfalz, Landau

Dr. Jens HÄSELER, Forschungszentrum Europäische Aufklärung Potsdam

Frédéric HARTWEG, professeur émérite à l'université Marc-Bloch de
Strasbourg

Dr. Susanne LACHENICHT, All Souls College Oxford und Universität
Hamburg

Michelle MAGDELAINE, chercheuse (en retraite) au CNRS, Institut d'histoire
moderne et contemporaine, Paris

Dr. Katharina MIDDELL, Friedrich-Schiller-Universität Jena

Dr. Françoise MOREIL, agrégée, maître de conférences à l'université
d'Avignon et des Pays de Vaucluse

Ulrich NIGGEMANN (M.A.), Philipps-Universität Marburg

Dr. Franziska ROOSEN, London

Dr. Viviane ROSEN-PREST, professeur agrégé, Paris

Dr. Klaus WEBER, The Rothschild Archive London

Myriam YARDENI, professeur à l'Université de Haïfa